

DOCUMENT PORTANT SUR LE PROJET DE LOI 96

ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS
QUÉBEC-LABRADOR



TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	5
Propositions d'amendements.....	8
Recommandations.....	10
1 Présentation des organismes	12
1.1 L'APNQL et ses Commissions et organismes régionaux (COR).....	12
2 Contexte linguistique et éducatif des Premières Nations au Québec.....	12
2.1 Premières Nations au Québec	12
2.1.1 Langues ancestrales	13
2.1.2 Droits à l'autodétermination et droits linguistiques.....	13
2.1.3 Sanction des études et crédits de langues	13
2.2 Profil démographique et socio-économique.....	14
2.2.1 Population selon le lieu de résidence (à l'intérieur ou à l'extérieur de la communauté)	15
2.2.2 Âge médian selon la zone géographique	15
2.2.3 Revenu et faible revenu du ménage.....	15
2.2.4 Niveau d'emploi	16
2.3 L'importance des langues ancestrales pour favoriser la continuité, la revitalisation, le soutien et l'épanouissement des langues et des cultures des Premières Nations au Québec	16
2.3.1 Langues ancestrales et cultures des Premières Nations au Québec	17
2.4 Analyse documentaire : réussite scolaire des jeunes des Premières Nations, fierté culturelle et contrôle par les Premières Nations de l'éducation des Premières Nations	17
2.4.1 Facteurs qui font obstacle à la réussite scolaire des élèves des Premières Nations	18
2.4.2 Facteurs déterminants de la réussite des élèves des Premières Nations	20
3 Reconnaissance des droits constitutionnels linguistiques des Premières Nations	22
3.1 Législation existante.....	22
3.2 Les droits constitutionnels linguistiques et la réussite scolaire et éducative des Premières Nations.....	23
3.3 Situation hors communauté.....	25
4 Propositions d'amendements au projet de loi 96 concernant les droits constitutionnels linguistiques et la réussite scolaire des premières nations	26

4.1	Proposition d'amendement N° 1 : Modernisation du préambule de la <i>Charte de la langue française</i> et de la terminologie descriptive applicables aux Premières Nations et aux Inuit du Québec.....	27
4.1.1	Proposition d'amendement N° 1	27
4.2	Propositions d'amendement N° 2: Exemption de l'assujettissement au chapitre VIII et au Chapitre VIII.1 de la Charte de la langue française pour les membres des Premières Nations	27
4.2.1	Exemption de l'assujettissement au chapitre VIII pour les membres des Premières Nations.....	27
4.2.2	Exemption de l'assujettissement au chapitre VIII.1 pour les membres des Premières Nations.....	28
4.3	Proposition d'amendement N° 3 : Permettre aux élèves autochtones de recevoir un enseignement dans leur langue maternelle ou leur deuxième langue.....	29
4.4	Proposition d'amendement N° 4 : Permettre aux élèves autochtones d'étudier dans leur langue maternelle et favoriser leur réussite au niveau secondaire.....	29
4.4.1	Propositions d'amendement N° 4	29
4.4.2	Autres modifications de concordance.....	30
4.4.3	Notes explicatives à la Proposition d'amendement N° 4.....	31
5	l'Adaptation au contexte linguistique des Premières Nations des normes applicables aux ordres professionnels	34
5.1	Contexte.....	34
5.2	Proposition d'amendement visant l'adaptation au contexte linguistique des Premières Nations des normes applicables aux ordres professionnels	36
5.2.1	Proposition d'amendement N° 5	36
5.3	Recommandation N° 1 : Exemption de l'exigence relative aux unités de langue seconde pour les étudiants autochtones du niveau collégial	36
5.3.1	Recommandation N° 1	36
5.3.2	Notes explicatives à la proposition d'amendement N° 5	37
5.4	Recommandation N° 2 : Exemption de l'épreuve uniforme de langue d'enseignement et de littérature pour les étudiants autochtones du niveau collégial.	37
5.5	Recommandation N° 3: Création des solutions durables à la protection des langues ancestrales dans un contexte constitutionnel	38
6	Les enjeux liés à la formation continue et aux équivalences.....	39
6.1	Contexte.....	39
6.2	Recommandations	40
6.2.1	Recommandation N° 4	40
6.2.2	Recommandation N° 5	40
6.2.3	Recommandation N° 6	41

6.2.4 Recommandation N° 7	41
7 Les enjeux concernant les communications gouvernementales et l'accès à l'information en anglais et en français.....	41
7.1 Recommandations	41
7.1.1 Recommandation N° 8	41
7.1.2 Recommandation N° 9	42
7.1.3 Recommandation N° 10	42
Conclusion.....	43
ANNEXE 1	44
A-1.1 Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador.....	44
A-1.2 Conseil en Éducation des Premières Nations.....	44
A-1.3 Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador	44
A-1.4 Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador	45
A-1.5 Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec	45
A-1.6 Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador	46
Annexe 2	47
Bibliographie	53

SOMMAIRE

La *Loi Constitutionnelle de 1982* garantit les droits des Premières Nations à l'autodétermination et à soutenir leurs modes de vie, leurs cultures et leurs langues. Ce faisant, les Premières Nations aspirent à la protection, à la valorisation et à la promotion de leur patrimoine, incluant leurs riches langues ancestrales.

Après des décennies de plaidoyer de la part des Premières Nations, le gouvernement fédéral s'est finalement engagé par voie législative à respecter les langues autochtones, en adoptant, le 21 juin 2019, la *Loi sur les langues autochtones*. La Loi fédérale établit des approches appropriées, cohérentes, durables et à long terme pour soutenir les Premières Nations dans leurs efforts visant à se réapproprier, à réhabiliter, à maintenir et à normaliser leurs langues.

Nos langues nous permettent de communiquer et de transmettre aux générations futures notre culture, nos visions du monde, nos systèmes de connaissances, nos valeurs, nos traditions, nos coutumes, notre histoire, notre spiritualité et notre identité sociale et politique. Nos langues sont vivantes; elles sont issues de la terre, font partie intégrante de notre identité et constituent un aspect essentiel de notre autodétermination.

D'autre part, les Premières Nations ont, à maintes reprises, exprimés leurs visions, leurs préoccupations au palier provincial. En vertu du droit à l'autonomie, les Premières Nations ont aussi souligné leur volonté de faire partie intégrante des prises des décisions qui sont appliquées chaque jour et qui affectent directement nos droits à exercer librement le droit à l'éducation.

Le gouvernement du Québec a donc la responsabilité de reconnaître le caractère particulier et spécifique des Premières Nations, car les Premières Nations ne sont pas des interlocuteurs comme tous les autres. Conformément à leur statut, les Premières Nations ont le droit de participer directement à tout processus décisionnel susceptible de les toucher ou de toucher leurs droits.

L'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (« **APNQL** ») et les Commissions et organismes régionaux (« **COR** ») ne peuvent passer sous silence les répercussions qui se perpétuent avec la nouvelle mouture de la *Charte de la langue française* (« **Charte** ») proposée par le gouvernement du Québec avec le projet de loi n° 96 : *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français* (« **PL 96** » ou « **projet de loi 96** ») sur les Premières Nations, qui repoussent depuis des décennies les mesures assimilatrices qui touchent leurs langues ancestrales et leurs cultures respectives.

Effectivement, le gouvernement du Québec ne peut pas se dérober derrière l'ignorance de nos droits ancestraux et constitutionnels et les effets dévastateurs que la politique d'assimilation linguistique au sein de la Charte a sur nos enfants, nos langues, notre culture et nos communautés. Les exemptions qui sont prévues aux articles 95 et 97 actuellement en vigueur ne sont pas suffisamment larges pour assurer le plein exercice des droits constitutionnels linguistiques et la réussite éducative et scolaire des Premières Nations.

Afin que le Québec tienne compte des droits constitutionnels des Premières Nations, l'Assemblée des Chefs de l'APNQL a tout récemment adopté la Résolution N° 08 / 2021 exigeant la tenue d'une commission spéciale et conjointe de l'Assemblée nationale. Cette commission spéciale permettrait un vrai dialogue de gouvernement à gouvernement entre les élus des Premières Nations et les élus du Québec pour les décisions touchant les premiers peuples.

En outre, dans sa version actuelle et malgré les propositions contenues dans le PL 96, la Charte pose des barrières linguistiques systémiques à la réussite scolaire des élèves des Premières Nations. Plusieurs déterminants socio-économiques nuisent, à court comme à long terme, la réussite éducative des élèves et des étudiants issus des Premières Nations au Québec. Or, la législation québécoise ne doit aucunement nuire à la réussite scolaire et à l'apprentissage des langues ancestrales.

Aujourd'hui, plus de la moitié des étudiants des Premières Nations sont scolarisés hors réserve (ou « **hors communauté** »). Par exemple, de nombreux étudiants sont forcés d'aller à l'école en français alors que leur langue maternelle est une langue ancestrale ou l'anglais. Plusieurs ne parviennent pas à obtenir leurs diplômes d'études secondaires et collégiales en raison des crédits de langue seconde en français.

À l'heure actuelle, le gouvernement du Québec contrevient aux droits et obligations constitutionnels envers les Premières Nations : le projet de loi 96 doit clairement prévoir que les dispositions qui forcent les élèves à être scolarisés en français ou à suivre des cours de langue seconde en français au secondaire et au collégial ne sont pas applicables aux étudiants des Premières Nations. Sans l'insertion d'une exemption claire, les droits constitutionnels des Premières Nations et leur réussite scolaire continueront d'être brimés.

De plus, nous nous expliquons difficilement pourquoi le projet de loi 96 ne tient pas compte des différents rapports des commissions ou comités qui recommandent de modifier l'article 97 de la *Charte* pour élargir la notion de résidence à celle de résidence professionnelle. Encore une fois, on semble faire fi des réalités des communautés. Ces dernières font face à une crise du logement, il est donc difficile dans les faits d'appliquer l'article 97.

Aussi, pour les professionnels des Premières Nations ou anglophones, les formations continues posent un problème, puisque la majorité de ces formations ne sont offertes qu'en français. Les communautés anglophones qui désirent élaborer leur propre formation en anglais doivent assumer les coûts pour la faire reconnaître par l'ordre concerné. De plus, certains professionnels ayant fait leur étude à l'extérieur du Québec ont de la difficulté de se voir reconnaître en totalité ou en partie l'équivalence de leur diplôme professionnel au Québec. Pourtant, ces professionnels fournissent des services culturellement adaptés et sont sensibilisés aux enjeux et aux besoins de la communauté.

Également, le projet de loi 96 doit exempter les professionnels travaillant dans la communauté de l'application de l'article 32 de la *Charte*. Les modifications de cet article prévues dans le PL 96 pourraient avoir des incidences sur la qualité des soins offerts par les professionnels.

PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS

L'APNQL et les COR invitent le ministre responsable de la Langue française à faire preuve de l'audace et à tenir compte de la réalité des Premières Nations en incluant dans le projet de loi 96 des dispositions qui favoriseraient leurs langues ancestrales en y intégrant les propositions d'amendements suivantes. Ces dispositions n'auraient pas pour effet de faire reculer la langue française au Québec.

D'abord, l'APNQL et les COR demandent au législateur de moderniser le préambule de la Charte en actualisant le vocabulaire législatif employé pour désigner les Premières Nations et les Inuit au Québec. (**proposition d'amendement N° 1**)

Ensuite, l'APNQL et les COR demandent que les dispositions sur la langue d'enseignement (chapitre VIII) et sur les politiques des établissements d'enseignement collégial et universitaire relativement à l'emploi et à la qualité de la langue française (chapitre VIII.1) ne soient pas applicables aux Premières Nations, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des communautés. (**proposition d'amendement N° 2**)

Ensuite, l'APNQL et les COR demandent qu'on accorde le droit aux élèves possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la *Loi sur les Indiens* (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation le droit de recevoir un enseignement en anglais, lorsqu'il s'agit de leur langue maternelle ou de leur deuxième langue. Effectivement, toutes les dispositions de la *Charte* qui obligent les étudiants à poursuivre leurs études aux niveaux maternel, primaire et secondaire en français ne devraient pas être applicables aux élèves des Premières Nations, car elles nuisent à leur réussite éducative et scolaire et portent atteinte de façon injustifiée au droit à l'autodétermination et à l'autonomie gouvernementale des Premières Nations. (**proposition d'amendement N° 3**)

De plus, l'APNQL et les COR demandent qu'on permette aux élèves autochtones d'étudier dans leur langue maternelle et qu'on favorise leur réussite au niveau secondaire en accordant aux étudiants possédant un certificat de statut d'Indien ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation le droit d'étudier dans leur langue maternelle, qu'elle soit leur langue ancestrale ou l'anglais. (**proposition d'amendement N° 4**)

Enfin, afin d'adapter les normes applicables aux ordres professionnels au contexte linguistique des Premières Nations, il est proposé de modifier le deuxième alinéa de l'article 97 de la *Charte* pour élargir la notion de résidence à celle de résidence professionnelle. La modification suggérée par le projet de loi 96 n'est pas satisfaisante, car elle ne couvre pas toutes les situations, à savoir les professionnels qui résident au Québec, mais hors communauté. Le *règlement 10¹* de la *Charte* devrait aussi être modifié en conséquence (Commission Viens, appel à l'action n° 12). (**proposition d'amendement N° 5**)

¹ *Règlement autorisant les ordres professionnels à déroger à l'application de l'article 35 de la Charte de la langue française*, L.R.Q., c. C-11, r.10.

RECOMMANDATIONS

L'APNQL et les COR demandent aussi des modifications pour que les étudiants des Premières Nations au niveau collégial soient exemptés de l'exigence relative aux unités de langue seconde et de l'épreuve uniforme de langue d'enseignement et de littérature. (**recommandations N° 1 et N° 2**)

Par rapport à l'intention du gouvernement du Québec de modifier certaines dispositions constitutionnelles, l'APNQL et les COR veulent que le gouvernement s'assoie avec eux, dans une perspective de dialogue de gouvernements à gouvernement et profite de cette nouvelle table pour convenir des solutions durables à la protection des langues ancestrales. (**recommandation N° 3**)

En outre, l'APNQL et les COR formulent quatre recommandations qui portent sur la formation continue et les équivalences :

Mettre en œuvre, le plus rapidement possible, les recommandations du Comité sur l'application de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines au sein des communautés des Premières Nations et inuit. (Commission Viens, appel à l'action n° 106), et plus particulièrement, de créer, de reconnaître et de traduire les formations continues. (**recommandation N° 4**)

Offrir de la formation en compétence culturelle aux professionnels de la santé, aux étudiants, aux intervenants des services publics du Québec et à toute autre personne qui contribue à la prestation de services de santé auprès des Premières Nations (Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées - ENFFADA, appel à l'action n°. 7.4; ENFFADA – rapport complémentaire Québec, appel à l'action n° 8 ; Commission de vérité et réconciliation - CVR, appel à l'action n° 23). (**recommandation N° 5**)

Voir à l'accroissement du nombre de professionnels autochtones travaillant dans le domaine des soins de santé. (Commission de vérité et réconciliation, appel à l'action n° 23 adressé à tous les ordres de gouvernement). (**recommandation N° 6**)

Créer des occasions efficaces et bien financées d'encourager les Autochtones à travailler dans le domaine de la santé et du bien-être au sein de leur communauté et proposer des mesures socio-économiques incitatives à cet égard. (ENFFADA, appel à la justice n° 7.8 adressé à tous les gouvernements et à tous les fournisseurs de services de santé). (**recommandation N° 7**)

Finalement, l'APNQL et les COR formulent des recommandations concernant l'accès à l'information et les communications gouvernementales avec les Premières Nations.

Exiger que tout document rédigé en français par un ministère et qui doit être fourni aux Premières Nations soit automatiquement traduit et simultanément fourni en langue autochtone et / ou en anglais aux Premières Nations (Commission Viens, appels à l'action n°s 16 et 17). Il ne faut pas seulement que les documents soient traduits en anglais à la demande d'une partie. (**recommandation N° 8**)

Exiger de la part des ministères d'offrir automatiquement une séance d'information en anglais lorsqu'une séance d'information en français est prévue pour les Premières Nations. (**recommandation N° 9**)

Fournir aux organisations des Premières Nations les moyens financiers nécessaires pour couvrir les frais de traduction lors que les professionnels des Premières Nations travaillent hors communauté. (**recommandation N° 10**)

1 Présentation des organismes

1.1 L'APNQL et ses Commissions et organismes régionaux (COR)

Créée en mai 1985, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) est le lieu de rencontres périodiques des chefs des communautés des Premières Nations au Québec et au Labrador.

L'Assemblée est composée des chefs des 43 communautés des Premières Nations au Québec et au Labrador et représente dix nations : Abénakis, Algonquins, Atikamekw, Cris, Hurons-Wendat, Innus, Malécites, Mi'gmaq, Mohawks et Naskapis.

Elle tient régulièrement des assemblées de chefs afin de recevoir ses mandats politiques, d'en arriver à des positions communes et de prendre des décisions.

Le secrétariat de l'APNQL soutient cette dernière sur le plan politique dans les dossiers faisant intervenir les ordres de gouvernement.

Au fil des ans, l'APNQL a créé des COR : la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) (1994), la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec (CDRHPNQ) (1996), la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL) (1999), l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) (2000), le Réseau jeunesse des Premières Nations Québec-Labrador (2006).

Le Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN) (1985), qui existait avant la création de l'APNQL, fait aussi partie des COR.

[Voir l'annexe 1 pour une description détaillée de chaque COR.]

2 Contexte linguistique et éducatif des Premières Nations au Québec

2.1 Premières Nations au Québec

Onze Nations occupent le territoire au Québec: Abénakis, Algonquins, Atikamekw, Cris, Innus, Malécites, Mi'gmaq, Mohawk, Naskapis, Wendat et Inuit. Elles comptent **42 communautés des Premières Nations** et **15 villages inuit**.

2.1.1 Langues ancestrales

La promotion, la préservation, l'enseignement des langues ancestrales sont primordiaux pour nos Nations. La langue ancestrale est intrinsèque à notre identité et à notre culture. Cette richesse millénaire doit être préservée et mise en lumière.

Chaque Nation a sa langue qui peut se décomposer en plusieurs dialectes. Les **langues ancestrales** sont l'Aln8ba8dwaw8gan (Abénakis), l'Anishnabemowin (Algonquin), l'iifyuu ayimuun (Cri), l'Innu Aimun (Innu), l'iyuw iyimuun (Naskapi), le Kanien'kéhà (Mohawk), le Mi'kmawi'simk (Mi'gmaq), le Nehirowimowin (Atikamekw), le Wendat, le Wolastoquay latuwewakon (Malécites) et l'Inuktitut (les « **langues ancestrales** »).

2.1.2 Droits à l'autodétermination et droits linguistiques

Les Premières Nations possèdent un droit à l'autodétermination et à l'autonomie gouvernementale, qui comprend entre autres des compétences linguistiques en éducation et en culture.

Les droits linguistiques incluent le droit d'employer, de promouvoir, de préserver, de revitaliser et d'enseigner leurs propres langues afin de les transmettre aux générations actuelles et futures et de préserver leurs cultures.

Ces droits sont des droits ancestraux protégés par le paragraphe 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982* et doivent être interprétés de façon large et libérale à la lumière du droit international.

2.1.3 Sanction des études et crédits de langues

Afin d'obtenir un diplôme d'études secondaires sanctionné par le ministre de l'Éducation ou un diplôme d'études collégiales sanctionnés par le ministre de l'Enseignement supérieur, les étudiants doivent réaliser des unités de langue seconde².

Pour les étudiants allochtones qui fréquentent un établissement secondaire ou collégial anglophone, la langue seconde apprise est le français en raison des articles suivants de la *Charte de la langue française* :

84. *Aucun certificat de fin d'études secondaires ne peut être délivré à l'élève qui n'a du français, parlé et écrit, la connaissance exigée par les programmes du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.*

88.2 *[...] [La politique linguistique] d'un établissement offrant l'enseignement collégial ou universitaire en anglais à la majorité de ses élèves doit traiter de l'enseignement du français comme langue seconde [...].*

De plus, l'article 62 du projet de loi 96 prévoit de remplacer l'article 88 :

² Article 32(2) du *Règlement sur le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire* RLRQ c I-13.3, r 8; articles 7 et 8 du *Règlement sur le régime des études collégiales*, RLRQ c C-29, r 4.

88.3 [...] la politique d'un établissement d'enseignement collégial ou universitaire anglophone doit traiter de :
[...] 3° de l'enseignement du français comme langue seconde.

Selon nous, le PL 96 devrait reconnaître aux étudiants des Premières Nations, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des communautés, le droit de choisir dans la mesure du possible une langue ancestrale comme langue seconde, car les articles de la *Charte* et du projet de loi 96 mentionnés ci-dessus ne leur sont pas applicables.

De plus, afin de favoriser leur réussite scolaire, les étudiants des Premières Nations pour qui l'anglais est leur langue seconde ne devraient pas à avoir à faire des crédits de langue seconde puisque cette langue seconde constituerait en réalité une troisième langue.

2.2 Profil démographique et socio-économique

Les données utilisées proviennent principalement de l'*Enquête régionale sur la santé des Premières Nations du Québec* (ERS) 2015 menées par la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et Labrador (CSSSPNQL)³.

Selon plusieurs auteurs, il est devenu évident que des facteurs comme l'accès à l'emploi, le faible revenu familial ou l'insécurité alimentaire entraînent des répercussions sur l'accès à l'éducation, le décrochage scolaire et la réussite éducative⁴.

Il se dégage du profil démographique et socio-économique des Premières Nations au Québec qu'il s'agit d'une population qui continue de croître et demeure plus jeune comparativement aux statistiques médianes concernant le reste de la population au Québec. Selon les statistiques de l'ERS 2015, 57,7 % des membres habitent dans la communauté et la tendance est à la baisse.

Deux facteurs socio-économiques en particulier, soit le revenu du ménage et l'emploi, exercent une influence importante et systémique sur l'accès à l'éducation et la réussite éducative.

Concernant les revenus des ménages des Premières Nations au Québec, les résultats de l'ERS 2015 montrent que la plupart des adultes autochtones avec des enfants vivaient sous le seuil de faible revenu. Finalement, en ce qui concerne le taux d'emploi parmi les adultes des Premières Nations au Québec, les résultats de l'ERS 2015 montrent qu'il est resté au même niveau comparativement à l'ERS 2002. Les données montrent aussi un niveau d'emploi plus élevé parmi les femmes adultes et que la plupart des adultes travaillent au sein de leur communauté.

Ainsi, dans le cadre de la réforme de la *Charte*, le législateur québécois devrait tenir compte des déterminants socio-économiques qui nuisent, à court comme à long terme, à la réussite éducative des élèves et des étudiants autochtones au Québec plutôt que d'appliquer sans nuance les dispositions relatives à la langue d'enseignement et aux politiques des

³ L'ERS est un exemple unique de recherche démographique conçu par et pour les Premières Nations du Québec tout en offrant des renseignements scientifiquement valides et adaptés aux langues et cultures des Premières Nations. Commission de la santé et les services sociaux des Premières Nations du Québec et Labrador (CSSSPNQL), 2018.

⁴ Kirkpatrick et Tarasuk, 2009; Tyler et Lofstrom, 2009; Duncan, Ziol-Guest et Kalil, 2010; OCDE, 2012.

établissements d'enseignement collégial et universitaire relativement à l'emploi et à la qualité de la langue française aux élèves et aux étudiants des Premières Nations.

En plus de respecter les droits constitutionnels linguistiques des Premières Nations, cela favoriserait leur réussite éducative et scolaire.

2.2.1 Population selon le lieu de résidence (à l'intérieur ou à l'extérieur de la communauté)

Les résultats de l'ERS 2015 indiquent que les populations des Premières Nations au Québec continuent de croître et que les membres des Premières Nations au Québec résident de plus en plus hors communauté.

Selon les données utilisées par l'ERS 2015, on dénombrait presque 70 000 membres des Premières Nations au Québec en 2016 (figure 1 – voir l'annexe 2), dont 57,7% (39 586) vivait sur communauté alors que 42,2% vivaient hors-communauté.

Cela dit, la population des non-résidents d'une communauté avait connu une plus haute augmentation (4,3% par année) comparativement à une augmentation de 1,4% par année pour les populations résidant dans une communauté entre 1996 et 2016.

2.2.2 Âge médian⁵ selon la zone géographique

Même si les données utilisées dans l'ERS montrent un vieillissement de la population des Premières Nations au Québec entre 1996 et 2016 (figures 2 et 3), la population des Premières Nations au Québec demeure plus jeune que la population allochtone du Québec⁶.

Les données de l'ERS 2015 offrent un portrait économique permettant d'éclaircir son lien avec la réussite éducative des jeunes des Premières Nations au Québec. Comme nous le verrions ci-après, deux facteurs, le revenu du ménage et l'emploi, exercent une influence importante et systémique sur l'accès à l'éducation et la réussite éducative⁷.

2.2.3 Revenu et faible revenu du ménage

Les résultats de l'ERS 2015 montrent que la plupart des adultes autochtones avec des enfants vivaient sous le seuil de faible revenu.

Bien que le pourcentage des adultes (25 ans et plus) des Premières Nations vivant dans un ménage ayant un revenu de moins de 40 mille dollars a diminué depuis 2008, plus de la

⁵ Contrairement à l'âge moyen, l'âge médian est une mesure bien établie car elle n'est pas affectée par une distribution disproportionnée d'âges – par exemple, que ce soit une population trop jeune ou trop vieille.

⁶ Statistique Canada, 2016; À titre indicatif seulement : selon les données du Recensement 2016, les individus des Premières Nations au Québec étaient considérablement plus jeunes. Alors que l'âge médian des allochtones au Québec était de 41,7 ans, l'âge médian des individus des Premières Nations au Québec était de 33,1 ans. Statistique Canada. 2018. En outre, l'âge des individus des Premières Nations varie selon l'endroit de résidence (figure 4).

⁷ Ferguson et al. 2007; Sisco et al. 2012. Selon Statistique Canada, « [I]la Mesure de faible revenu après impôt désigne un pourcentage fixe (50 %) de la médiane du revenu après impôt rajusté des ménages privés. Le revenu après impôt du ménage est rajusté par une échelle d'équivalence pour tenir compte des économies d'échelle. » Le seuil de faible revenu en 2015 se situait à 22 133 \$ pour une seule personne et à 44 266 \$ pour un ménage de quatre personnes. Statistique Canada. 2016a et Statistique Canada, 2016b.

moitié des adultes (56,3%) ont mentionné vivre dans un ménage dont le revenu total était de moins de 40 000 dollars lors de l'année précédente (figure 5).

Alors que 58,7% des femmes ont signalé un revenu familial de moins de 40 000 dollars, 54% des hommes ont mentionné vivre dans un ménage dont les revenus totalisaient moins de 40 000 dollars (figure 6).

2.2.4 Niveau d'emploi

En ce qui concerne le taux d'emploi parmi les adultes des Premières Nations au Québec, les résultats de l'ERS 2015 montrent qu'il est resté au même niveau comparativement à la première étude ERS réalisée en 2002. Les données montrent aussi un niveau d'emploi plus élevé parmi les femmes adultes (FIGURE 7) et que la plupart des adultes travaillent au sein de leur communauté (FIGURE 8)⁸.

2.3 L'importance des langues ancestrales pour favoriser la continuité, la revitalisation, le soutien et l'épanouissement des langues et des cultures des Premières Nations au Québec

Véhicule créateur de l'imaginaire collectif d'une société et élément indispensable pour le développement des principes, des visions du monde et des savoirs de toute culture, la langue est l'un des critères premiers de toute référence éducative⁹. Puisque la langue maternelle est un symbole de fierté et le fil de communication intergénérationnel de toute collectivité, son érosion peut donc avoir des incidences néfastes sur le mieux-être des membres d'une communauté qui la parle¹⁰.

Selon l'*Atlas UNESCO des langues en danger dans le monde*, plusieurs langues autochtones au Canada sont à risque de disparaître¹¹. En effet, l'Atlas de l'UNESCO indique que trois quarts des langues ancestrales parlées au Canada sont « en danger », « sérieusement en danger » ou « en situation critique »¹². Selon l'ERS 2015, seulement une minorité des répondants vivant dans une communauté continuent à utiliser une langue des Premières Nations comme langue de communication quotidienne. Ces chiffres sont particulièrement bas parmi les résidents des communautés situées en milieu urbain.

En dépit des droits inhérents, constitutionnels, internationaux et issus des traités et malgré l'existence de droits figurant dans des lois provinciales et fédérales qui garantissent l'utilisation et le maintien de langues ancestrales, les langues et les cultures des Premières Nations au Québec et au Canada ont constamment été perturbées, ignorées, dénigrées et réduites au silence par des politiques et des structures ayant pour fin ultime leur élimination et l'assimilation de leurs locuteurs¹³.

⁸ À titre de référence seulement : Selon les données offertes par Statistique Canada, le taux d'emploi (pour les individus âgés de 15 et plus) pour les individus des Premières Nations au Québec était de 49,4 % contre 59,5 % pour la population allochtone. Pour la tranche d'âge 25 ans-64 ans, on voit une tendance semblable avec un taux d'emploi de 61,9 % dans les communautés des Premières Nations du Québec contre 75,5 % parmi les allochtones. Statistique Canada, 2018.

⁹ Nations Unies, 2018.

¹⁰ Patrick, 2007; Skutnabb-Kangas, Nicholas et Reyhner 2016.

¹¹ UNESCO, 2010; Gabriel, 2019.

¹² UNESCO, 2010; Assemblée des Premières Nations, 2020.

¹³ Commission royale des peuples autochtones, 1996; CVR, 2015; Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec, 2019; UNESCO, 2020.

La continuité, la revitalisation, le soutien et l'épanouissement des langues et des cultures des Premières Nations au Québec sont la pierre angulaire de la réussite éducative des élèves et du développement des communautés¹⁴.

2.3.1 Langues ancestrales et cultures des Premières Nations au Québec

Les Langues ancestrales des Premières Nations sont le véhicule d'expression d'une vision unique du monde et le lien incontournable de communication entre le passé et l'avenir. Ces langues ancestrales permettent ainsi aux Premières Nations de transmettre leurs cultures, leurs propres épistémologies, leurs savoirs, leurs traditions et leurs valeurs millénaires¹⁵.

Selon les données de l'ERS 2015, une grande proportion des résidents des communautés ont indiqué avoir une connaissance d'une langue des Premières Nations. Également, environ 50 % des répondants vivant dans une communauté affirmaient avoir une capacité moyenne ou avancée de compréhension et d'expression orale d'une langue des Premières Nations. Cependant, seulement un tiers des répondants se disent capables de lire (34 %) et d'écrire une langue des Premières Nations (29 %) (figure 9 – voir l'annexe 2).

En ce qui concerne l'utilisation quotidienne d'une langue des Premières Nations, seulement quatre répondants sur dix de l'ERS 2015 vivant dans une communauté affirmaient le faire de façon régulière (figure 10). Ces proportions ne semblent pas à varier en fonction du sexe ou de l'âge des répondants.

Selon les données de l'Enquête sur le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi chez les Premières Nations (EDMEPN), 43 % des gens travaillant sur communauté utilisent principalement une langue des Premières Nations dans le milieu du travail¹⁶. Notons que 12 % des individus qui travaillent à l'extérieur des communautés affirment y parler principalement une langue des Premières Nations (figure 11)¹⁷. De plus, trois quarts (78 %) des répondants sont d'avis que le fait de parler une langue des Premières Nations est un avantage pour l'obtention d'un emploi dans la communauté, tandis que 29 % des répondants croient que d'avoir le français ou l'anglais comme langue seconde est un obstacle à l'obtention d'un emploi à l'extérieur de la communauté (figure 12)¹⁸.

2.4 Analyse documentaire : réussite scolaire des jeunes des Premières Nations, fierté culturelle et contrôle par les Premières Nations de l'éducation des Premières Nations

Depuis de nombreuses décennies, un grand nombre d'études se sont penchées sur les facteurs qui influencent, de manière négative ou positive, la réussite scolaire des élèves des Premières Nations au Québec et au Canada¹⁹. Qu'on examine la question sous l'angle

¹⁴ Voir, entre autres, Maurais, 1992 et Drapeau, 2011.

¹⁵ APN, 2019.

¹⁶ 49 % des travailleurs dans les communautés utilisent principalement l'anglais ou le français au travail. Sans surprise, cette proportion est plus grande chez les gens travaillant à l'extérieur des communautés, à savoir 88 %. *Enquête sur le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi chez les Premières Nations* (EDMEPN). Donnée préliminaire en attente de publication. Ci-après EDMEPN.

¹⁷ EDMEPN, à venir.

¹⁸ EDMEPN, à venir.

¹⁹ Par exemple, Battiste, 2002; Conseil canadien sur l'apprentissage, 2009; Archambault, 2010; Fontaine, 2012; Richmond et Smith, 2012; Toulouse, 2013; Moon, 2014; Lévesque et coll., 2015; Ratel, 2018.

pédagogique²⁰, sociodémographique²¹, historique²², épistémologique-philosophique²³ ou juridique²⁴, les chercheurs autochtones et non autochtones s'entendent pour dire que la réappropriation, l'activation et le développement d'un système d'éducation approprié sur les plans culturel et linguistique sont au cœur de ce que Marie Battiste appelle « la renaissance » (2013) du savoir des Premières Nations au Québec et au Canada.

Nous commençons la présente par un examen de la littérature produite au cours des trois dernières décennies sur les facteurs qui font obstacle à la réussite scolaire des élèves des Premières Nations dans les contextes canadien et québécois. Nous poursuivons avec une évaluation des pistes qui s'offrent pour l'avancement et la réussite scolaire des élèves des Premières Nations, telles que présentées dans les études récentes. Dans l'ensemble, la documentation examinée fait ressortir l'importance cruciale des approches pédagogiques des Premières Nations (qui sont holistiques et axées sur une perspective d'apprentissage tout au long de la vie), de l'inclusion et de la reconnaissance du savoir, des cultures et des langues des Premières Nations dans les stratégies pédagogiques et les programmes d'études; et, surtout, de l'exercice par les Premières Nations d'un véritable contrôle de l'éducation, favorisant l'épanouissement et la réussite scolaire des élèves des Premières Nations²⁵.

2.4.1 Facteurs qui font obstacle à la réussite scolaire des élèves des Premières Nations

Les chercheurs se sont penchés sur une multitude de facteurs qui entravent la réussite scolaire des élèves des Premières Nations. On peut classer ces facteurs comme étant individuels ou structurels/systémiques²⁶.

En ce qui a trait aux facteurs qui entravent la réussite sur le plan individuel, certains chercheurs ont souligné que les modèles d'apprentissage cognitif varient selon la culture et que les élèves des Premières Nations sont confrontés à une opposition binaire entre une épistémologie eurocentrique « linéaire » et les modèles d'apprentissage de nature « simultanée » des Premières Nations²⁷. Cette distinction montre bien que les modèles courants d'évaluation individuelle des élèves se concentrent principalement sur des indicateurs quantitatifs, tels que les examens provinciaux normalisés ou les taux de réussite²⁸, qui ne tiennent pas compte des aspects plus sociaux et expérientiels de l'apprentissage autochtone²⁹, et tendent ainsi à classer les différences pédagogiques comme des échecs d'apprentissage des élèves³⁰.

Les chercheurs ont également souligné à quel point les langues officielles d'enseignement sont des obstacles majeurs à la réussite scolaire. Des études ont par exemple montré qu'en

²⁰ Maina, 1997; Moon, 2014.

²¹ Bougie et Senécal, 2010; C.D. Howe, 2011; Centre canadien de politiques alternatives, 2013.

²² Cherubini, 2013.

²³ Battiste, 2013.

²⁴ Leicht, 2006; Fallon et Paquette, 2012.

²⁵ APN, 1972, 1988 et 2012.

²⁶ CRPA, 1996; Archambault, 2010; Centre de collaboration nationale de la santé autochtone, 2017.

²⁷ Battiste, 2002; Hampton et Roy, 2002; Rodon, 2008.

²⁸ Moon, 2014.

²⁹ Battiste, 2013.

³⁰ CCA, 2009.

dépit du bilinguisme officiel et du multiculturalisme prôné au Canada³¹, les modèles d'apprentissage actuels ont tendance à rétrograder et à marginaliser les langues traditionnelles parlées à la maison, au profit de la deuxième langue officielle d'enseignement des élèves des Premières Nations à l'école³².

Ce faisant, cette soi-disant « lacune linguistique » n'offre pas de stimulation aux élèves des Premières Nations ou sinon très peu³³, nuit à leur estime de soi individuelle et collective³⁴, affaiblit leurs liens avec leurs communautés et leurs cultures³⁵, impose une culture de « monolinguisme » et d'assimilationnisme, et renforce ainsi le déclin de langues traditionnelles déjà en danger³⁶.

En ce qui concerne les facteurs systémiques, des travaux récents se sont intéressés aux facteurs de niveau méso et méta qui entravent la réussite des élèves des Premières Nations. Archambault³⁷ et Lévesque et coll.³⁸, par exemple, ont relevé les conséquences du roulement du personnel enseignant et de l'éducation dans les établissements d'enseignement des Premières Nations du Québec qui, conjuguées à la pénurie chronique d'enseignants, aggravent le désavantage éducatif endémique des élèves des Premières Nations.

Par ailleurs, des études ont mentionné les difficultés auxquelles sont confrontées les autorités scolaires des Premières Nations pour le recrutement d'enseignants et de travailleurs de l'éducation qualifiés³⁹, plus particulièrement d'éducateurs formés et sensibilisés aux cultures, langues et réalités des Premières Nations⁴⁰.

D'autres chercheurs se sont penchés sur les inégalités socio-économiques qui entravent la réussite scolaire des élèves des Premières Nations. Il a été démontré en particulier que la pauvreté est un facteur déterminant du mieux-être général des élèves et de leur capacité d'apprentissage⁴¹, car elle est liée aux déterminants à long terme de la réussite scolaire, tels que la situation d'emploi de la famille, le logement, la santé physique et mentale, l'isolement, l'insécurité alimentaire, le soutien parental ou les modèles⁴², et qu'elle limite directement l'accès aux aspects qui impliquent des coûts, notamment le transport, le matériel scolaire et l'aide pédagogique, ainsi que l'accès à l'information et à la communication⁴³.

Les iniquités chroniques et structurelles dans le financement de l'éducation des Premières Nations, en particulier dans les régions rurales et isolées, ont aussi été évoquées en tant que facteurs affectant de manière chronique la réussite des élèves. Les problèmes étudiés comprennent le sous-financement de longue date des infrastructures scolaires des

³¹ Leicht, 2006; Haque et Patrick, 2015.

³² Fontaine, 2012; Lévesque et coll., 2015.

³³ McIvor, 2005.

³⁴ Morcom, 2013, 2014 et 2017.

³⁵ Hornberg, 1991.

³⁶ Bougie, Wright et Taylor, 2003.

³⁷ 2010.

³⁸ 2015.

³⁹ Presseau et coll., 2006; Cherubini et coll., 2010.

⁴⁰ Taylor et coll., 1993; Lévesque et coll., 2015; Ratel, 2018.

⁴¹ Sisco et coll., 2012.

⁴² Hankovsky, 2008; CCA, 2009; C.D. Howe, 2011; Lacour et Tissington, 2011; Treanor, 2012; CCNSA, 2017; CERP, 2019.

⁴³ Van den Berg, 2008; CCPA, 2013.

Premières Nations⁴⁴, le financement plafonné de l'éducation spéciale et des services éducatifs⁴⁵, le maigre financement des programmes consacrés aux langues, à l'éducation des adultes et à la culture, ainsi que de l'éducation préscolaire et des services de garderie⁴⁶, de même que les formules de financement de l'éducation dans leur ensemble, qui sont dépassées et archaïques⁴⁷.

Enfin, et c'est sans doute le point le plus fondamental, un grand nombre d'études et de rapports ont mis en lumière les effets omniprésents du colonialisme et du traumatisme intergénérationnel engendré par le système des pensionnats autochtones au Canada, sur la réussite des élèves⁴⁸. La détresse associée à cette « institution totale »⁴⁹ que constitue le système des pensionnats autochtones, de même que son idéologie marquée par le colonialisme, l'assimilationnisme, les mauvais traitements et le racisme, continuent de se répercuter et d'affecter la transmission du savoir aux générations successives⁵⁰.

Des études ont révélé les effets profonds de l'assimilation forcée sur l'attitude des parents à l'égard de l'éducation⁵¹, sur les taux d'obtention de diplôme des survivants de deuxième et troisième générations⁵², sur le bien-être psychosocial et collectif⁵³, sur l'état des valeurs, des langues et du savoir⁵⁴, sur les caractéristiques et le statut socio-économique des ménages⁵⁵, sur la participation des parents à l'éducation des enfants⁵⁶ et sur le sentiment d'appartenance individuel et collectif⁵⁷, ce qui constitue encore une fois des obstacles à la réussite des élèves des Premières Nations.

2.4.2 Facteurs déterminants de la réussite des élèves des Premières Nations

Malgré les multiples obstacles individuels et systémiques qui affectent les élèves des Premières Nations tout au long de leur expérience scolaire, les chercheurs ont recensé et promu diverses avenues qui ont permis, ou qui pourraient permettre, d'accroître la réussite et la fierté culturelle des élèves des Premières Nations⁵⁸.

Les chercheurs ont attiré l'attention sur l'importance de réévaluer les priorités gouvernementales, tant au fédéral qu'au provincial, afin de faire de la place à ce que Battiste a appelé le « savoir autochtone » dans tous les aspects de la gouvernance en matière d'éducation⁵⁹. La littérature montre en outre que, malgré les tentatives déployées au cours des dernières décennies pour faire progresser les politiques en matière d'éducation, le

⁴⁴ Comité sénatorial permanent des peuples autochtones, 2011; directeur parlementaire du budget, 2018.

⁴⁵ Sisco et coll., 2012.

⁴⁶ Goulet et coll., 2001; Nguyen, 2011.

⁴⁷ Bastien, 2008; Conseil en Éducation des Premières Nations, 2009 et 2010.

⁴⁸ Notamment : CRPA, 1996; Haig-Brown, 1998; Battiste, 1998, 2002 et 2013; Fallon et Paquette, 2011; Toulouse, 2013; CVR, 2015.

⁴⁹ Barman et coll., 1986.

⁵⁰ Battiste, 2013; CVR, 2015.

⁵¹ Feir, 2016.

⁵² O'Gorman et Pandey, 2015.

⁵³ Bombay et coll., 2013.

⁵⁴ Blacksmith, 2011.

⁵⁵ Bougie et Senécal, 2010.

⁵⁶ Barnes et coll., 2006.

⁵⁷ Richmond et Smith, 2012; Whitley, 2014.

⁵⁸ APN, 1988; CRPA, 1996; CCA, 2009; Toulouse, 2013; CVR, 2015.

⁵⁹ Battiste, 2008; Nguyen, 2011.

savoir autochtone en général, et le savoir des Premières Nations en particulier, doivent être envisagés et acceptés comme faisant partie des politiques générales en matière d'éducation, et non comme un programme distinct ou spécial⁶⁰.

Les chercheurs ont également réfléchi à l'importance d'inculquer à un âge précoce la langue traditionnelle et un apprentissage axé sur le territoire. L'intervention précoce a une incidence sur la revitalisation de la culture et de la langue⁶¹ et favorise une estime de soi, un développement⁶² et une préparation à l'école⁶³ qui sont positifs. De même, des études ont montré que les langues traditionnelles et un environnement éducatif fondé sur les principes de l'apprentissage par l'expérience ont une incidence positive sur l'estime de soi des élèves, leur fierté culturelle, leurs résultats scolaires et linguistiques futurs et leur taux de réussite⁶⁴.

Les recherches effectuées dans ce domaine ont, en outre, précisé que, bien que le bilinguisme et l'immersion aient une incidence sur les résultats, les apprenants des Premières Nations qui reçoivent un enseignement dans leur langue maternelle autochtone présentent des taux d'abandon plus faibles, obtiennent de meilleurs résultats généraux, bénéficient d'un meilleur soutien familial et sont plus susceptibles de participer aux activités communautaires et culturelles⁶⁵. Quoi qu'il en soit, des études ont indiqué avec prudence que les programmes d'apprentissage des langues par immersion restent peu nombreux et largement sous-financés⁶⁶, et qu'il convient d'établir une distinction entre l'enseignement immersif ou bilingue « fort » et « faible », le premier impliquant l'acquisition d'une langue traditionnelle et la concentration sur celle-ci, dans un environnement d'apprentissage holistique⁶⁷.

Dans le même ordre d'idées, il a été démontré que la création d'un environnement d'apprentissage en accord avec un modèle d'apprentissage de nature plutôt holistique est propice à la réussite scolaire des jeunes des Premières Nations⁶⁸. Des études ont montré à quel point un lien fort entre les parents et l'école⁶⁹, la sécurisation culturelle⁷⁰ et l'implication des aînés⁷¹ ont une incidence positive sur les perceptions des élèves en matière de réussite et de résultats scolaires.

Il a été démontré que de favoriser la confiance entre les élèves et les enseignants a également un effet positif sur les apprenants des Premières Nations. Une approche axée sur l'attention, l'empathie et la reconnaissance culturelle aide à remplir des rôles affectifs souvent manquants⁷². Il a également été démontré que la présence d'éducateurs autochtones a une influence sur les résultats scolaires⁷³.

⁶⁰ Battiste, 1998; Toulouse, 2013.

⁶¹ Ball, 2007.

⁶² Nguyen, 2011.

⁶³ CCNSA, 2017.

⁶⁴ Ball, 2007; Guèvremont et Kohen, 2012; Battiste, 2013; Morcom, 2017.

⁶⁵ Freedon, 1988; Fontaine, 2012.

⁶⁶ CSPPA, 2011; APN, 2012.

⁶⁷ Morcom, 2014.

⁶⁸ Moon, 2014; Querengesser, 2014; Girard et Vallet, 2015.

⁶⁹ CCA, 2009.

⁷⁰ Richmond et Smith, 2012.

⁷¹ Toulouse, 2013.

⁷² Hampton et Roy, 2002; Perron et Côté, 2015; Moon et Berger, 2016.

⁷³ Berger, 2002.

L'intégration du savoir autochtone⁷⁴ aux stratégies pédagogiques dans des contextes non autochtones a été soulignée comme étant essentielle à la fois pour la réussite des élèves des Premières Nations et pour le renforcement des capacités des enseignants, ainsi que pour les changements systémiques en matière d'éducation⁷⁵.

Par ailleurs, tout en qualifiant de « déconnexion conceptuelle » les stratégies éducatives et les mesures de la réussite des élèves des systèmes dominants, les chercheurs ont conclu que les cadres actuels de réussite scolaire ne donnent tout simplement pas une image complète de l'apprentissage des élèves des Premières Nations et reproduisent plutôt une image injuste et partielle de l'échec⁷⁶. À l'opposé, les cadres d'évaluation adaptés aux démarches pédagogiques holistiques et tout au long de la vie fournissent une évaluation plus nuancée et contribuent de manière plus appropriée à la modification des politiques et des programmes⁷⁷.

Enfin, des organisations et des universitaires ont réclamé un contrôle par les Premières Nations de l'éducation des Premières Nations et un changement conscient de la perception collective de la réussite des élèves des Premières Nations⁷⁸. D'un point de vue critique, Fallon et Paquette⁷⁹ ont affirmé que l'émergence d'un discours sur les droits des Premières Nations à contrôler eux-mêmes leur éducation doit passer de son langage abstrait actuel, axé sur la gestion, à un récit conscient du contrôle et de l'élaboration des programmes éducatifs des Premières Nations.

3 Reconnaissance des droits constitutionnels linguistiques des Premières Nations

3.1 Législation existante

La *Charte de la langue française*⁸⁰ prévoit au paragraphe 1 de l'article 97 que « les réserves indiennes ne sont pas soumises à la présente loi ».

De plus, l'article 95 prévoit des exemptions relatives à la Convention de la Baie James et du Nord québécois :

95. Ont le droit d'utiliser le Cri et l'inuktitut et sont exemptés de l'application de la présente loi à l'exception des articles 87, 88 et 96, les personnes et organismes suivants:

a) les personnes admissibles aux bénéfices de la Convention visée à l'article 1 de la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (chapitre C-67) et ce, dans les territoires visés à ladite Convention;

⁷⁴ Battiste, 2002.

⁷⁵ Hampton, 1995; CRPA, 1996; Wotherspoon et Schissel, 1998; Archambault, 2010; Lévesque et coll., 2015; Kim, 2016; Aurousseau et coll., 2021.

⁷⁶ Moon, 2014.

⁷⁷ CCA, 2019.

⁷⁸ APN, 1972, 1988 et 2012; Battiste, 2002 et 2013; Bastien, 2008; Toulouse, 2013.

⁷⁹ 2012.

⁸⁰ Ceci reste inchangé dans le projet de loi 96.

b) les organismes dont la création est prévue à ladite Convention et ce, dans les territoires visés par la Convention;

c) les organismes dont la majorité des membres est constituée de personnes visées au paragraphe a) et ce, dans les territoires visés à ladite Convention.

Compte tenu des adaptations nécessaires, le présent article s'applique aux Naskapi de Schefferville.

Ces exemptions enchaissent la reconnaissance par l'Assemblée Nationale « aux Amérindiens et aux Inuit du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine », qui se trouve dans le préambule de la *Charte*.

3.2 Les droits constitutionnels linguistiques et la réussite scolaire et éducative des Premières Nations

Les droits constitutionnels des Premières Nations devraient être reflétés dans la nouvelle mouture de la *Charte de la langue française*. Les exemptions qui sont prévues aux articles 95 et 97 ne sont pas suffisamment larges pour assurer la pleine expression des droits constitutionnels linguistiques et favoriser la réussite scolaire et éducative des Premières Nations au Québec.

En 1977, l'Assemblée nationale a reconnu « aux Amérindiens et aux Inuit du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine » dans le préambule de la *Charte* et a notamment exempté les réserves de son application.

Cependant, aujourd'hui, plus de la moitié des étudiants des Premières Nations sont scolarisés hors communauté. En plus de brimer leurs droits les plus fondamentaux, la *Charte de la langue française* constitue une barrière à la réussite éducative des Premières Nations. De nombreux étudiants sont contraints d'aller à l'école en français alors que leur langue maternelle est une langue ancestrale ou l'anglais. Beaucoup ne parviennent pas à obtenir leurs diplômes d'études secondaires et collégiales en raison des crédits de langue seconde en français.

Le projet de loi 96 doit clairement prévoir que les dispositions qui contraignent les élèves à être scolarisés en français ou suivre des cours de langue seconde en français au secondaire et au collégial ne sont pas applicables aux élèves et aux étudiants des Premières Nations. Sans l'insertion d'une exemption claire, les droits constitutionnels des Premières Nations et leur réussite scolaire continueront d'être brimés.

La protection constitutionnelle du droit à l'autonomie gouvernementale des Premières Nations a été confirmée par les tribunaux canadiens, notamment dans l'arrêt *Campbell*⁸¹ et dans l'arrêt *Coon Come* où la Cour d'appel du Québec a conclu que l'article 35 introduit une « troisième composante » au fonctionnement du fédéralisme canadien qui « devrait être prise en compte dans la répartition des pouvoirs, entre les législatures provinciales et le

⁸¹ *Campbell c. Colombie-Britannique*, [2000] 4 CNRL 1 (BC CS), 189 DLR (4^e) 333.

parlement du Canada »⁸². Le gouvernement fédéral a lui aussi reconnu « que le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale est un droit ancestral existant au sens de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* »⁸³. Le droit à l'autodétermination et à l'autonomie gouvernementale doit être interprété à la lumière de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*⁸⁴, qui prévoit ceci à l'article 14 :

Ainsi, les peuples autochtones ont le droit d'établir et de contrôler leurs propres systèmes et établissements scolaires où l'enseignement est dispensé dans leur propre langue, d'une manière adaptée à leurs méthodes culturelles d'enseignement et d'apprentissage.

Les États, en concertation avec les peuples autochtones, prennent des mesures efficaces pour que les autochtones, en particulier les enfants, vivant à l'extérieur de leur communauté, puissent accéder, lorsque cela est possible, à un enseignement dispensé selon leur propre culture et dans leur propre langue.

L'éducation constitue un élément-clé d'un gouvernement autonome et du droit à l'autodétermination. La compétence en l'éducation émane en partie du droit à l'éducation, qui comprend le droit de prendre des décisions concernant l'éducation telles que le contrôle des connaissances traditionnelles, le développement de la pédagogie, etc. La compétence en éducation, langue et culture des Premières Nations doit comprendre le choix de la langue d'enseignement. Du fait de sa nature constitutionnelle, ce droit inhérent ne peut être modifié ou réduit par le biais d'une législation provinciale, ne peut être limité aux réserves et doit s'appliquer dans la mesure du possible à l'éducation reçue hors communauté. Cela signifie que les Premières Nations ont le droit de choisir la langue d'enseignement, soit l'anglais ou le français.

De plus, les Premières Nations ont le droit de choisir une langue ancestrale comme langue seconde, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de leur communauté. Comme le gouvernement du Canada le reconnaît dans la *Loi sur les langues autochtones*⁸⁵, les droits ancestraux protégés par le paragraphe 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982* comportent des droits linguistiques, qui comprennent le droit des Premières Nations « de revivifier, d'utiliser, de développer et de transmettre aux générations futures leur [...] langue⁸⁶ [...] ». Dans l'arrêt *Côté*, la Cour suprême du Canada a d'ailleurs confirmé que « de façon à assurer la continuité des coutumes, pratiques et traditions autochtones, un droit ancestral substantiel emportera normalement le droit accessoire d'enseigner cette coutume, pratique ou tradition aux générations qui suivent⁸⁷ ».

Comme le soutient Gabriel Poliquin, la Couronne, fédérale comme provinciale, a l'obligation positive de favoriser la survie des langues ancestrales en fournissant aux Premières Nations

⁸² *Canada (Attorney General) c. Coon Come*, [1991] R.J.Q. 922 (QC CQ), p. 23.

⁸³ Affaires Autochtones et du Nord Canada, *L'approche du gouvernement du Canada concernant la mise en œuvre du droit inhérent des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale et la négociation de cette autonomie*, en ligne: <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100031843/1100100031844>

⁸⁴ Dans l'arrêt *114957 Canada Ltée (Spraytech, Société d'arrosage) v. Hudson (Ville)*, [2001] 2 R.C.S 241, la Cour suprême du Canada a clairement indiqué que les principes établis en droit international, même ceux qui ne lient pas le Canada, peuvent être légitimement pris en considération pour interpréter le droit interne.

⁸⁵ *Loi sur les langues autochtones*, L.C. 2019, ch. 23, article 6.

⁸⁶ *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, article 13.

⁸⁷ *R. c. Côté*, [1996] 3 R.C.S. 139, p. 176. Voir également *R. c. Sioui* [1987] R.J.Q. 1722 (CA) et *R. c. Sioui* [1985] J.E. 83-722 (C.S.).

les moyens de revitaliser leurs langues dans la mesure du possible⁸⁸ incluant la révision de ses lois et politiques afin de ne pas nuire à la revitalisation des langues autochtones. Si ce n'est pas le cas pour tous les droits fondamentaux, la jurisprudence en matière de langues officielles confirme que les droits linguistiques protégés par la *Charte canadienne des droits et libertés* donnent naissance à une obligation positive de la part de la Couronne. Dans l'arrêt *R. c. Beaulac*, le juge Bastarache affirme que par leur nature les droits linguistiques ne sont pas des droits négatifs, ni des droits passifs; ils ne peuvent être exercés que si les moyens sont fournis. Cela concorde avec l'idée préconisée en droit international que la liberté de choisir est dénuée de sens en l'absence d'un devoir de l'État de prendre des mesures positives pour mettre en application des garanties linguistiques⁸⁹.

Dans le contexte des langues officielles, l'État doit mettre en place des mesures réparatrices afin de combler l'inégalité entre le français et l'anglais. Dans le contexte des langues autochtones, l'objectif est plutôt d'assurer leur survie afin de réparer les torts qui ont été causés par les politiques assimilationnistes du Canada et des provinces. Par conséquent, à tout le moins le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ne doivent pas mettre des barrières à la survie et la préservation des langues autochtones.

3.3 Situation hors communauté

Suivant le principe du constitutionnalisme et de la primauté du droit, la mouture actuelle de la *Charte* porte atteinte de façon injustifiée aux droits ancestraux des Premières Nations en plus de défavoriser la réussite éducative et scolaire de ces peuples. Les dispositions sur la langue d'enseignement (chapitre VIII) et sur les politiques des établissements d'enseignement collégial et universitaire relativement à l'emploi et à la qualité de la langue française (chapitre VIII.1) ne devraient pas être applicables aux Premières Nations, que ce soit sur ou hors communauté.

Toutes les dispositions de la *Charte* qui obligent les étudiants à poursuivre leurs études aux niveaux maternel, primaire et secondaire en français ne devraient pas être applicables aux élèves des Premières Nations, car elles nuisent à leur réussite éducative et scolaire et portent atteinte de façon injustifiée au droit à l'autodétermination et à l'autonomie gouvernementale des Premières Nations.

De plus, les dispositions de la *Charte* qui forcent les étudiants qui fréquentent un établissement collégial anglophone à prendre le français comme langue seconde ne devraient pas être applicables aux étudiants des Premières Nations, car elles les empêchent de choisir une Langue ancestrale comme langue seconde, et de ce fait, viole de façon injustifiée leurs droits linguistiques protégés par le paragraphe 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982* en plus de défavoriser leur réussite éducative et scolaire.

⁸⁸ Poliquin, 2013, p. 585.

⁸⁹ *R. c. Beaulac*, [1999] 1 R.C.S 768, par. 20.

4 Propositions d'amendements au projet de loi 96 concernant les droits constitutionnels linguistiques et la réussite scolaire des Premières nations

La section qui suit contient des propositions d'amendements au projet de loi 96 qui permettraient d'assurer les droits constitutionnels linguistiques et la réussite éducative et scolaire des Premières Nations.

D'abord, l'APQNL et les COR recommandent au législateur de moderniser le préambule de la *Charte* en actualisant le vocabulaire législatif employé pour désigner les Premières nations et les Inuits au Québec. (**proposition d'amendement N° 1**)

Ensuite, l'APQNL et les COR demandent que les dispositions sur la langue d'enseignement (chapitre VIII) et sur les politiques des établissements d'enseignement collégial et universitaire relativement à l'emploi et à la qualité de la langue française (chapitre VIII.1) ne soient pas applicables aux Premières Nations, que ce soit sur ou hors communauté. (**proposition d'amendement N° 2**)

Ensuite, l'APNQL et les COR demandent qu'on aux élèves possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la *Loi sur les Indiens* (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation le droit de recevoir un enseignement en anglais lorsqu'il s'agit de leur langue maternelle ou de leur deuxième langue. Effectivement, toutes les dispositions de la *Charte* qui obligent les étudiants à poursuivre leurs études aux niveaux maternel, primaire et secondaire en français ne devraient pas être applicables aux élèves des Premières Nations, car elles nuisent à leur réussite éducative et scolaire et portent atteinte de façon injustifiée au droit à l'autodétermination et à l'autonomie gouvernementale des Premières Nations. (**proposition d'amendement N° 3**)

De plus, l'APNQL et les COR demandent à permettre aux élèves autochtones d'étudier dans leur langue maternelle et favoriser leur réussite au niveau secondaire en accordant le droit aux étudiants possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la *Loi sur les Indiens* (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation d'étudier dans leur langue maternelle, qu'elle soit leur langue ancestrale ou l'anglais (**Proposition d'amendement N° 4**)

Enfin, afin d'adapter les normes applicables aux ordres professionnels au contexte linguistique des Premières Nations, il est proposé de modifier le deuxième alinéa de l'article 97 de la *Charte* pour élargir la notion de résidence à celle de résidence professionnelle. La modification suggérée par le projet de loi 96 n'est pas satisfaisante, car elle ne couvre pas toutes les situations, à savoir les professionnels qui résident au Québec, mais hors communauté. Le *Règlement 10⁹⁰* de la *Charte* devrait aussi être modifié en conséquence. (**proposition d'amendement N° 5**)

⁹⁰ Règlement autorisant les ordres professionnels à déroger à l'application de l'article 35 de la *Charte de la langue française*, L.R.Q., c. C-11, r.10.

L'APNQL et les COR demandent aussi des modifications pour que les étudiants autochtones au niveau collégial soient exemptés de l'exigence relative aux unités de langue seconde et de l'épreuve uniforme de langue d'enseignement et littérature. (**recommandations N°s 1 et 2**)

4.1 Proposition d'amendement N° 1 : Modernisation du préambule de la *Charte de la langue française* et de la terminologie descriptive applicables aux Premières Nations et aux Inuit du Québec

4.1.1 Proposition d'amendement N° 1

Afin de moderniser les termes descriptifs applicables aux Premières Nations, il est proposé de modifier le préambule de la *Charte* par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant :

Dans une relation de nation à nation, l'Assemblée nationale reconnaît aux **Premières Nations et aux Inuit du Québec** le droit d'enseigner, de valoriser et défendre leur langue et leur culture d'origine.

4.2 Propositions d'amendement N° 2: Exemption de l'assujettissement au chapitre VIII et au Chapitre VIII.1 de la Charte de la langue française pour les membres des Premières Nations

4.2.1 Exemption de l'assujettissement au chapitre VIII pour les membres des Premières Nations

À ce jour, la non-application de la *Charte de la langue française* est restreinte à un lieu physique, la réserve indienne, et non aux individus composant les Premières Nations (à l'exception de l'article 88).

L'objectif de la proposition est d'élargir, dans la *Charte de la langue française*, la dérogation aux individus, lorsque ceux-ci bénéficient d'une éducation hors réserve indienne (« *tenu de déroger à l'application des dispositions du présent chapitre à l'égard* », soit le chapitre VIII de la *Charte de la langue française*).

Ainsi, il est proposé de remplacer l'article 87 par le texte suivant :

Sauf dans les cas prévus à l'article 88, un organisme scolaire est tenu de déroger à l'application des dispositions du présent chapitre à l'égard d'un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation.

De façon concordante, il est proposé d'abroger le deuxième alinéa de l'article 97 de la *Charte*

Vu la modification qui serait apportée à l'article 87, il n'est plus nécessaire, selon nous, de régir le pouvoir d'exemption prévu par règlement adopté en vertu du deuxième aléa de l'article 97 et, de ce fait, entraîne l'abrogation du *Règlement sur la langue d'enseignement des enfants qui résident ou ont résidé dans une réserve indienne*.

Aux termes de cette proposition, un élève du secondaire ne serait plus soumis à une connaissance minimale du français parlé et écrit comme l'exigent les programmes du ministère de l'Éducation :

84. Aucun certificat de fin d'études secondaires ne peut être délivré à l'élève qui n'a du français, parlé et écrit, la connaissance exigée par les programmes du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Précisons cependant que les propositions d'amendements visant les élèves autochtones du secondaire présentées ci-après demeurerait nécessaires afin d'éliminer les exigences relatives à la langue d'enseignement et aux unités de langue seconde pour l'obtention d'un diplôme d'études secondaires par un élève ou un adulte.

4.2.2 Exemption de l'assujettissement au chapitre VIII.1 pour les membres des Premières Nations

Il est proposé d'ajouter, après l'article 88.3 de la *Charte*, un article 88.4 ainsi libellé :

Le chapitre VIII.1 de la Charte ne s'applique pas aux étudiants possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation.

L'objectif de la proposition est que les étudiants autochtones puissent jouir d'une exemption de l'application des politiques d'application générale prévues au chapitre VIII.1 afin de garantir leurs droits particuliers. Sans une telle exemption, deux écueils aux droits constitutionnels linguistiques des Premières Nations continueraient à être contenus dans ce chapitre :

1. La politique linguistique d'un établissement offrant l'enseignement collégial ou universitaire en français à la majorité de ses élèves ne permettrait pas que la langue d'enseignement, y compris celle des manuels et autres instruments didactiques, et de celle des instruments d'évaluation des apprentissages, de la langue de communication de l'administration de l'établissement, c'est-à-dire celle qu'elle emploie dans ses textes et documents officiels ainsi que dans toute autre communication, de la qualité du français et de la maîtrise de celui-ci par les élèves, par le personnel enseignant, particulièrement lors du recrutement, et par les autres membres du personnel et de la langue de travail soit une langue ancestrale ou l'anglais; et
2. La politique linguistique des établissements anglophones doit traiter de l'enseignement du français comme langue seconde, de la langue des communications écrites de l'administration de l'établissement avec l'Administration et les personnes morales établies au Québec ainsi que de la mise en œuvre et du

suivi de cette politique alors que la langue seconde de certaines communautés autochtones est la langue ancestrale ou l'anglais.

4.3 Proposition d'amendement N° 3 : Permettre aux élèves autochtones de recevoir un enseignement dans leur langue maternelle ou leur deuxième langue

Afin de permettre aux élèves des Premières Nations de recevoir un enseignement en anglais lorsqu'il s'agit de leur langue maternelle ou de leur deuxième langue, l'APNQL et les COR proposent de modifier l'article 73 de la *Charte* par l'ajout du paragraphe suivant :

6° ; les élèves possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;

Dans sa forme actuelle, l'article 73 de la *Charte* se lit comme suit:

- 73 Peuvent recevoir l'enseignement en anglais, à la demande de l'un de leurs parents:
- 1 les enfants dont le père ou la mère est citoyen canadien et a reçu un enseignement primaire en anglais au Canada, pourvu que cet enseignement constitue la majeure partie de l'enseignement primaire reçu au Canada;
 - 2 les enfants dont le père ou la mère est citoyen canadien et qui ont reçu ou reçoivent un enseignement primaire ou secondaire en anglais au Canada, de même que leurs frères et sœurs, pourvu que cet enseignement constitue la majeure partie de l'enseignement primaire ou secondaire reçu au Canada;
 - 3 (paragraphe abrogé);
 - 4 (paragraphe abrogé);
 - 5 °(paragraphe abrogé).

L'APNQL et les COR suggèrent de rattacher le droit de recevoir l'enseignement en anglais au statut d'Indien de l'élève. Ainsi, ce droit ne reposera plus sur une preuve de l'enseignement en anglais au Canada de l'un des parents.

4.4 Proposition d'amendement N° 4 : Permettre aux élèves autochtones d'étudier dans leur langue maternelle et favoriser leur réussite au niveau secondaire

4.4.1 Propositions d'amendement N° 4

Afin de permettre aux étudiants possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la *Loi sur les Indiens* (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation d'étudier dans leur langue maternelle, qu'elle soit leur langue ancestrale ou l'anglais, et ainsi favoriser leur réussite, il est proposé que le projet de loi 96 modifie le

paragraphe 1 de l'alinéa 1 de l'article 32 du *Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire* (chapitre I-13.3, r. 8) par l'ajout des mots suivants à la fin :

, lesquelles sont évaluées selon les exigences d'une langue seconde pour un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;

4.4.2 Autres modifications de concordance

D'autres changements de concordance dans la réglementation devraient être effectués afin de poursuivre cet objectif :

Il est proposé que le projet de loi 96 modifie le paragraphe 2 de l'alinéa 1 de l'article 32 du *Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire* (chapitre I-13.3, r. 8) par l'ajout des mots suivants à la fin :

, sauf à l'égard d'un adulte possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;

Il est proposé que le PL 96 modifie le paragraphe 1 de l'alinéa 1 de l'article 30 du *Régime pédagogique de la formation générale des adultes* (chapitre I-13.3, r. 9) par l'ajout des mots suivants à la fin :

, lesquelles sont évaluées selon les exigences d'une langue seconde pour un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;

Il est proposé que le projet de loi modifie le paragraphe 2 de l'alinéa 1 de l'article 30 du *Régime pédagogique de la formation générale des adultes* (chapitre I-13.3, r. 9) par l'ajout des mots suivants à la fin :

, sauf à l'égard d'un adulte possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;

Il est proposé que le projet de loi modifie le paragraphe 1 de l'alinéa 1 de l'article 2.1 du *Règlement sur le régime des études collégiales* (chapitre C-29, r. 4) par l'ajout des mots suivants à la fin :

, lesquelles sont évaluées selon les exigences d'une langue seconde pour un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C.

1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;

Il est proposé que le projet de loi modifie le paragraphe 2 de l'alinéa 1 de l'article 2.1 du Règlement sur le régime des études collégiales (chapitre C-29, r. 4) par l'ajout des mots suivants à la fin :

, sauf à l'égard d'un étudiant possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;

4.4.3 Notes explicatives à la Proposition d'amendement N° 4

Ces amendements feraient de la langue d'enseignement une exigence relative aux unités de langue seconde et créeraient une exemption relativement à cette exigence (au niveau secondaire) pour les étudiants possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation.

Ainsi, la langue française devrait être évaluée à titre de langue seconde (si la langue maternelle est une langue ancestrale ou l'anglais) et l'élève autochtone serait exempté des unités exigées pour la véritable langue seconde d'enseignement.

Ainsi, afin de poursuivre cet objectif, l'article 32 du Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire devrait être modifié de la manière suivante :

32. Le ministre décerne le diplôme d'études secondaires à l'élève qui a accumulé au moins 54 unités de la 4^e ou de la 5^e secondaire. Parmi ces unités, il doit y avoir au moins 20 unités de la 5^e secondaire et les unités suivantes:

1. 6 unités de langue d'enseignement de la 5^e secondaire, lesquelles sont évaluées selon les exigences d'une langue seconde pour un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;

2. 4 unités de langue seconde de la 5^e secondaire, sauf à l'égard d'un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;

3. 4 unités de mathématique de la 4^e secondaire;

4. 4 unités de science et technologie ou 6 unités d'applications technologiques et scientifiques de la 4^e secondaire;

5. 4 unités d'*histoire de la 4^e secondaire*;
6. 2 unités d'*arts de la 4^e secondaire*;
7. 2 unités d'*éthique et culture religieuse ou d'éducation physique et à la santé de la 5^e secondaire*.

Pour l'obtention d'un tel diplôme sont notamment prises en considération les unités obtenues dans le cadre d'un programme d'études menant à un diplôme d'études professionnelles ou d'un programme d'études menant à une attestation de spécialisation professionnelle.

L'article 30 du *Régime pédagogique de la formation générale des adultes* (chapitre I-13.3, r. 9) serait aussi modifié :

30. *Le ministre décerne le diplôme d'études secondaires à l'adulte qui a accumulé au moins 54 unités de la 4^e ou de la 5^e secondaire, dont au moins 20 unités de la 5^e secondaire, et, parmi ces unités, les unités suivantes:*
 - 1.^o *12 unités de langue d'enseignement, dont au moins 6 de la 5^e secondaire, lesquelles sont évaluées selon les exigences d'une langue seconde pour un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;*
 2. *8 unités de langue seconde, dont au moins 4 de la 5^e secondaire, sauf à l'égard d'un adulte possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;*
 - 3.^o *4 unités d'un programme d'études de la 4^e ou de la 5^e secondaire établi par le ministre dans le domaine de l'univers social;*
 4. *8 unités d'un programme d'études de la 4^e ou de la 5^e secondaire établi par le ministre dans le domaine de la mathématique, de la science et de la technologie, dont 4 unités en mathématique.*

Le nombre d'unités de langue d'enseignement et de langue seconde ne peut excéder 36 unités.

Pour l'obtention d'un tel diplôme sont notamment pris en considération les unités obtenues en 4^e et en 5^e secondaire, parmi les matières à option des programmes de formation générale ou dans le cadre d'un programme d'études menant à un diplôme d'études professionnelles ou d'un programme d'études menant à une attestation de spécialisation professionnelle, ainsi que les acquis équivalents reconnus conformément à l'article 250 de la Loi sur l'instruction publique (chapitre I-13.3).

Le titulaire d'un diplôme d'études professionnelles ou d'une attestation de spécialisation professionnelle qui a accumulé les unités de la 4^e secondaire

en langue d'enseignement, en langue seconde et en mathématique est, aux fins du présent article, réputé avoir obtenu les unités prévues aux paragraphes 3 et 4 du premier alinéa.

L'adulte doit de plus avoir obtenu les unités d'au moins 1 cours de la 4^e ou de la 5^e secondaire dispensé par un centre d'éducation des adultes.

Une concordance est aussi proposée avec l'article 2.1 du *Règlement sur le régime des études collégiales*:

2.1 Est admissible à un programme d'études conduisant au diplôme d'études collégiales, le titulaire du diplôme d'études professionnelles qui satisfait, le cas échéant, aux conditions particulières d'admission au programme établies par le ministre et qui a accumulé le nombre d'unités alloué par le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire (chapitre I-13.3, r. 8) ou par le Régime pédagogique de la formation générale des adultes (chapitre I-13.3, r. 9) pour l'apprentissage des matières suivantes:

- 1. langue d'enseignement de la 5^e secondaire, lesquelles ont été évaluées selon les exigences d'une langue seconde pour un élève possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;*
- 2. langue seconde de la 5^e secondaire, sauf à l'égard d'un étudiant possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;*
- 3. mathématique de la 4^e secondaire.*

Est également admissible à un programme d'études techniques conduisant au diplôme d'études collégiales, le titulaire du diplôme d'études professionnelles qui satisfait aux conditions d'admission établies par le ministre. Ces conditions sont établies, pour chaque programme d'études, en fonction de la formation professionnelle acquise à l'ordre d'enseignement secondaire, de manière à assurer la continuité de la formation.

5 L'Adaptation au contexte linguistique des Premières Nations des normes applicables aux ordres professionnels

5.1 Contexte

Les travaux de la *Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès* (ci-après Commission Viens) ont mis en lumière les barrières linguistiques auxquels font face les communautés⁹¹. À cet effet, le rapport de la Commission Laurent présente la langue comme un obstacle au recrutement de professionnels appelés à exercer dans la communauté⁹².

Comme il est mentionné ci-haut, on énonce au premier alinéa de l'article 97 de la *Charte* que les communautés autochtones ne sont pas soumises à son application. Cependant, les ordres professionnels y sont soumis.

Toutefois, au deuxième alinéa de l'article 97, on précise que :

Le gouvernement fixe par règlement les cas, les conditions et les circonstances où un organisme mentionné à l'Annexe est autorisé à déroger à l'application d'une ou de plusieurs dispositions de la présente loi à l'égard d'une personne qui réside ou a résidé dans une réserve, dans un établissement où vit une communauté autochtone ou sur les terres de la catégorie I et de la catégorie I-N au sens de la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec. On retrouve au sein de l'Annexe les ordres professionnels.

Dans les années 90, le Règlement autorisant les ordres professionnels à déroger à l'application de l'article 35 de la Charte de la langue française⁹³ édicté en vertu de l'article 97 de la Charte a été adopté. Ce règlement crée une dérogation à l'application de l'article 35 de la Charte à l'égard « d'une personne qui réside ou qui a résidé dans une réserve, dans un établissement où vit une communauté autochtone ou sur les terres de catégorie 1 ou 1-N au sens de la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec », et ce pourvu que la personne réponde à deux critères, soit:

« 1° cette personne déclare sous serment au Bureau de l'ordre professionnel qu'elle réside ou a résidé dans une réserve, dans un établissement où vit une communauté autochtone ou sur les terres de la catégorie I et de la catégorie I-N;

2° cette personne, bien qu'elle n'ait pas de la langue officielle une connaissance appropriée à l'exercice de sa profession, remplisse par ailleurs toutes les conditions et modalités de délivrance d'un permis prévues au Code des professions et, le cas échéant, à la loi constituant l'ordre professionnel ».

Par conséquent, même si les ordres professionnels sont soumis à la *Charte*, ils peuvent exempter un professionnel qui réside ou qui a résidé dans une réserve, dans un

⁹¹CERP, 2019, p.249. Ci-après *Commission Viens*.

⁹²*Ibid*, p.253.

⁹³ L.R.Q., c. C-11, r.10.

établissement où vit une communauté autochtone ou sur les terres de catégorie 1 ou 1-N à l'application de l'article 35 de la *Charte*⁹⁴. D'ailleurs, l'article 68 du projet de loi 96 modifie l'article 97 en y ajoutant un libellé à la fin du deuxième alinéa, qui se lit comme suit :

« Le gouvernement peut, de plus, fixer par règlement les cas, les conditions et les *circonstances dans lesquels un ordre professionnel est autorisé à déroger au premier alinéa de l'article 35 à l'égard d'une personne qui réside à l'extérieur du Québec et n'y exerce sa profession que dans une telle réserve, un tel établissement ou de telles terres.* ».

À notre avis, cette modification, bien qu'intéressante, ne va pas assez loin. Cette modification ne prend pas en considération les divers rapports déposés au gouvernement antérieurement, et qui exigent d'élargir la portée de l'article 97. Ces rapports constatent que la condition de résider ou d'avoir résidé en communauté pour l'application de la dérogation à l'article 35 de la *Charte* est trop restrictive. D'ailleurs, en 2016, le Comité sur l'application du PL-21 au sein des communautés autochtones établi par la ministre de la Justice et le ministre responsable des Affaires autochtones de l'époque, s'est notamment penché sur les enjeux soulevés par la mise en œuvre du PL-21⁹⁵ et la problématique sous-jacente aux difficultés d'application au sein des communautés autochtones⁹⁶. Ce Comité a déposé son rapport en 2016. Le rapport intitulé « Des solutions adaptées aux communautés des Premières Nations et des Inuits pour soutenir l'application du PL 21 » énumère l'ensemble des enjeux que vivent les Premières Nations par rapport à ce projet de loi et identifie des pistes de solution. L'une des recommandations du Comité s'adresse spécifiquement aux communautés anglophones.

En effet, le Comité suggère à la recommandation 5 de son rapport de faciliter la pratique de professionnels anglophones dans les communautés autochtones anglophones. Le Comité a constaté que « la condition de résider ou avoir résidé en communauté pour l'application de la dérogation à l'article 35 de la *Charte de la langue française* est trop restrictive ». C'est pourquoi il recommande :

- *l'optimisation de l'application de la dérogation à l'article 35 de la Charte de la langue française;*
- *l'élargissement de la notion de résidence à celle de résidence professionnelle pour l'application de la dérogation à l'article 35 de la Charte de la langue française;*

De même, le rapport de la Commission Viens recommande à l'appel à l'action no12 de mettre en œuvre la recommandation 5 du Comité sur l'application du PL-21 au sein des communautés autochtones.

⁹⁴ Commission Viens, p.253.

⁹⁵ Le PL-21 (*La Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines*) est venu modifier le *Code des professions* pour réserver certaines activités à des professionnels membres d'un ordre professionnel. Bien que l'objectif derrière la Loi 21 est louable, les dispositions de cette loi soulèvent plusieurs enjeux pour les communautés autochtones, particulièrement en raison des difficultés de recrutement et de maintien en poste du personnel. Cette Loi a eu pour effet de réduire le bassin de travailleurs susceptibles d'être qualifiés pour exercer les responsabilités du DPJ. Voir le *Rapport du comité d'application du PL-21*.

⁹⁶ Rapport du comité d'application du PL 21 au sein des communautés autochtones, Québec Office des professions du Québec, 2016, p. v. Ci-après *Rapport du comité d'application du PL-21*.

Les Premières Nations connaissent une importante croissance démographique et constituent des populations en plein essor au Québec, sur l'ensemble du territoire⁹⁷. De 65 000 personnes en 2001, la population des Premières Nations au Québec devrait atteindre 93 000 personnes en 2026⁹⁸. Au cours des cinq prochaines années, l'APNQL prévoit qu'il faudra construire près de 9400 maisons pour subvenir aux besoins engendrés par cette croissance démographique⁹⁹. Les communautés font face à une crise de logement, et certains professionnels, allochtones ou autochtones, doivent résider à l'extérieur de la communauté (Québec ou hors Québec) tout en pratiquant au sein de la communauté. D'autre part, ce n'est pas tous les professionnels pouvant bénéficier de la dérogation qui souhaitent déménager dans la communauté avec leur famille, mais seulement pouvoir y exercer¹⁰⁰. Cette modification suggérée par le projet de loi 96 ne tient aucunement compte des réalités que vivent les autochtones et des problématiques auxquels ils font face quotidiennement.

C'est pourquoi nous recommandons d'élargir la notion de résidence à celle de résidence professionnelle.

5.2 Proposition d'amendement visant l'adaptation au contexte linguistique des Premières Nations des normes applicables aux ordres professionnels

5.2.1 Proposition d'amendement N° 5

Nous proposons de modifier le deuxième alinéa de l'article 97 de la *Charte* pour élargir la notion de résidence à celle de résidence professionnelle. La modification suggérée par le projet de loi 96 n'est pas satisfaisante, car elle ne couvre pas toutes les situations, à savoir les professionnels qui résident au Québec, mais hors communautés. Le règlement 10 de la *Charte*¹⁰¹ devra aussi être modifié en conséquence.

5.3 Recommandation N° 1 : Exemption de l'exigence relative aux unités de langue seconde pour les étudiants autochtones du niveau collégial

5.3.1 Recommandation N° 1

Il est proposé que le projet de loi modifie le paragraphe 2 de l'alinéa 1 de l'article 7 du Règlement sur le régime des études collégiales (chapitre C-29, r. 4) par l'ajout des mots suivants à la fin :

,sauf à l'égard d'un étudiant possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;

⁹⁷ CSSSPNQL, 2017, p.9

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Rapport du comité d'application du PL-21*, p. 26

¹⁰¹ *Règlement autorisant les ordres professionnels à déroger à l'application de l'article 35 de la Charte de la langue française*, L.R.Q., c. C-11, r.10.

Il est proposé que le projet de loi modifie le paragraphe 2 de l’alinéa 1 de l’article 8 du Règlement sur le régime des études collégiales (chapitre C-29, r. 4) par l’ajout des mots suivants à la fin :

,sauf à l’égard d’un étudiant possédant un certificat de statut d’Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d’appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;

5.3.2 Notes explicatives à la proposition d’amendement N° 5

À l’instar des exigences pour l’obtention du diplôme d’études secondaires par un élève ou un adulte, les articles 7 et 8 du Règlement sur le régime des études collégiales seraient modifiés de la manière suivante:

7. La composante de formation générale commune comprend des éléments de formation dans les domaines et pour le nombre d’unités suivants:

1. °langue d’enseignement et littérature, $7\frac{1}{3}$ unités;
2. langue seconde, 2 unités, sauf à l’égard d’un étudiant possédant un certificat de statut d’Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d’appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;
3. philosophie ou «humanities», $4\frac{1}{3}$ unités;
- 4 °éducation physique, 3 unités.

Le ministre détermine les objectifs et les standards de chacun des éléments de la composante. Il peut déterminer tout ou partie des activités d’apprentissage visant l’atteinte de ces objectifs et standards.

8. La composante de formation générale propre à un programme comprend des éléments de formation dans les domaines et pour le nombre d’unités suivants:

- 1 langue d’enseignement et littérature, 2 unités;
- 2° langue seconde, 2 unités, sauf à l’égard d’un étudiant possédant un certificat de statut d’Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d’appartenance du Gouvernement local de la Première Nation;
- 3 philosophie ou «humanities», 2 unités.

Le ministre détermine les objectifs et les standards et le collège, les activités d’apprentissage de chacun des éléments de la composante.

5.4 Recommandation N° 2 : Exemption de l’épreuve uniforme de langue d’enseignement et de littérature pour les étudiants autochtones du niveau collégial

L'article 26 du *Règlement sur le régime des études collégiales* prévoit le pouvoir discrétionnaire du ministre d'imposer des épreuves:

26. *Le ministre peut, dans tout élément de la composante de formation générale prévue à l'article 7, imposer une épreuve uniforme et faire de la réussite à cette épreuve une condition d'obtention du diplôme d'études collégiales.*

Le collège s'assure de l'application de toute épreuve visée au premier alinéa.

Nous recommandons que le ministre responsable exerce ce pouvoir afin d'exempter des épreuves uniformes de la langue d'enseignement (français ou anglais) les élèves possédant un certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la *Loi sur les Indiens* (L.R.C. 1985, c. I-5) ou toute personne reconnue par le code d'appartenance du Gouvernement local de la Première Nation.

5.5 Recommandation N° 3: Création des solutions durables à la protection des langues ancestrales dans un contexte constitutionnel

Par rapport à l'intention du gouvernement du Québec de modifier certaines dispositions constitutionnelles, l'APNQL et les COR veulent que le gouvernement s'assoie avec eux, dans une perspective de dialogue de gouvernements à gouvernement et profite de cette nouvelle table pour convenir des solutions durables à la protection des langues ancestrales.

6 Les enjeux liés à la formation continue et aux équivalences

6.1 Contexte

Pour maintenir leur droit d'exercice, les professionnels doivent se tenir à jour dans les formations continues obligatoires¹⁰². Cependant, les formations continues posent un problème pour les communautés autochtones anglophones, puisque la majorité ne sont offertes qu'en français¹⁰³. Lorsque les communautés anglophones élaborent des formations culturellement adaptées en anglais, elles doivent assumer les coûts pour les faire reconnaître auprès de l'ordre professionnel concerné¹⁰⁴. Le rapport du Comité d'application du PL-21 recommande de créer, de reconnaître et de traduire les formations continues.

Qui plus est, l'enjeu de la formation peut également se manifester de façon plus globale quant au recrutement de ressources anglophones¹⁰⁵. Certains professionnels anglophones ayant fait leur étude à l'extérieur du Québec ne se voient pas reconnaître en totalité l'équivalence de leur diplôme professionnel au Québec. Ces derniers, pour obtenir un permis d'un ordre professionnel au Québec, doivent faire une formation aux fins de la reconnaissance de leurs études. Or, certaines formations ne s'offrent qu'en français. On dénote une incohérence marquée entre l'article 97 de la *Charte* et le *règlement* édicté en vertu de cet article. Ces exigences ont une incidence marquée sur les communautés, puisque « s'il semble parfois complexe, voire impossible de faire reconnaître leur formation au Québec, il s'avérera d'autant plus difficile pour les communautés d'inciter ces ressources à venir travailler chez elles »¹⁰⁶. D'autant plus que peu de membres des Premières Nations détiennent un diplôme collégial (12 %) ou universitaire (11 %)¹⁰⁷¹⁰⁸, pourtant ces derniers offrent des services culturellement compétents, et ce d'une manière holistique, dans une langue autochtone.

En outre, les ordres professionnels ne sont pas sensibilisés aux enjeux et aux besoins des communautés. Les professionnels allochtones ne sont pas formés pour intervenir auprès des Premières Nations et des Inuit d'une manière culturellement appropriée. Les ordres professionnels doivent valoriser davantage le savoir autochtone des professionnelles autochtones et miser sur la sécurisation culturelle comme l'ont recommandé plusieurs commissions¹⁰⁹. La sécurisation culturelle se veut une approche globale et inclusive, qui reconnaît et considère pleinement les particularités historiques, sociales et culturelles des

¹⁰² *Ibid.*, p.19.

¹⁰³ CSSSPNQL, 2020, p.26. Ci-après *Effectif régional*.

¹⁰⁴ *Rapport du comité d'application du PL-21*, p.19.

¹⁰⁵ *Effectif régional*, p.26.

¹⁰⁶ *Effectif régional*, p.26.

¹⁰⁷ Quant aux adultes titulaires d'un DES ou d'un diplôme de niveau plus élevé, ils forment une proportion de près de quatre personnes sur dix.

¹⁰⁸ La structure professionnelle des emplois occupés par les Premières Nations et Inuit comparée à celle des emplois occupés par l'ensemble de la population fait ressortir qu'il y a une concentration relativement moins importante de Premières Nations et Inuits dans les postes plus qualifiés, comme ceux de gestionnaires (8,2 % comparé à 10,3 %) et de professionnels (12 % comparé à 18,1 %). Comité consultatif des Premières Nations et des Inuit sur le marché du travail : État du marché du travail au Québec pour les Premières Nations et les Inuit, 2016, p. 39.

¹⁰⁹ Voir notamment les appels à l'action 24 de la Commission Viens, n°s 7.1 et 7.6 de l'ENFFADA et no 8 de l'ENFFADA – rapport complémentaire Québec

Premières Nations¹¹⁰. Il s'agit d'une force de pouvoir offrir des services culturellement adaptés, et, ce, dans la langue autochtone de la communauté. Ces compétences assurent aux usagers une qualité de soins¹¹¹. Dès lors, ces critères doivent être pris en considération lorsqu'un candidat à l'exercice de la profession veut obtenir un permis pour exercer dans la communauté.

De la même façon, nous nous questionnons sur les modifications apportées au libellé de l'article 32 de la *Charte*. Ces modifications pourraient selon nous avoir pour effet de restreindre l'usage de l'anglais lorsque des membres d'un ordre professionnel ou des candidats à l'exercice d'une profession ont des communications avec les ordres professionnels. À l'heure actuelle, les candidats et les professionnels anglophones ont de la difficulté à obtenir de l'information en anglais concernant l'exercice au Québec et les permis, de la documentation pour des pratiques professionnelles telles que des lignes directrices et des guides de pratique qui se trouvent sur le site web des ordres professionnels. Ces documents sont pourtant essentiels à l'exercice de la profession pour que les professionnels puissent offrir des soins de qualité à l'usager. Nous nous expliquons difficilement cette modification; la portée de cet article pourrait avoir des répercussions sur la qualité des soins offerts par les professionnels. Ainsi, le projet de loi 96 doit prendre en considération les contextes particuliers des Premières Nations et des Inuit, et c'est pourquoi nous recommandons d'ajouter une exemption pour les professionnels travaillant dans la communauté.

6.2 Recommandations

6.2.1 Recommandation N° 4

Mettre en œuvre, le plus rapidement possible, les recommandations du Comité sur l'application du projet de loi n° 21 [Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines, L.Q., c. 28] au sein des communautés des Premières Nations et inuit. (Commission Viens, appel à l'action no 106), plus particulièrement de créer, de reconnaître et de traduire les formations continues.

6.2.2 Recommandation N° 5

Offrir de la formation en compétence culturelle aux professionnels de la santé, aux étudiants, aux intervenants des services publics du Québec et à toute autre personne qui contribue à la prestation de services de santé auprès des Premières Nations (ENFFADA, appel à l'action no 7.4; ENFFADA – rapport complémentaire Québec, appel à l'action n° 8 ; CVR, appel à l'action no 23).

¹¹⁰ CSSSPNQL, 2017, p. 24. Ci-après Rapport SEFPN.

¹¹¹ CSSSPNQL, 2021, p.22.

6.2.3 Recommandation N° 6

Voir à l'accroissement du nombre de professionnels autochtones travaillant dans le domaine des soins de santé. (CVR, appel à l'action n° 23 adressé à tous les ordres de gouvernement).

6.2.4 Recommandation N° 7

Créer des occasions efficaces et bien financées d'encourager les Autochtones à travailler dans le domaine de la santé et du bien-être au sein de leurs communautés, et proposer des mesures socio-économiques incitatives à cet égard. (ENFFADA, appel à la justice n° 7.8 adressé à tous les gouvernements et à tous les fournisseurs de services de santé).

7 **Les enjeux concernant les communications gouvernementales et l'accès à l'information en anglais et en français**

L'APNQL et les COR constatent que les ministères de la province ne remettent pas toujours, ou du moins pas automatiquement, leur documentation en anglais aux Premières Nations lors de consultations. Les processus de consultations n'étant pas tous de longue durée, les Premières Nations anglophones se retrouvent alors privées d'un temps qui leur est crucial pour répondre de façon éclairée à la consultation.

Si le projet de loi 96 encourage les ministères à publier leur documentation uniquement en français, ou simplement s'il devient encore plus difficile d'avoir accès à la documentation en anglais, cela aura certainement une incidence sur les processus de consultation et par le fait même sur les Premières Nations. Les ministères ne rempliraient pas leur devoir de consultation.

Il arrive aussi à différentes occasions que du financement provenant du gouvernement provincial permette d'engager des professionnels des Premières Nations pour travailler à l'intérieur ou à l'extérieur de la communauté. Dépendamment de la clientèle à servir, le professionnel engagé sera idéalement bilingue (français/anglais), mais il pourrait aussi être bilingue sans maîtriser le français ou l'anglais.

Les entrepreneurs des communautés utilisant principalement l'anglais comme langue de travail doivent pouvoir s'annoncer et s'afficher dans la langue de leur choix, notamment à l'intérieur de la communauté.

7.1 **Recommandations**

7.1.1 Recommandation N° 8

Exiger que tout document rédigé en français par un ministère et qui doit être fourni aux Premières Nations soit automatiquement traduit et simultanément fourni en langue

ancestrale ou en anglais aux Premières Nations. Il ne faut pas seulement que les documents soient traduits en langue ancestrale ou en anglais à la demande d'une partie.

7.1.2 Recommandation N° 9

Il en va de même pour les séances d'informations que tiennent à l'occasion les ministères de la province. Ces séances font partie du processus de consultation et se déroulent durant la période de consultation. Elles sont utiles aux Premières Nations, car elles représentent des occasions d'échanger, de poser des questions et d'obtenir des clarifications.

Il arrive que la traduction simultanée soit offerte, mais que la documentation ne soit pas fournie en anglais.

Afin que les Premières Nations aient accès en même temps aux mêmes informations, il est recommandé:

D'exiger de la part des ministères **d'offrir automatiquement une séance d'information en anglais lorsqu'une séance d'information en français est prévue pour les Premières Nations.**

7.1.3 Recommandation N° 10

Fournir aux organisations des Premières Nations les moyens financiers nécessaires pour couvrir les frais de traduction lors que les professionnels des Premières Nations travaillent hors communauté.

CONCLUSION

Nous ne pouvons passer sous silence les répercussions qui se perpétuent avec la nouvelle mouture de la *Charte* proposée par le gouvernement du Québec sur les Premières Nations qui repoussent depuis des décennies les mesures assimilatrices qui touchent leurs langues ancestrales et leurs cultures respectives. Bien que nous comprenions les objectifs derrière le projet de loi 96, ce projet de loi n'en fait pas assez pour reconnaître la diversité des langues autochtones et tenir compte des réalités des Premières Nations. Cette reconnaissance n'aura pas pour effet de faire reculer la langue française au Québec.

ANNEXE 1

Description des commissions et organisations de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL)

A-1.1 Secrétariat de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador

L'assemblée des chefs a créé le Secrétariat de l'APNQL, dont le mandat est d'assurer la préparation, la tenue et le suivi de leurs rencontres, en plus d'appuyer le chefrégional dans la réalisation des mandats que l'assemblée lui confie. Le Secrétariat de l'APNQL est également responsable du dossier du logement et de l'infrastructure et de celui de la sécurité publique. De plus, il offre du soutien au Réseau jeunesse des Premières Nations Québec-Labrador.

A-1.2 Conseil en Éducation des Premières Nations

Le Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN), créé en 1985, est l'une des premières organisations des Premières Nations au Québec formées par les communautés. Elle est une association de Premières Nations et de communautés, et regroupe huit nations, soit les Abénakis, les Algonquins, les Atikamekw, les Innus, les Malécites, les Mi'gmaq, les Mohawks et les Wendat, ainsi que vingt-deux communautés. Le CEPN représente et défend les intérêts de cette force collective en mettant en valeur les réalités de chaque nation, et ce, dans le respect de son identité, de sa culture et de ses traditions. L'excellence, la réussite éducative, la fierté culturelle ainsi que le contrôle de l'éducation par et pour les Premières Nations sont au cœur de sa mission. La vision est que chaque Première Nation membre du CEPN exerce localement son droit inhérent et sa pleine compétence en matière de réussite scolaire et éducative. Fier et fort de ses 35 années d'expérience, le CEPN est composé d'une équipe de près de 50 professionnels qui accompagnent les équipes-écoles dans la prise en charge de l'éducation par chacune des nations membres. Le CEPN collabore avec les principaux partenaires, dont l'Assemblée des Premières Nations-secteur de l'éducation, les commissions et organismes régionaux (COR) de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL), Services aux Autochtones Canada (SAC)-direction de l'éducation, Patrimoine canadien, le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), dont la Table sur la réussite scolaire des Premières Nations et des Inuits, le Secrétariat aux affaires autochtones et les universités.

A-1.3 Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador

Créée en 1994 par les chefs de l'Assemblée des Premières Nations Québec--Labrador (APNQL), la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) est un organisme à but non lucratif dont la mission

est d'accompagner les Premières Nations au Québec dans l'atteinte de leurs objectifs en matière de santé, de mieux-être, de culture et d'autodétermination. La CSSSPNQL travaille étroitement avec les communautés et les organismes des Premières Nations au Québec ainsi qu'avec l'APNQL et les autres commissions et les organismes régionaux (COR) de l'APNQL. Elle établit des partenariats avec son réseau, les gouvernements, des organismes communautaires, des universités, des hôpitaux, des associations et des ordres professionnels, ainsi qu'avec d'autres organisations des Premières Nations et Inuit, tant à l'échelle régionale que nationale.

A-1.4 Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador

La Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL), en concertation avec l'ensemble des parties prenantes du milieu et dans le respect des cultures et de l'autonomie locale des communautés, a pour mission de représenter, de promouvoir, de soutenir et de défendre les intérêts des Premières Nations du Québec et du Labrador en matière de développement socioéconomique, contribuant ainsi à leur essor. Pouvant compter sur une équipe de dix personnes, la CDEPNQL offre différents types de formations ainsi que du soutien et de l'accompagnement aux agents de développement économique communautaire (ADEC) afin qu'à leur tour, ils puissent venir en aide aux entrepreneurs de leurs communautés. Une offre de services à l'intention des entrepreneurs a été mise au point dans le but de les accompagner dans toutes les étapes de création ou d'expansion d'une entreprise. Des services s'adressant expressément aux jeunes, aux femmes et aux entrepreneurs en économie sociale ont ainsi été mis en place. La CDEPNQL représente les intérêts de sa clientèle et des communautés des Premières Nations auprès des gouvernements provincial et fédéral ainsi qu'auprès de différentes organisations. Par l'entremise de son mandat de recherche et de développement, la CDEPNQL met en place et réalise différents projets permettant de soutenir sa clientèle et de répondre à sa mission. La CDEPNQL travaille principalement avec Services aux Autochtones Canada (SAC), le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), Développement économique Canada, Condition féminine Canada, le Secrétariat à la condition féminine et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. La CDEPNQL travaille également avec plusieurs organismes des Premières Nations, dont le Groupe des femmes élues de l'APNQL, la Société de crédit commercial autochtone et Tourisme Autochtone Québec. Des organisations allochtones sont aussi impliquées dans ses différents projets.

A-1.5 Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec

Fondée en 1996, la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec (CDRHPNQ) est la commission régionale qui, pour le compte de l'APNQL, voit au développement de la main-d'œuvre et du marché du travail, tant à l'intérieur des communautés de Premières Nations qui en sont membres qu'à l'extérieur, en milieu urbain. Sa mission est de contribuer à l'épanouissement personnel et professionnel des membres des Premières Nations en les accompagnant activement dans leur cheminement vers l'emploi. La CDRHPNQ accomplit sa mission en réalisant quatre mandats: offrir la gamme entière de programmes et de services d'emploi et de formation à l'ensemble de sa clientèle; soutenir l'individu dans son développement professionnel en

tenant compte de ses besoins particuliers et de ses aspirations; maintenir une culture d'efficacité et d'excellence par le développement des compétences et l'amélioration continue de la capacité organisationnelle; entretenir des relations constructives avec les acteurs de l'éducation, du développement social, du développement économique et du marché du travail afin d'assurer le renforcement et l'harmonisation des actions du collectif. La CDRHPNQ travaille en collaboration avec plusieurs ministères fédéraux (Emploi et Développement social Canada [EDSC], Service Canada et Services aux Autochtones Canada [SAC]) et du côté du provincial, avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) par l'entremise de Services Québec. Plusieurs organisations des Premières Nations comptent également parmi ses partenaires: le Groupe de travail technique de l'Assemblée des Premières Nations (APN) en emploi et en formation, le Comité consultatif des Premières Nations et des Inuit relatif au marché du travail (CCPNIMT), le Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes (CSPNÉA) ainsi que le Secrétariat de l'APNQL et les autres COR.

A-1.6 Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador

Fondé en 2000, l’Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) a pour mandat principal de soutenir les 43 communautés des Premières Nations au Québec et au Labrador dans l’application de la Stratégie de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador, et de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux auxquels elles sont confrontées. La mission de l’IDDPNQL est d’offrir aux Premières Nations un carrefour dynamique de services, en soutien à leurs démarches pour la santé du territoire et de ses ressources, pour le développement de communautés durables et pour la reconnaissance de leurs droits. L’IDDPNQL appuie les Premières Nations en fonction des priorités et des enjeux définis localement et dans le respect des besoins de chaque communauté. Il apporte également son expertise à l’APNQL lorsque des enjeux communs doivent être traités. Les actions de l’IDDPNQL touchent notamment les changements climatiques, la conservation et la biodiversité, les énergies renouvelables et l’efficacité énergétique, la foresterie, la gestion des matières résiduelles, les langues et les cultures, les mines, la planification communautaire globale, la planification stratégique et territoriale et la restauration de sites contaminés. L’IDDPNQL entretient des collaborations avec plusieurs ministères fédéraux et provinciaux, dont Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), Patrimoine canadien, Pêches et Océans Canada (MPO), Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC), Ressources naturelles Canada (RNCAN), Service canadien de la faune (SCF) et Services aux Autochtones Canada (SAC). À l’échelle provinciale, les principaux partenaires sont le ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP), le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et Transition énergétique Québec (TEQ).

ANNEXE 2

Figure 1 – Répartition (n) de la population des Premières Nations, selon la résidence – AANC 1996, 2001, 2006, 2011 et 2016

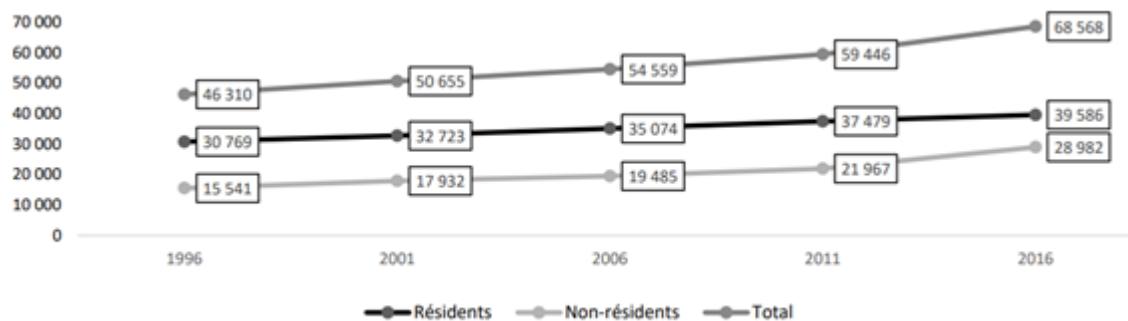


Figure 2 - Âge médian selon l'isolement géographique - ERS 2015

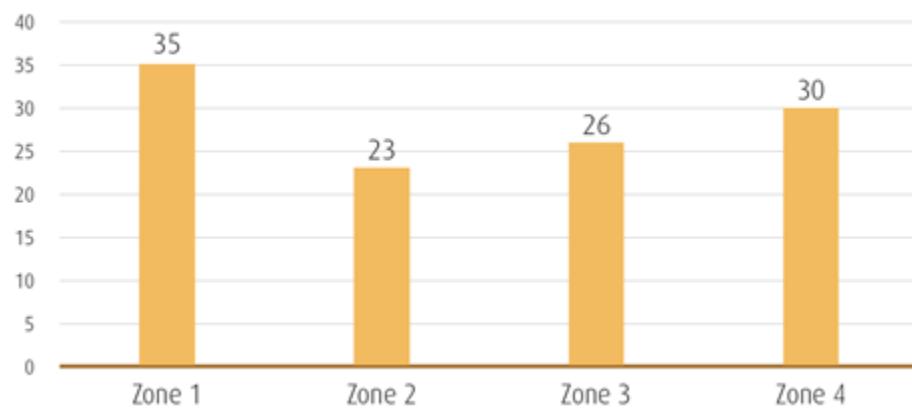


Figure 3 - Évolution de la pyramide des âges de 2002 à 2015 – ERS 2002, 2008 et 2015

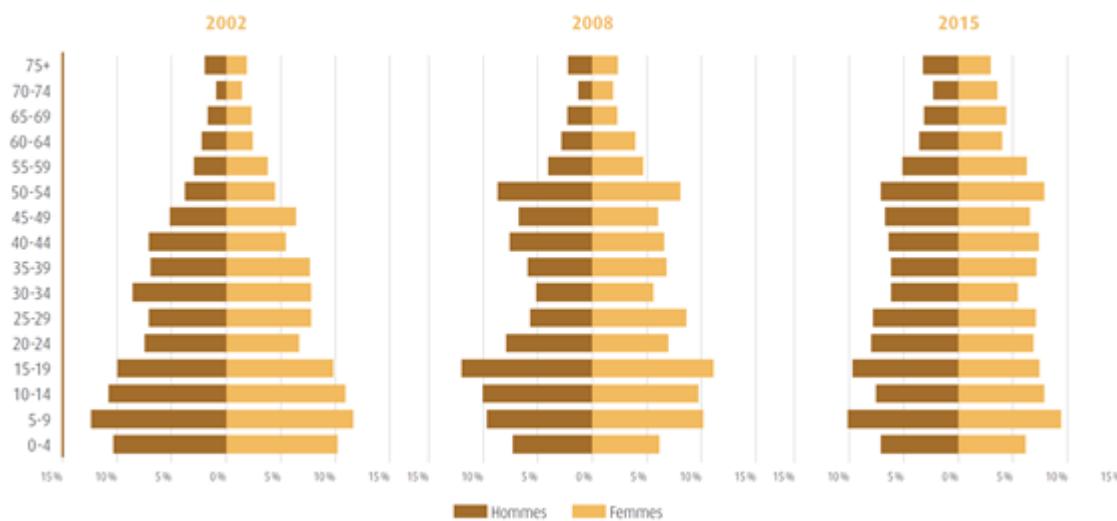


Figure 4 - Répartition de la population (%) selon l'âge et la zone géographique – AANC 1996, 2006 et 2016

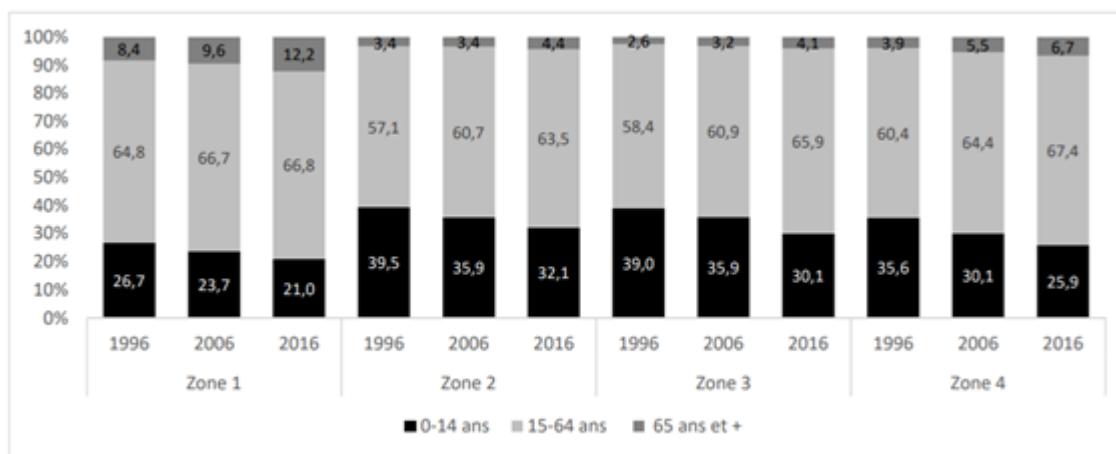


Figure 5 - Répartition des adultes (25 ans et +) selon le revenu du ménage – ERS 2002, 2008 et 2015

	n			%		
	2002	2008	2015	2002	2008	2015
0-19 999\$	2 106	3 853	4 216	23,2	30,2	28,2
20 000-39 999\$	3 513	4 666	4 204	38,7	36,6	28,1
40 000-59 999\$	2 148	1 983	2 641	23,6	15,5	17,7
60 000-79 999\$	904	1 298	1 648	10,0	10,2	11,0
80 000\$ ou plus	412	966	2 250	4,5	7,6	15,0
Total	9 083	12 767	14 959	100,0	100,0	100,0

Figure 6 - Répartition des adultes (25 ans et +) selon le revenu du ménage et selon le sexe – ERS 2002, 2008 et 2015

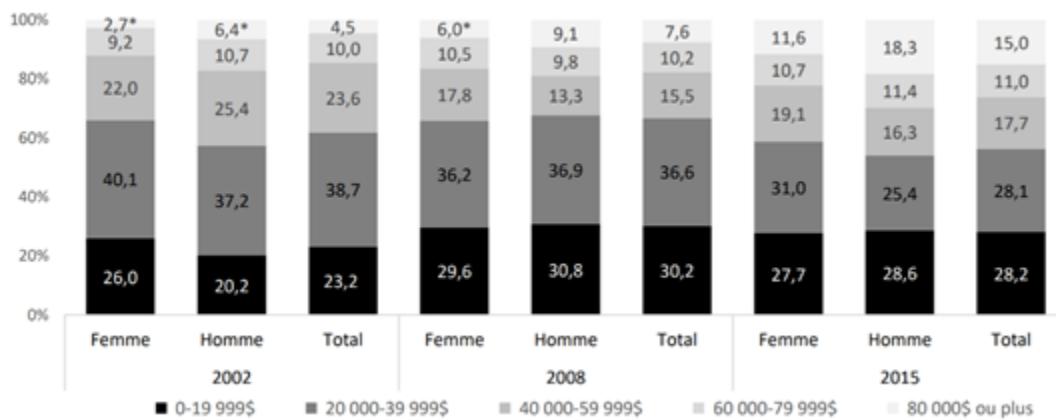


Figure 7 – Proportion des adultes détenant un emploi selon le sexe – ERS 2015

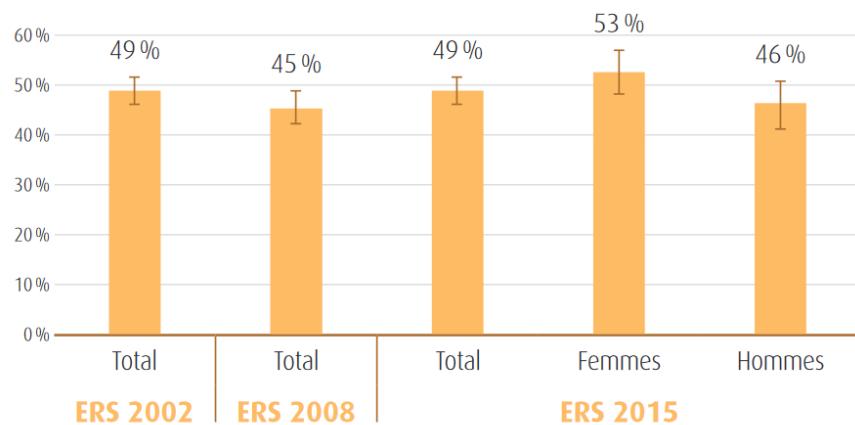


Figure 8 – Lieu de travail des adultes en emploi – ERS 2015

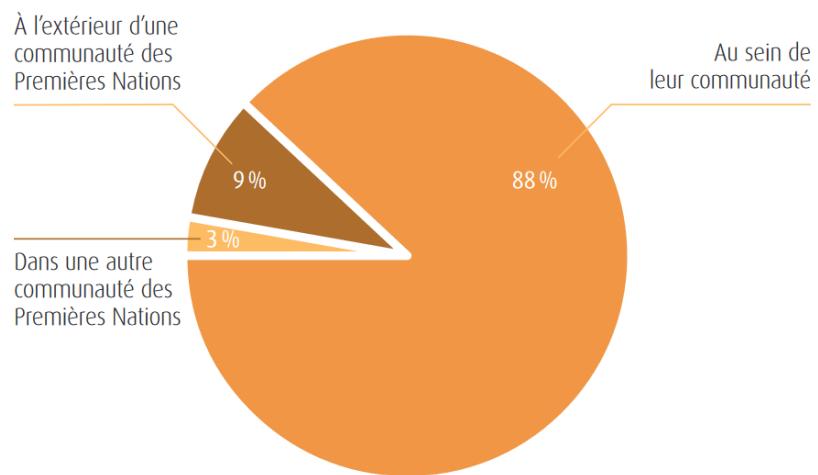


Figure 9 – Maitrise d'une langue des Premières Nations – ERS 2015

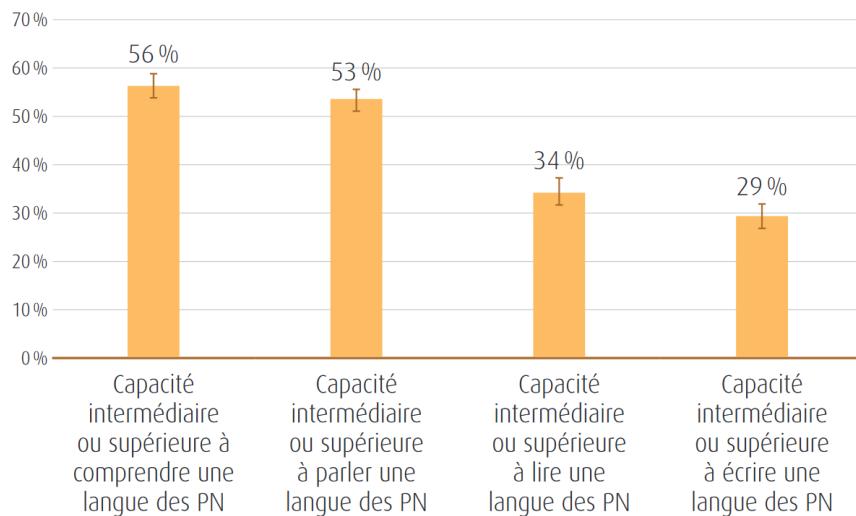
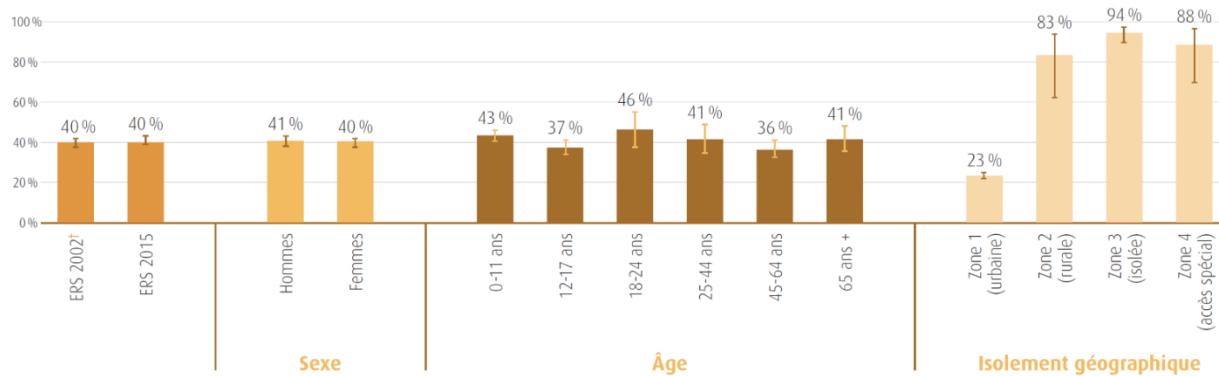


Figure 10 – Langues des Premières Nations comme langue de tous les jours – ERS 2015



† Les données de 2002 incluent les personnes de 12 ans et plus seulement.

Figure 11 – Proportion d'individus en accord avec les affirmations portant sur la culture des Premières Nations au travail – EDMEPN, à venir

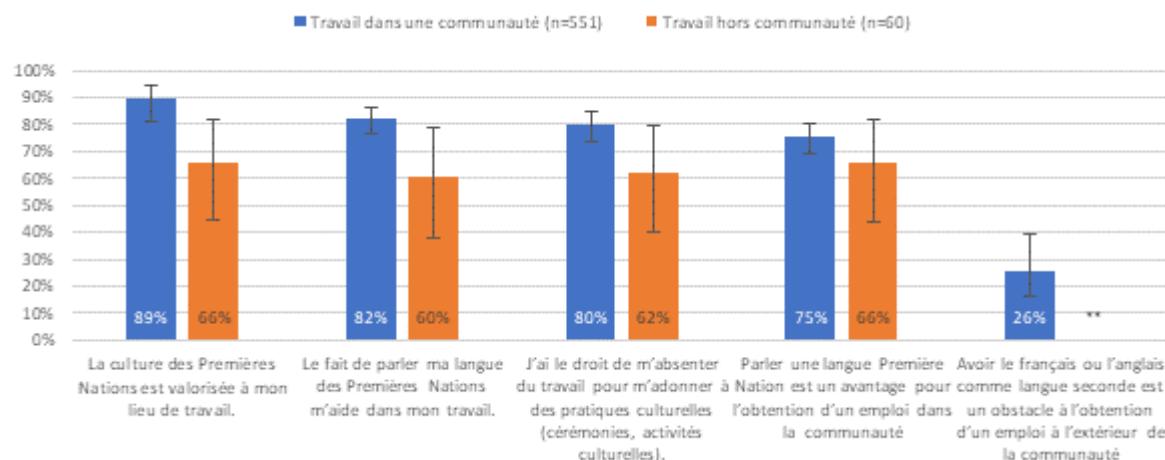
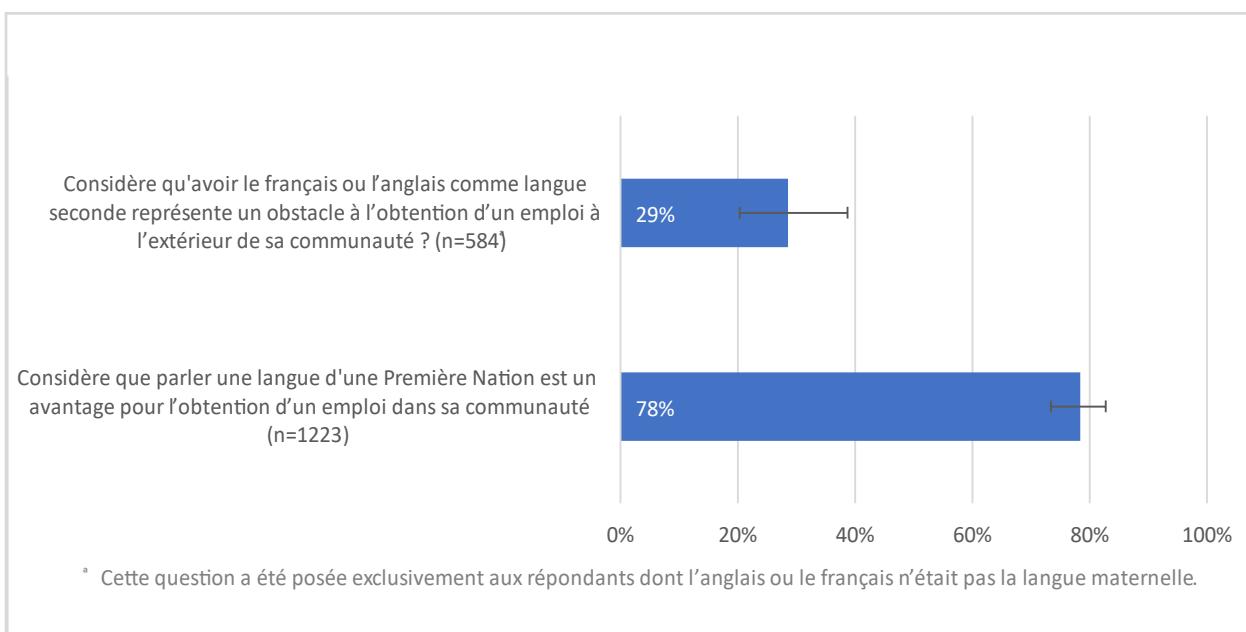


Figure 12 – Impact perçu de la langue sur les perspectives d'emploi à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté – EDMEPN, à venir



BIBLIOGRAPHIE

114957 Canada Ltée (Spraytech, Société d'arrosage) c. Hudson (ville), 2 R.C.S 241 (CSC 2001).

Assemblée des Premières Nations (2019). Guide de la Loi concernant les langues autochtones : un outil pour la revitalisation des langues des Premières Nations.

Assemblée des Premières Nations (APN) [anciennement, Fraternité des Indiens du Canada]. (1972). *La maîtrise indienne de l'éducation indienne*.

Assemblée des Premières Nations. (1988). Tradition et éducation : vers une vision de notre avenir.

Assemblée des Premières Nations. (2012). Portrait de l'éducation des Premières Nations.

Aurousseau, E., Couture, C., Pulido, L., Jacob, E., Lavoie, C., Duquette, C., Bizot, D., Pacmogda, P., Blouin, L. (2021). Un modèle inspirant pour soutenir la réussite d'élèves autochtones en milieu urbain : le projet Petapan. *Education et francophonie*, 49(1), 71-94.

Ball, J. (2007). Aboriginal young children's language and literacy development: Research evaluating progress, promising practices, and needs. Canadian language and literacy networked centre of excellence.

Barman, J., Hebert, Y., McCaskill, D. (1986). The legacy of the past: An overview. Dans J. Barman, Y. Hebert, D. McCaskill (éds.), *Indian Education in Canada* (Vol. 1). University of British Columbia Press.

Barnes, R., Josefowitz, N., Cole, E. (2006). Residential schools: Impact on Aboriginal students' academic and cognitive development. *Canadian Journal of School Psychology*, 21(1-2), 18-32.

Bastien, L. (2008). L'éducation, un enjeu majeur pour l'avenir des Premières nations. *Les cahiers du CIÉRA*. 1(1), 5-12.

Battiste, M. (1998). Enabling the autumn seed: Toward a decolonized approach to Aboriginal knowledge, language, and education. *Canadian Journal of Native Education*, 22(1), 16-27.

Battiste, M. (2002). *Indigenous knowledge and pedagogy in First Nations education: A literature review with recommendations*. Paper prepared for the National working group in education and the Minister of Indigenous and northern affairs Canada.

Battiste, M. (2013). *Decolonizing education: Nourishing the learning spirit*. Saskatoon, Canada: Purich Publishing.

-
- Berger, P. (2002). *Adaptations of Euro-Canadian schools to Inuit culture in selected communities in Nunavut*. 14th Annual conference of the Arctic research consortium of the United States (ARCUS) and Arctic forum.
- Blacksmith, G. (2011). The intergenerational legacy of the Indian residential school system in the Cree communities of Mistissini, Oujeboogamau, and Waswanipi: investigative research on the experience of the James Bay Cree of Northern Quebec. Thèse de doctorat inédite.
- Bombay, A., Matheson, K., Anisman, H. (2014). The intergenerational effects of Indian Residential Schools: Implications for the concept of historical trauma. *Psychology and Counselling*, 51(3), 320-338.
- Bougie, E., Kohen, D., Guèvremont, A. (2018). Indigenous language knowledge and educational attainment among First Nations people: Trends over time. *The International Indigenous Policy Journal*, 9:4, 2-23.
- Bougie, É., Wright, S. C., et Taylor, D. M. (2003). Early heritage-language education and the abrupt shift to a dominant-language classroom: Impact on the personal and collective esteem of Inuit children in arctic Québec. *International Journal of Bilingual Education and Bilingualism*, 6, 349–373.
- C.D. Howe (2011). Aboriginal education in Quebec: A benchmarking exercise. C.D. Howe.
- Campbell c. Colombie-Britannique*, 4 CNRL 1, 189 DLR (4e) 333 (BC CS 2000).
- Canada (A.G.) c Coon Come*, RJQ 922, JQ n° 48 (QC CA 1991).
- Centre canadien de politiques alternatives (CCPA). (2013). *Poverty or prosperity: Indigenous children in Canada*. CCPA.
- Centre de collaboration nationale de la santé autochtone (CCNSA). (2017). L'éducation : un déterminant social de la santé des Premières Nations, des Inuits et des Métis. CCNSA.
- Charte de la loi française, LQ c.11 (1977).
- Cherubini, L. (2010). An analysis of Ontario Aboriginal education policy: Critical and interpretive perspectives. *McGill Journal of Education*, 45(1), 9–26.
- Comité consultatif des Premières Nations et des Inuit sur le marché du travail. (2016). *État du marché du travail au Québec pour les Premières Nations et les Inuit*.
- Comité sénatorial permanent des peuples autochtones. (2011). *La réforme de l'éducation chez les Premières Nations: de la crise à l'espoir*. 41^e Parlement du Canada.
- Comité sur l'application du PL 21 au sein des communautés autochtones (2016). *Des solutions adaptées aux communautés des Premières Nations et des Inuits pour soutenir l'application du PL21*. L'Office des professions du Québec.
- Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès (CERP). (2019). *Commission*
-

d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : Écoute, réconciliation et progrès, Rapport final. Gouvernement du Québec.

Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec et du Labrador (à venir). *Enquête sur le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi chez les Premières Nations* (EDMEPN).

Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL). (2017a). *Document de réflexion : Les Premières Nations et leurs relations avec le réseau québécois et ses services publics.* Document déposé à la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : Écoute, réconciliation et progrès.

Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador. (2017b). Rapport final. Processus de consultation pour la réforme du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations. CSSSPNQL.

Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador. (2018). *Enquête régionale sur la santé des Premières Nations du Québec – 2015.* CSSSPNQL.

Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador. (2020). Rapport final. Effectif régional des ressources humaines en santé et en services sociaux des communautés des Premières Nations au Québec. CSSSPNQL.

Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador. (2021). *Document de réflexion : Enquête publique du coroner sur le décès de Mme Joyce Echaquan.* Document déposé à l'Enquête publique du coroner sur le décès de Mme Joyce Echaquan.

Commission de vérité et réconciliation du Canada (CVR). (2015). *Honorer la vérité, réconcilier pour l'avenir.* CVR.

Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA). (1996). *Rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones.* CRPA.

Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA). (2009). *État de l'apprentissage chez les Autochtones au Canada : Une approche holistique de l'évaluation de réussite.* CCA. Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN). (2009). *Mémoire sur le financement de l'éducation des Premières Nations.* CEPN.

Conseil en Éducation des Premières Nations. (2010). *Vers l'accessibilité financière à l'apprentissage tout au long de la vie : une perspective des Premières Nations.* Mémoire présenté au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.

Conseil en éducation des Premières Nations. (À paraître). Nous parlons : enseignons, valorisons, soutenons, défendons: Portrait actuel de la situation de l'enseignement des langues ancestrales en contexte scolaire. CEPN.

Directeur parlementaire du budget. (2018). Dépenses fédérales en matière d'éducation primaire et secondaire dans les réserves des Premières Nations. Bureau du directeur parlementaire du budget.

Drapeau, L. (éd.). (2011). *Les langues autochtones du Québec: un patrimoine en danger*. Presses de l'Université du Québec.

Duncan, G. J., Ziol-Guest, K. M. et Kalil, A. (2010). Early-childhood poverty and adult attainment, behavior, and health. *Child Development*, 81(1), 306-325.

Enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA). (2019a). Réclamer notre pouvoir et notre place : Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. ENFFADA.

Enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées. (2019b). Réclamer notre pouvoir et notre place : Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées – Rapport complémentaire pour le Québec. ENFFADA.

Fallon, G. et Paquette, J. (2012). A critical analysis of self-governance agreements addressing First-Nations control of education in Canada. *Canadian Journal of Educational Administration and Policy*, 132(11), 1-28.

Feir, D. (2016). The long-term effects of forcible assimilation policy: The case of Indian boarding schools. *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, 49 (2), 433-480.

Ferguson, H.B., Boivard, S. et Mueller, M.P. (2007). The impact of poverty on educational outcomes for children. *Paediatrics Child Health*, 12(8), 701-706.

Fontaine, Shirley. (2012). *First Nations languages and improving student outcomes*. Rapport à l'Assemblée des Premières Nations.

Freeden, S.M. (1988). *A Foundation for Cree Immersion Education*. Thèse de maîtrise inédite.

Gabriel, E. (2019). *Les langues autochtones : un droit fondamental à défendre*. Document de réflexion préparé pour la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Girard, J., Vallet, M. (2015). La réussite éducative : Les solutions au-delà de l'école. Dans *Revue de la persévérance et de la réussite scolaires chez les premiers peuples* (vol.1). Centre des Premières Nations Nikanite – Université du Québec à Chicoutimi.

Goulet, L. (2001). Two teachers of Aboriginal students: Effective practice in sociohistorical realities. *Canadian Journal of Native Education*, 25(1), 68-82.

Guèvremont, A., et Kohen, D. E. (2012). Knowledge of an Aboriginal language and school outcomes for children and adults. *International Journal of Bilingual Education and Bilingualism*, 15, 1–27.

Haig-Brown, C. (1998). Resistance and renewal: Surviving the Indian residential school. Arsenal Pulp Press.

-
- Hampton, E. (1995). Towards a redefinition of Indian education. Dans M. Battiste & J. Barman (éds.), *First Nations education in Canada: The circle unfolds*. University of British Columbia Press.
- Hampton, M., Roy, J. (2002). Strategies for facilitating success of First Nations students. *The Canadian Journal of Higher Education*, 32 (3).
- Hankivsky, (2008). *Cost estimates of dropping out of high school in Canada*. Conseil canadien sur l'apprentissage.
- Haque, E., Patrick, D. (2015). Indigenous languages and the racial hierarchisation of language policy in Canada. *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 36(1), 27-41.
- Hornberger, N. H. (1991). Extending enrichment bilingual education: Revisiting typologies and redirecting policy. Dans O. García (éd.), *Bilingual education: Focusschrift in honor of Joshua A. Fishman* (vol. 1) (pp. 215–234). Benjamins.
- Kim, E.-A. (2015). Neo-colonialism in our Schools: Representations of Indigenous Perspectives in Ontario Science Curricula. *McGill Journal of Education*, 50(1), 1-26.
- Kirkpatrick, S. I. et Tarasuk, V. (2009). Food insecurity and participation in community food programs among low-income Toronto families. *Canadian Journal of Public Health*, 100(2), 135-139.
- Lacour, M., Tissington, L. (2011). The effects of poverty on academic achievement. *Educational Research and Reviews*, 6(7), 522-527.
- Leicht, (2006). Canada's Native languages: The Right of First Nations to Educate Their Children in Their Own Languages. *Constitutional Forum Constitutionnel*. 15(3), 107-121.
- Levesque, C., Polèse, G., de Jurieu, D., Labrana, R., Turcotte, A. M. et Chiasson, M. (2015). Une synthèse des connaissances sur la réussite et la persévérance scolaires des élèves autochtones au Québec et dans les autres provinces canadiennes. Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Institut national de la recherche scientifique.
- Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français, Projet de loi 96, 42^e Lég. Québec (2021).
- Loi sur les langues autochtones, L.C. (2019).
- Maina, F. (1997). Culturally relevant pedagogy: First Nations education in Canada. *The Canadian Journal of Native Studies*. 15(2), 293-314.
- Maurais, J. (éd.) (1992). *Les langues autochtones du Québec*. Conseil de la langue française.

-
- McIvor, O. (2005). The contribution of indigenous heritage language immersion programs to healthy early childhood development. Dans C. St. Aubin (éd.), *Compendium on Aboriginal early child development* (pp. 5–20). Canadian Child Care Federation.
- Moon, M. (2014). *Success in Indigenous education*. Thèse de doctorat inédite.
- Moon, M. et Berger, P. (2016). Indigenous student success in public schools: A “We” approach for educators. *Alberta Journal of Educational Research*, 62(1), 1-18.
- Morcom, L. (2013). Language immersion and school success: What can I expect for my child? Kenjgewin Teg Educational Institute.
- Morcom, L. (2014). Determining the role of language and culture in First Nations schools: A comparison of the First Nations Education Act with the policy of the Assembly of First Nations. *Canadian Journal of Educational Administration and Policy*, 163, 1-27.
- Morcom, L. (2017). Self-esteem and cultural identity in Aboriginal language immersion kindergarteners. *Journal of Language, Identity & Education*, 16(6), 365-380.
- Nations Unies – Conseil économique et social (2018). Plan d'action en vue de la tenue de l'Année internationale des langues autochtones en 2019. Nations Unies
- Nations Unies (2007). Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones - 61/295. Nations Unies.
- Nguyen, Mai. (2011). Closing the education gap: A case for Aboriginal childhood education in Canada, A look at the Aboriginal Headstart program. *Canadian Journal of Education* 34(3), 229-248.
- O’Gorman, M. et Pandey, M. (2015). Explaining Low High School Attainment in Northern Aboriginal Communities: An Analysis of the Aboriginal People’s Surveys. *Canadian Public Policy*, 41(4), 156-165.
- Organisation de la coopération et du développement économique (OCDE). (2012). *Équité et qualité dans l'éducation : Comment soutenir les élèves et les établissements défavorisés*. Les Éditions de l’OCDE.
- Patrick, D. (2007). Les langues autochtones en péril au Canada. *Anthropologie et Sociétés*, 31(1), 125–141.
- Perron, M., Côté, É. (2015). Mobiliser les communautés pour la persévérance scolaire : Du diagnostic à l’action. Dans *Revue de la persévérance et de la réussite scolaires chez les premiers peuples* (vol.1). Centre des Premières Nations Nikanite – Université du Québec à Chicoutimi.
- Poliquin, G. (2013). « La protection d'une vitalité fragile : les droits linguistiques autochtones en vertu de l'article 35 ». *McGill Law Journal - Revue de droit de McGill* 58(3), 573-605.
- Presseau, A., Martineau, S., Bengevin, C. (2006). Contribution à la compréhension du cheminement et de l’expérience scolaires de jeunes autochtones à risque ou en
-

difficulté en vue de soutenir leur réussite et leur persévérance scolaires. Rapport soumis aux Fonds québécois de recherche sur la société et la culture.

R. c. *Beaulac*, 1 R.C.S 768 (C.S.C. 1999).

R. c. *Côté*, 3 R.C.S. 139 (1996).

R. c. *Sioui*, J.E. 83 722 (C.S 1985).

R. c. *Sioui*, R.J.Q. 1722 (C.A. 1987).

Ratel, J.-L. (2018). L'éducation autochtone au Québec sous l'angle de la sociologie : de l'objet au sujet. *Cahiers de recherche sociologique*, (64), 129–147.

Règlement autorisant les ordres professionnels à déroger à l'application de l'article 35 de la Charte de la langue française, QC Reg. 1374/93.

Richmond, C. et Smith, D. (2012). Sense of Belonging in the Urban School Environments of Aboriginal Youth. *The International Indigenous Policy Journal*, 3(1), 1-19.

Rodon, T. (2008). Les étudiants autochtones à l'Université Laval : enquête sur les besoins et les problématiques. *Les cahiers du CIÉRA*, 1(1), 13-37.

Services aux Autochtones Canada (SAC) (Anciennement, Affaires autochtones et du Nord Canada) (s/d). L'approche du gouvernement du Canada concernant la mise en œuvre du droit inhérent des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale et la négociation de cette autonomie. SAC.

Services aux Autochtones Canada. (2020). *Rapport annuel au Parlement 2020. Services aux Autochtones Canada*. SAC.

Sisco, A., Caron-Vuotari, M, Stonebridge, C. Sutherland, G., et Rhéaume, G. (2012). *Lessons Learned: Achieving Positive Educational Outcomes in Northern Communities*. Centre for the North.

Skutnabb-Kangas, T., Nicholas, A. B., et Reyhner, J. (2016). Linguistic human rights and language revitalization in the USA and Canada. Dans *Indigenous Language Revitalization in the Americas* (pp. 181-200). Taylor and Francis.

Statistique Canada. (2016a). Définition : Mesure de faible revenu après impôt (MFR-Apl. *Dictionnaire, Recensement de la population, 2016*.

Statistique Canada. (2016b). Tableau 4.2 : Seuils des mesures de faible revenu (MFR-Apl et MFR-Avl) pour les ménages privés du Canada, 2015. *Dictionnaire, Recensement de la population, 2016*.

Statistique Canada. (2018). *Recensement de 2016: Québec [Province] (tableau). Profil de la population autochtone*. Produit n° 98-510-X2016001 au catalogue de Statistique Canada.

Taylor, D. (1993). Education in Aboriginal Communities: Dilemmas around Empowerment. *Canadian Journal of Native Education*, 20(1), 176-183.

-
- Toulouse, P. R. (2013). *Beyond Shadows: First Nations, Métis and Inuit Student Success*. Canadian Teachers' Federation – Fédération Canadienne des enseignantes et des enseignants.
- Treanor, M. (2012). *Impacts of poverty on children and young people*. Scottish Child Care Education Network.
- Tyler, J. H., et Lofstrom, M. (2009). Finishing high school: Alternative pathways and dropout recovery. *The Future of Children / Centre for the Future of Children*, 19(1), 77-103.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). (2010). *Atlas UNESCO des langues en danger dans le monde*.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. (2020). Déclaration de Los Pinos (Chapultepec) – Lancer une décennie d'action pour les langues autochtones.
- Van der Berg, S. (2008). *Poverty and Education*. International Academy for Education and the International Institute for Educational Planning-UNESCO.
- Whitley, J. (2014). Supporting educational success for Aboriginal students: Identifying key influences. *McGill Journal of Education*, 49(1), 155-181.
- Wotherspoon, T., Schissel, B. (1998). Marginalisation, décolonisation et voix: les perspectives de l'éducation des Autochtones au Canada. Conseil des ministres de l'éducation du Canada.

DOCUMENT REGARDING BILL 96

ASSEMBLY OF FIRST NATIONS
QUEBEC-LABRADOR



TABLE OF CONTENTS

Table of contents	ii
SUMMARY	5
Proposed amendments	7
Recommendations	9
1 Introduction of the Organizations	11
1.1 The AFNQL and its Regional Commissions and Organizations (RCOs)	11
2 Linguistic And Educational Context of Québec First Nations	11
2.1 First Nations of Québec	11
2.1.1 Indigenous Languages	12
2.1.2 Self-Determination and Language Rights	12
2.1.3 Approved Studies and Language Credits	12
2.2 Demographic and Socioeconomic Profile	13
2.2.1 Population According to Place of Residence (on or off reserve)	14
2.2.2 Median Age According to Geographic Zone	14
2.2.3 Income and Low Household Income	14
2.2.4 Employment	15
2.3 The Importance of Indigenous Languages in Ensuring the Continuity, Revitalization, Maintenance, and Thriving of First Nations Languages and Culture in Québec	15
2.3.1 Indigenous Languages and First Nations Cultures in Québec	16
2.4 Literature Review: First Nations Student Success, Cultural Pride and First Nations Control of First Nation Education	16
2.4.1 Factors Inhibiting First Nations Student Success	17
2.4.2 Key Enablers of First Nations Student Success	19
3 Recognition of First Nations Constitutional Language Rights	21
3.1 Existing Legislation	21
3.2 Constitutional Language Rights and First Nations Student Success	21
3.3 Off-Reserve	23
4 Proposed Amendments to Bill 96 Concerning Constitutional Language Rights And First Nations School Success	24
4.1 Proposed Amendment # 1: Modernization of the preamble to the Charter of the French Language and descriptive terminology applicable to First Nations and Inuit of Québec	25
4.1.1 Proposed Amendment # 1	25

4.2	Proposed Amendment # 2: Exemption of First Nations members from the application of Chapter VIII and Chapter VIII.1 of the Charter of the French Language	25
4.2.1	Exemption from the Application of Chapter VIII for Members of First Nations	25
4.2.2	Exemption from the Application of Chapter VIII.1 to Members of First Nations	26
4.3	Proposed Amendment # 3: Allow Indigenous students to receive instruction in their mother tongue or second language.....	27
4.4	Proposed Amendment # 4: Allow Indigenous students to study in their maternal language to promote their academic success at the secondary level	27
4.4.1	Proposed Amendment # 4.....	27
4.4.2	Additional Corresponding Changes.....	28
4.4.3	Explanatory Notes to Proposed Amendment # 4	29
5	Adaptation of the Standards Applicable to Professional Orders to the Linguistic Context of First Nations.....	31
5.1	Background.....	31
5.2	Proposed Amendment to Adapt the Standards Applicable to Professional Orders to the Linguistic Context of First Nations	33
5.2.1	Proposed Amendment # 5.....	33
5.3	Recommendation # 1: Exemption from the requirement for second-language units for Indigenous students at the college level	34
5.3.1	Recommendation # 1	34
5.3.2	Explanatory Notes to Proposed Amendment #5.....	34
5.4	Recommendation # 2: Exemption from the uniform language of instruction and literature test for Indigenous students at the college level	35
5.5	Recommendation # 3: Creating sustainable Indigenous language protection solutions in a constitutional context.....	35
6	Issues Related to Continuing Education and Equivalency Recognition	35
6.1	Context	35
6.2	Recommendations	37
6.2.1	Recommendation # 4	37
6.2.2	Recommendation # 5	37
6.2.3	Recommendation # 6	37
6.2.4	Recommendation # 7	37
7	Issues Regarding Governmental Communications and Access to Information in English and French	37
7.1	Recommendations	38
7.1.1	Recommendation # 8	38
7.1.2	Recommendation # 9	38

7.1.3	Recommendation # 10	38
Conclusion.....		39
Annex 1		40
A-1.1	Assembly of First Nations Québec-Labrador Secretariat	40
A-1.2	First Nations Education Council.....	40
A-1.3	First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission.....	40
A-1.4	First Nations of Québec and Labrador Economic Development Commission (FNQLEDC)	41
A-1.5	First Nations Human Resources Development Commission of Québec (FNHRDCQ)	41
A-1.6	First Nations of Québec and Labrador Sustainable Development Institute (FNQLSDI).....	42
Annex 2		43
Bibliography		49

SUMMARY

The *Canadian Constitution Act, 1982*, recognizes and affirms the right of First Nations to self-determination and the right to sustain their ways of life, cultures, and languages. Appropriately so, First Nations aspire to protect, promote, and uphold their heritage in high esteem, including their rich Indigenous languages.

After decades of advocacy on behalf of First Nations, the federal government at last enacted legislation that commits to respecting Indigenous languages by adopting the *Indigenous Languages Act* on June 21, 2019. This federal law establishes appropriate, coherent, sustainable, and long-term approaches to support First Nations in their efforts to reclaim, revitalize, maintain, and normalize their languages.

Through our languages, we communicate and pass on our culture, worldviews, knowledge systems, values, traditions, customs, history, spirituality, and social and political identities to future generations. Our languages are living; they come from the land, are integral to our identity, and are a key aspect of our self-determination.

Furthermore, First Nations have, time and time again, expressed their visions and concerns at the provincial level. By virtue of the right to self-government, First Nations have also emphasized their willingness to be an integral part of everyday decision-making processes that directly affect our rights to freely exercise the right to education.

The Government of Québec therefore has the responsibility to recognize the particular and specific character of First Nations, because First Nations are interlocutors unlike any other. In accordance with their status, First Nations have the right to participate directly in any decision-making process that may affect them or their rights.

The Assembly of First Nations Québec-Labrador (“**AFNQL**”) and the regional commissions and organizations (“**RCOs**”) cannot dismiss the repercussions that persist in the new draft of the *Charter of the French Language* (“**Charter**”) proposed by the government of Québec with Bill no. 96: *An Act respecting French, the official and common language of Québec* (“**Bill 96**”), on First Nations, who have been fending off assimilative measures concerning their Indigenous languages and cultures for decades.

The Government of Québec cannot claim ignorance of our ancestral and constitutional rights and the devastating effects that the policy of linguistic assimilation contained in the Charter has on our children, our languages, our culture, and our communities. The exemptions that are currently provided for in sections 95 to 97 are not broad enough to ensure the full exercise of constitutional language rights for First Nations or the educational success of their students.

To ensure that Québec takes account of the constitutional rights of First Nations, the AFNQL Chiefs’ Assembly recently adopted Resolution No. 08/2021 demanding the establishment of a special joint commission of the National Assembly. This special commission would allow

for a true government-to-government dialogue between First Nations elected officials and Québec's elected officials on decisions affecting the First Peoples.

In its current version and despite the proposals contained in Bill 96, the Charter creates systemic language barriers that hinder the academic success of First Nations students. There are multiple socioeconomic determinants that are detrimental to the educational success of First Nations students in Québec, both in the short and long-term. Québec's legislation must not in any way hinder their academic success or Indigenous language learning.

Today, more than half of First Nations students are sent to school off reserve (or "**outside of their community**"). For example, many students are forced to go to schools where they are taught in French, whereas their maternal language may be an Indigenous language or English. Many are unable to obtain secondary and college degrees because of second-language credits in French.

Currently, the Government of Québec is in violation of First Nations constitutional rights and obligations: Bill 96 must clearly provide that the provisions requiring students to be taught in French or to take French as a second language in high school and college do not apply to First Nations students. Without the addition of a clear exemption, this bill will violate First Nations constitutional rights and continue to hinder First Nations students' academic success.

Additionally, we find it difficult to explain why Bill 96 neglects to consider the different reports from the different commissions and committees recommending that section 97 of the Charter be amended to expand the concept of residency to include professional residency. Once again, we seem to be disregarding the realities of these communities. As these communities are faced with a housing crisis, it is difficult to apply section 97 in practice.

In addition, for English-speaking professionals, continuing education poses a problem since the majority of trainings are only offered in French. English-speaking communities who wish to develop their own trainings in English must shoulder the cost for those trainings to be recognized by the appropriate professional order. In fact, some professionals who have completed their studies outside of Québec have experienced difficulties in having their professional diploma equivalency recognized in whole or in part in Québec. However, these professionals provide culturally appropriate services and are aware of the communities' specific issues and needs.

Bill 96 must also exempt professionals working within First Nations communities from section 32 of the Charter. The amendments to this section as set forth in Bill 96 could potentially impact the quality of care that these professionals provide.

PROPOSED AMENDMENTS

The AFNQL and RCOs invite the Minister Responsible for the French Language to take bold action in consideration of the reality of First Nations by including provisions in Bill 96 that would promote their Indigenous languages through the integration of the following proposed amendments into Bill 96. These provisions would not diminish the French language in Québec.

First, the AFNQL and RCOs request that the Legislator modernize the preamble of the Charter by updating the legislative vocabulary used to refer to First Nations and Inuit in Québec. (**Proposed amendment #1**)

Next, the AFNQL and RCOs request that the provisions on the language of instruction (Chapter VIII) and the policies of college or university-level institutions regarding the use and quality of the French language (Chapter VIII.1) not apply to the First Nations, regardless of their place of living. (**Proposed amendment #2**)

Next, the AFNQL and RCOs request that students possessing a Certificate of Indian Status issued to individuals registered on the Indian Register in accordance with the *Indian Act* (R.S.C. 1985, c. 1-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code be granted the right to receive instruction in English when it is their maternal language or second language. In effect, all provisions of the Charter requiring students to pursue kindergarten, elementary, and secondary instruction in French should not apply to First Nations students because these provisions cause unjustifiable harm to the First Nations' right to self-determination and self-government, in addition to putting the First Nations students at a disadvantage with regard to school success. (**Proposed amendment #3**)

Furthermore, the AFNQL and RCOs request that Indigenous students be allowed to study in their maternal language and be supported in their school success at the secondary level by allowing students who possess a Certificate of Indian Status issued to individuals registered on the Indian Register in accordance with the *Indian Act* (R.S.C. 1985, c. 1-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code to receive instruction in their maternal language, whether it be a traditional language or English. (**Proposed amendment #4**)

Finally, in order to adapt the standards that apply to professional orders to the linguistic context of First Nations, we propose an amendment to the second paragraph of section 97 of the Charter that expands the concept of residency to include professional residency, as

the amendment proposed by Bill 96 is insufficient; it does not cover all situations, namely professionals who reside in Québec, but outside of their community. Consequently, the associated *Regulation 10¹* should also be amended (Viens Commission, call to action no. 12). (**Proposed amendment #5**)

¹ *Regulation to authorize professional orders to make an exception to the application of section 35 of the Charter of the French Language*, CQLR, c. C-11, r.10.

RECOMMENDATIONS

The AFNQL and RCOs have also made recommendations in order to propose amendments so that First Nations students can be exempted from the second language credit requirements and from the instructional language and literature standardized exam at the college level. (**Recommendations #1 and #2**)

Considering the Quebec government's intent to modify certain constitutional provisions, the AFNQL and RCOs are asking the government to join them in a governments-to-government dialogue, and to use this new forum as an opportunity to seek out sustainable solutions for Indigenous language protection. (**Recommendation #3**)

Furthermore, the AFNQL and RCOs have formed four recommendations concerning issues related to continuing education and equivalency recognition:

Implement the recommendations of the Committee regarding the application of the *Act to amend the Professional Code and other legislative provisions in the field of mental health and human relations* within First Nations and Inuit communities immediately (Viens Commission, call to action no. 106), and more specifically, create, recognize, and translate continuing education materials. (**Recommendation #4**)

Offer cultural competency training to health professionals, students, Québec's public service providers, and any other individual providing health-related services to First Nations (National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls (MMIWG), call for justice no. 7.4; MMIWG Supplementary report: Québec, call for justice no. 8; Truth and Reconciliation Commission (TRC), call to action no. 23). (**Recommendation #5**)

Increase the number of Indigenous professionals working in the healthcare field (Truth and Reconciliation Commission, call to action no. 23 directed at all levels of government). (**Recommendation #6**)

Create effective and well-funded opportunities to encourage Indigenous individuals to work in the health and wellness fields within their communities and provide socioeconomic incentives for this purpose. (MMIWG, call for justice no. 7.8 directed at all governments and health service providers) (**Recommendation #7**)

Finally, the AFNQL and RCOs put forth the following recommendations regarding access to information and governmental communications with the First Nations:

Require that any government correspondence to First Nations that is written in French be automatically accompanied by a translation in their Indigenous language and/or in English (Viens Commission, call to action nos. 16 and 17). Documents must be translated into English regardless of whether or not one of the parties requests it. (**Recommendation #8**)

Require governmental officials to automatically hold briefings in English when a briefing is planned for the First Nations in French. (**Recommendation #9**)

Provide First Nations organizations with the necessary funding to cover translation costs when First Nations professionals work outside of communities. (**Recommendation #10**)



1 Introduction of the Organizations

1.1 The AFNQL and its Regional Commissions and Organizations (RCOs)

Created in May 1985, the Assembly of First Nations Québec-Labrador (AFNQL) is the occasional meeting point for the Chiefs of the communities of the First Nations of Québec and Labrador.

The Assembly is made up of 43 First Nations communities of Québec and Labrador and represents ten nations: the Abenaki, Algonquin, Atikamekw, Cree, Huron-Wendat, Innu, Maliseet, Mi'gmaq, Mohawk, and Naskapi.

It regularly holds Chiefs' Assemblies in order to receive political mandates, arrive at common positions, and make decisions.

The AFNQL Secretariat supports the AFNQL on a political level on issues that require governmental intervention.

Over the years, the AFNQL has created RCOs: the First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission (FNQLHSSC) (1994), the First Nations Human Resources Development Commission of Québec (FNHRDCQ) (1996), the First Nations of Québec and Labrador Economic Development Commission (FNQLEDC) (1999), the First Nations of Québec and Labrador Sustainable Development Institute (FNQLSDI) (2000), and the First Nations of Québec and Labrador Youth Network (FNQLYIN) (2006).

The First Nations Education Council (FNEC) (1985), which existed before the creation of the AFNQL, is also one of the RCOs.

[See Appendix 1 for a detailed description of each RCO.]

2 Linguistic And Educational Context of Québec First Nations

2.1 First Nations of Québec

Eleven Nations occupy land in Québec: the Abenaki, Algonquin, Atikamekw, Cree, Innu, Maliseet, Mi'gmaq, Mohawk, Naskapi, Huron-Wendat, and Inuit Nations. They make up **42 First Nations communities** and **15 Inuit villages**.

2.1.1 Indigenous Languages

Promoting, preserving, and teaching Indigenous languages are vital to our Nations. Our Indigenous languages are intrinsic to our identity and culture. These cultural treasures date back millennia and must be both preserved and brought to light.

Each Nation has its own language that may be made up of several dialects. The **Indigenous languages** are Aln8ba8dwaw8gan (Abenaki), Anishnabemowin (Algonquin), iiyiyyu ayimuu (Cree), Innu Aimun (Innu), iyuw iyimuun (Naskapi), Kanien'kéhà (Mohawk), Mi'kmawi'simk (Mi'gmaq), Nehirowimowin (Atikamekw), Wendat, Wolastoquay latuwewakon (Maliseet), and Inuktutit (the “**Indigenous languages**”).

2.1.2 Self-Determination and Language Rights

First Nations have a right to self-determination and self-government, which includes among other things language proficiency, both in educational and cultural contexts.

Language rights include the right to use, promote, preserve, revitalize, and teach their languages in order to pass them on to the current and future generations and preserve their cultures.

These rights are Indigenous rights protected by paragraph 35(1) of the *Constitution Act, 1982*, and must be interpreted in a broad and liberal manner in the light of international law.

2.1.3 Approved Studies and Language Credits

In order to receive a Secondary School Diploma approved by the Minister of Education or a Diploma of College Studies approved by the Minister of Higher Education, students must complete second language requirements without which they are unable to receive their diplomas.²

For non-Indigenous students who attend an English-language secondary school or college, the second language is French on account of the following articles from the *Charter of the French Language*:

84. *No secondary school leaving certificate may be issued to a student who does not have the speaking and writing knowledge of French required by the curricula of the Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.*

88.2 *[...] [The language policy] of an institution that provides college or university instruction in English to the majority of its students must pertain to the teaching of French as a second language [...].*

Furthermore, section 62 of Bill 96 proposes the following replacement in Section 88:

88.3 *[...] the language policy of an English-language college or university-level educational institution must pertain to:
[...] (3) the teaching of French as a second language.*

² Section 32(2) of the *Basic school regulation for preschool, elementary and secondary Education Act*, CQLR c. I-13.3, r. 8; Sections 7 and 8 of the *College Education Regulations*, CQLR c. C-29, r. 4.

Regardless of where they live, Bill 96 must, in our view, grant First Nations students the right to choose, if possible, an Indigenous language as their second language as the sections of the Charter and Bill 96 mentioned above do not apply to them.

Moreover, in order to support their school success, First Nations students whose second language is English should be exempt from having to earn second language credits because in reality that second language would be their third language.

2.2 Demographic and Socioeconomic Profile

The data used in this section come primarily from the *Québec First Nations Regional Health Survey - RHS 2015* conducted by the First Nations of Quebec and Labrador Health and Social Services Commission (FNQLHSSC).³

According to many authors, it has become apparent that factors such as access to employment, low household income, and food insecurity are impacting access to education, the number of school dropouts, and school success.⁴

It is clear from the demographic and socioeconomic profiles of the Québec First Nations that their population continues to grow and that it is also younger compared to the median age of the rest of Québec's population. According to the 2015 RHS statistics, 57.7% of members live within their community and that number is trending downward.

Two socioeconomic factors in particular, household income and employment, have a significant and systemic impact on access to education and school success.

Regarding household incomes for Québec First Nations, the results of the 2015 RHS show that the majority of Indigenous adults with children are living under the low-income cut-off. Finally, with regard to the employment rate among First Nations adults in Québec, the 2015 RHS results show that this rate stayed at the same level when compared to the 2002 RHS. The data also show a higher employment rate among adult women and that the majority of adults work within their community.

Thus, within the framework of the Charter reform, Québec lawmakers must consider these socioeconomic determinants, detrimental both in the short and long-term to the school success of Indigenous students in Québec, rather than applying provisions regarding the language of instruction and policies at college or university-level educational institutions relating to the use and quality of the French language to First Nations students with a broad stroke.

In addition to respecting the constitutional language rights of the First Nations, this would support their academic success.

³ The RHS is a unique example of demographic research designed by and for Québec First Nations that offers scientifically valid information that is both culturally and linguistically adapted to the First Nations. First Nations of Quebec and Labrador Health and Social Services Commission (FNQLHSSC), 2018.

⁴ Kirkpatrick and Tarasuk, 2009; Tyler and Lofstrom, 2009; and Duncan, Ziol-Guest, and Kalil, 2010; OECD, 2012.

2.2.1 Population According to Place of Residence (on or off reserve)

The results of the 2015 RHS showed that the First Nations populations in Québec continue to grow and that First Nations members are residing more and more frequently outside of their community.

According to the data used by the 2015 RHS, almost 70,000 First Nations members in Québec were counted in 2016 (FIGURE 1 – See the Figures in Appendix 2), 57.7% (39,586) of whom lived on reserve while 42.2% lived off reserve.

That said, the community members living off reserve saw a higher increase (4.3% per year) compared to an increase of only 1.4% per year for community members living on reserve between 1996 and 2016.

2.2.2 Median Age⁵ According to Geographic Zone

Even though the data used in the RHS show that the Québec First Nations population was becoming older between 1996 and 2016 (FIGURES 2 and 3), the Québec First Nations remain younger when compared to the non-native population of Québec.⁶

The 2015 RHS data paint an economic portrait that illustrates a clear link with the educational success Québec First Nations youth. As we will see below, two factors in particular, household income and employment, have a significant and systemic impact on access to education and school success.⁷

2.2.3 Income and Low Household Income

The results of the 2015 RHS show that the majority of Indigenous adults with children were living below the low-income cut-off.

Although the percentage of First Nations adults (25 and older) living in households with a household income of less than \$40,000 has decreased since 2008, more than half of adults (56.3%) reported living in a household with a total income of less than \$40,000 for the previous year (FIGURE 5).

While 58.7% of women reported a household income of less than \$40,000, 54% of men reported living in a household with a total income below \$40,000 (FIGURE 6).

⁵ The median age presents a more accurate picture than the average age because it is not affected by outlying populations that are either far younger or far older.

⁶ Statistics Canada, 2016; For information purposes only: according to the data in the 2016 Census, Québec First Nations individuals were considerably younger. While the median age of non-native individuals in Québec was 41.7 years, the median age of Québec First Nations individuals was 33.1 years. Statistics Canada. 2018. In addition, the age of First Nations individuals in Quebec varies according to the place of residence (FIGURE 4).

⁷ Ferguson et al. 2007; Sisco et al. 2012. According to Statistics Canada, "The low-income measure, after tax, refers to a fixed percentage (50%) of median adjusted after-tax income of private households. The household after-tax income is adjusted by an equivalence scale to take economies of scale into account." The low-income cut-off in 2015 was \$22,133 for a one-person household and \$44,266 for a four-person household. Statistics Canada. Statistics Canada, 2016a and 2016b.

2.2.4 Employment

In terms of the employment rate among Québec First Nations adults, the 2015 RHS results show that the rate has stayed the same compared to the first RHS study in 2002. The data also show a higher employment rate among adult women (FIGURE 7) and that the majority of adults are working within their own community (FIGURE 8).⁸

2.3 THE IMPORTANCE OF INDIGENOUS LANGUAGES IN ENSURING THE CONTINUITY, REVITALIZATION, MAINTENANCE, AND THRIVING OF FIRST NATIONS LANGUAGES AND CULTURE IN QUÉBEC

As the creative vehicle for a society's collective imagination and an indispensable element in the development of principles, worldviews, and knowledge in all cultures, language is a primary criterion for educational success.⁹ As a symbol of pride and a channel for intergenerational communication in any community, maternal language attrition can be detrimental to the well-being of the members of a community that speaks it.¹⁰

According to the *UNESCO Atlas of the World's Languages in Danger*, numerous Indigenous languages in Canada are at risk of disappearing.¹¹ The UNESCO Atlas reports that three quarters of the Indigenous languages spoken in Canada are "definitely endangered," "severely endangered," or "critically endangered."¹² According to the 2015 RHS, only a minority of respondents living on reserve continue to use a First Nations language for everyday communication. These figures are particularly low among residents of urban communities.

Despite the inherent, constitutional, international, and treaty rights and despite the existence of rights in provincial and federal laws that guarantee the use and maintenance of Indigenous languages, First Nations languages and cultures in Québec and Canada have been constantly disrupted, ignored, disparaged, and silenced by policies and structures that ultimately result in the elimination and assimilation of their speakers.¹³

The continuity, revitalization, support, and development of First Nations languages and cultures in Québec is the cornerstone of educational success and community development.¹⁴

⁸For information purposes only: According to the data put out by Statistics Canada, the employment rate (for ages 15 and over) for Québec First Nations individuals was 49.4% compared to 59.5% for the non-native population. We see a similar pattern at the 25 to 64 years age range with an employment rate of 61.9% in Québec First Nations communities compared to 75.5% for non-natives. Statistics Canada, 2018.

⁹ United Nations, 2018.

¹⁰ Patrick, 2007; Skutnabb-Kangas, Nicholas and Reyhner 2016.

¹¹ UNESCO, 2010; Gabriel, 2019.

¹² UNESCO, 2010; Assembly of First Nations, 2020.

¹³ Royal Commission of Aboriginal Peoples, 1996; TRC, 2015; Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec, 2019; UNESCO, 2020.

¹⁴ See, among others, Maurais, 1992; and Drapeau, 2011.

2.3.1 Indigenous Languages and First Nations Cultures in Québec

First Nations traditional languages are the vehicle for the expression of a unique vision of the world and an indispensable communication link between the past and the future. Through the use of traditional languages, First Nations transmit their cultures, their own theories of knowledge, their knowledge, their traditions, and their values that date back thousands of years.¹⁵

According to 2015 RHS data, a large proportion of community residents reported having knowledge of a First Nations language. Approximately 50% of respondents living in their community said they had either a medium or advanced ability to understand and speak a First Nations language. However, only one third of respondents said they were able to read (34%) and write a First Nations language (29%) (FIGURE 9 – See Annex 2).

With respect to the everyday use of a First Nations language, only four out of ten 2015 RHS respondents living in a community reported using their First Nations language on a regular basis (FIGURE 10). These proportions do not appear to vary depending on the respondent's gender or age.

According to data from the First Nations Labour and Employment Development (FNLED) survey, 43% of people working on reserve use a First Nations language as their main language in the workplace.¹⁶ It should be noted that 12% of the individuals who work outside of a community reported speaking mainly a First Nations language (FIGURE 11).¹⁷ In addition, three quarters (78%) of respondents believe that speaking a First Nations language is an asset when it comes to obtaining a job in their community, while 29% of respondents believe that having English or French as a second language is a barrier to obtaining a job outside of their community (FIGURE 12).¹⁸

2.4 LITERATURE REVIEW: FIRST NATIONS STUDENT SUCCESS, CULTURAL PRIDE AND FIRST NATIONS CONTROL OF FIRST NATION EDUCATION

For many decades now, a vast array of studies has looked at factors affecting – both negatively and positively – the educational success of First Nations students in Québec and Canada.¹⁹ Whether it is examined through a pedagogical,²⁰ sociodemographic,²¹ historical,²² epistemological-philosophical,²³ or legal lens,²⁴ both Indigenous and non-Indigenous scholars agree on the fact that reclamation, activation, and development of a

¹⁵ AFN, 2019.

¹⁶ 49% of workers working on reserve use primarily English or French at work. Not surprisingly, this proportion is higher among people working off reserve, at 88%. *First Nations Labour and Employment Development (FNLED) survey*. Preliminary data pending publication. Hereafter FNLEDS.

¹⁷ FNLEDS, forthcoming.

¹⁸ FNLEDS, forthcoming.

¹⁹ For instance, Battiste, 2002; CCL, 2009; Archambault, 2010; Fontaine, 2012; Richmond and Smith, 2012; Toulouse, 2013; Moon, 2014; Lévesque et al., 2015; Ratel, 2018.

²⁰ Maina, 1997; Moon, 2014.

²¹ Bougie and Senécal, 2010; C.D. Howe, 2011; Canadian Centre for Policy Alternatives, 2013.

²² Cherubini, 2013.

²³ Battiste, 2013.

²⁴ Leicht, 2006; Fallon and Paquette, 2012.

culturally and linguistically appropriate education system is at the heart of what Marie Battiste labelled “the Renaissance” (2013) of First Nations knowledge in Québec and Canada.

In this section, we begin with a review of the past three decades of literature relative to inhibiting factors to educational success of First Nations students in the Canadian and Québec contexts. We then pursue with an appraisal of avenues for the advancement and educational success of First Nations students as presented in recent studies. Overall, the literature discussed herein brings to the fore the critical significance of First Nations’ life-long, holistic pedagogical approaches; the inclusion and recognition of First Nations’ knowledge, cultures, and languages in pedagogical strategies and curricula; and, most critically, a fully-fledged First Nations control of education for the flourishing and full educational success of First Nations students.²⁵

2.4.1 Factors Inhibiting First Nations Student Success

Scholarship has looked at a multiplicity of factors hindering the educational attainment of First Nations students. Issues inhibiting First Nations student success can be broadly conceived of as individual and structural or systemic.²⁶

In speaking of factors inhibiting success at the individual level, certain scholars have highlighted that cognitive learning models vary according to culture, and that First Nations students are faced with a binary opposition between a “linear,” Eurocentric epistemology versus “simultaneous” First Nations models of learning.²⁷ This distinction further emphasizes that mainstream models of individual student assessment focus primarily on quantitative indicators, such as provincial standardized tests or completion rates²⁸ that fail to tap on the rather social, experiential paths to Indigenous learning,²⁹ and thereby tend to categorize pedagogical differences as student learning failures.³⁰

Scholars have also stressed the extent to which official languages of instruction function as major inhibitors of educational success. Studies have showed, for instance, that despite Canada’s official bilingualism and ethos of multiculturalism,³¹ current learning models tend to demote and marginalize traditional languages spoken at home to the detriment of First Nations students’ second, official languages of instruction at school.³²

In so doing, this so-called “linguistic gap” offers little or no stimulus to First Nations students,³³ has a negative impact on their individual and collective self-esteem,³⁴ weakens their ties to their communities and cultures,³⁵ imposes a culture of “monolingualism” and

²⁵ Assembly of First Nations, 1972, 1988 and 2012.

²⁶ Royal Commission on Aboriginal Peoples, 1996; Archambault, 2010; National Collaborating Centre for Indigenous Health, 2017.

²⁷ Battiste, 2002; Hampton and Roy, 2002; Rodon, 2008.

²⁸ Moon, 2014.

²⁹ Battiste, 2013.

³⁰ CCL, 2009.

³¹ Leicht, 2006; Haque and Patrick, 2015.

³² Fontaine, 2012; Lévesque et al., 2015.

³³ McIvor, 2005.

³⁴ Morcom, 2013, 2014 and 2017.

³⁵ Hornberg, 1991.

assimilationism, and subsequently reinforces the decline of already endangered traditional languages.³⁶

When it comes to rather systemic factors, recent literature has ranged from meso and meta-level factors that thwart First Nations student success. Archambault³⁷ and Lévesque et al.,³⁸ for instance, pinpointed the impact of teacher and education staff turnover in Québec's First Nations educational institutions, which, coupled with chronic teacher shortages, adds up to First Nations students' endemic educational disadvantages.

By the same token, studies have also underscored the difficulties faced by First Nations' education authorities to recruit qualified teachers and education workers,³⁹ most particularly educators with training on, and awareness of, First Nations' cultures, languages, and realities.⁴⁰

Other researchers have centred on the socio-economic inequities that trample First Nations students' learning success. Poverty has been particularly shown to be a determinant of students' overall well-being and ability to learn,⁴¹ as it is linked to long-term factors of student success, such as family employment, housing, physical and mental health, isolation, food insecurity, parental support or modelling,⁴² and by directly limiting the access to cost-related aspects, such as transportation, education materials and aids, access to information and communication, etc.⁴³

Chronic, structural inequities in educational funding for First Nations education, especially in rural and isolated regions, have also been discussed as chronically affecting student success. Issues considered include the long-standing underfunding of First Nations' education infrastructure,⁴⁴ capped funding for special education and educational services,⁴⁵ the meagre financing for language, adult education, culture programming, and early learning and childcare,⁴⁶ and the outdated and archaic education funding formulas overall.⁴⁷

Lastly, but arguably most critically, a wide range of studies and reports have spotlighted the pervasive effects of colonialism as well as the intergenerational trauma engendered by Canada's Residential School System on student success.⁴⁸ The distress associated with the "total institution"⁴⁹ of the Residential School System and its ethos of colonialism, assimilationism, abuse, and racism continue to reverberate and effect the transmission of knowledge onto successive generations.⁵⁰

³⁶ Bougie, Wright and Taylor, 2003.

³⁷ 2010.

³⁸ 2015.

³⁹ Presseau et al., 2006; Cherubini et al., 2010.

⁴⁰ Taylor et al., 1993; Lévesque et al., 2015; Ratel, 2018.

⁴¹ Sisco et al., 2012.

⁴² Hankivsky, 2008; CCL, 2009; C.D. Howe, 2011; Lacour and Tissington, 2011; Treanor, 2012; NCCAH, 2017; Commission on relations between Indigenous peoples and certain public services in Québec, 2019.

⁴³ Van den Berg, 2008; Canadian Centre for Policy Alternatives, 2013.

⁴⁴ SSCAP, 2011; Parliamentary Budget Officer, 2018.

⁴⁵ Sisco et al., 2012.

⁴⁶ Goulet et al., 2001; Nguyen, 2011.

⁴⁷ Bastien, 2008; First Nations Education Council, 2009 and 2010.

⁴⁸ Among others, RCAP, 1996; Haig-Brown, 1998; Battiste, 1998, 2002 and 2013; Fallon and Paquette, 2011; Toulouse, 2013; TRC, 2015.

⁴⁹ Barman et al., 1986.

⁵⁰ Battiste, 2013; TRC, 2015.

Studies have noted the pervasive effects of forceful assimilation on parental attitudes toward education,⁵¹ on graduation rates of second and third-generation survivors,⁵² on psychosocial and collective well-being,⁵³ on the status of values, language and knowledge,⁵⁴ on household characteristics and socio-economic status,⁵⁵ on parental involvement in children's education,⁵⁶ and on the individual and collective sense of belonging,⁵⁷ among other inhibitors of First Nations student success.

2.4.2 Key Enablers of First Nations Student Success

In spite of the manifold individual and systemic obstacles affecting First Nations students throughout their school experience, scholarship has nonetheless identified and advanced a variety of avenues that have enabled, or can potentially enhance, First Nations student success and cultural pride.⁵⁸

Scholars have stressed the import of reassessing governmental priorities at both federal and provincial levels (Archambault, 2010) as a means to carve out room for what Battiste labelled “Indigenous Knowledge” at all levels of education governance.⁵⁹ Literature further conveys that albeit the attempts to advance education policies during the past decades, Indigenous Knowledge in general, and First Nations knowledge in particular, must come to be considered and embraced as part of mainstream education policies and not as a siloed or “ad hoc” agenda.⁶⁰

Scholarship has also reflected on the importance of instilling traditional language and land-based learning at early ages. Early intervention affects cultural and language revitalization⁶¹ and encourages positive self-worth, development,⁶² and school readiness.⁶³ Similarly, studies have noted how traditional languages and an education environment based on principles of experiential learning have a positive impact on students’ self-esteem, cultural pride, future educational and linguistic outcomes, and graduation rates.⁶⁴

Literature in the field has further added that while bilingualism and immersion do have an impact on outcomes, First Nations learners taught in Indigenous mother tongues show lower drop-out rates, perform better overall, receive more family support, and are more likely to engage in community and cultural activities.⁶⁵ Be that as it may, studies have cautiously denoted that immersive language programs remain scattered and largely underfunded,⁶⁶ and that a distinction needs to be made between “strong” and “weak” immersive or bilingual

⁵¹ Feir, 2016.

⁵² O’Gorman and Pandey, 2015.

⁵³ Bombay et al., 2013.

⁵⁴ Blacksmith, 2011.

⁵⁵ Bougie and Senécal, 2010.

⁵⁶ Barnes et al., 2006.

⁵⁷ Richmond and Smith, 2012; Whitley, 2014.

⁵⁸ AFN, 1988; RCAP, 1996; CCL, 2009; Toulouse, 2013; TRC, 2015.

⁵⁹ Battiste, 2008; Nguyen, 2011.

⁶⁰ Battiste, 1998; Toulouse, 2013.

⁶¹ Ball, 2007.

⁶² Nguyen, 2011.

⁶³ CCNSA, 2017.

⁶⁴ Ball, 2007; Guèvremont and Kohen, 2012; Battiste, 2013; Morcom, 2017.

⁶⁵ Freedon, 1988; Fontaine, 2012.

⁶⁶ SSCA, 2011; AFN, 2012

education, whereby the former entails the acquisition of and focus on a traditional language in a holistic environment of learning.⁶⁷

In the same vein, the creation of an environment of learning attuned with a rather holistic model of learning has been showed to be conducive to the academic success of First Nations youth.⁶⁸ Studies have showed the extent to which a strong parent-school connection,⁶⁹ cultural securitization,⁷⁰ and elder involvement⁷¹ have a positive impact on student perceptions of academic attainment and success.

Fostering student-teacher trust has been showed to have a positive effect on First Nations learners, as well. An approach based on care, empathy and cultural recognition helps to fulfil oftentimes missing affective roles.⁷² The presence of Indigenous educators has also been showed to influence academic attainment.⁷³

The integration of Indigenous Knowledge⁷⁴ into pedagogical strategies in non-Indigenous contexts has been underscored as essential for First Nations student success, teacher capacity-building, and educational systemic-level changes.⁷⁵

In addition, while calling mainstream educational strategies and measures of student success “a conceptual disconnect,” researchers have concluded that current educational attainment frameworks simply do not paint a full picture of First Nations student learning and rather reproduce an unfair and biased imagery of failure.⁷⁶ Assessment frameworks attuned to lifelong and holistic pedagogical approaches, on the opposite end, provide a more nuanced assessment and further appropriately inform policy and program change.⁷⁷

Finally, organizations and scholars alike have called for First Nations control of First Nations education as well as for a conscious shift in the collective perception of First Nations student success.⁷⁸ Critically, Fallon and Paquette⁷⁹ asserted that the emergence of a discourse on the rights of First Nations to control First Nations education still needs to move from its current abstract, management-oriented language to a self-conscious narrative of control and development of First Nations educational curricula.

⁶⁷ Morcom, 2014.

⁶⁸ Moon, 2014; Querengesser, 2014; Girard and Vallet, 2015.

⁶⁹ CCL, 2009.

⁷⁰ Richmond and Smith, 2012.

⁷¹ Toulouse, 2013.

⁷² Hampton and Roy, 2002; Peron and Côté, 2015; Moon and Berger, 2016.

⁷³ Berger, 2002.

⁷⁴ Battiste, 2002.

⁷⁵ Hampton, 1995; RCAP, 1996; Wotherspoon and Schissel, 1998; Archambault, 2010; Lévesque et al., 2015; Kim, 2016; Rousseau et al., 2021.

⁷⁶ Moon, 2014.

⁷⁷ CCL, 2019.

⁷⁸ AFN, 1972, 1988 and 2012; Battiste, 2002 and 2013; Bastien, 2008; Toulouse, 2013.

⁷⁹ 2012.

3 Recognition of First Nations Constitutional Language Rights

3.1 Existing Legislation

The *Charter of the French Language*⁸⁰ stipulates in section 97(1) that “The Indian reserves are not subject to this Act.”

In addition, section 95 provides exceptions with respect to the Agreement concerning James Bay and Northern Québec:

95. The following persons and bodies have the right to use Cree and Inuktitut and are exempt from the application of this Act, except sections 87, 88 and 96:

(a) persons qualified for benefit under the Agreement indicated in section 1 of the Act approving the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (chapter C-67), in the territories envisaged by the said Agreement;

(b) bodies to be created under the said Agreement, within the territories envisaged by the Agreement;

(c) bodies of which the members are in the majority persons referred to in subparagraph a, within the territories envisaged by the Agreement.

This section, with the necessary modifications, applies to the Naskapi of Schefferville.

The National Assembly of Québec recognizes the right of the “Amerinds and the Inuit of Québec, the first inhabitants of this land, to preserve and develop their original language and culture” in the preamble to the Charter.

3.2 Constitutional Language Rights and First Nations Student Success

The constitutional rights of First Nations must be reflected in the new wording of the *Charter of the French Language*. The exemptions provided for in sections 95 and 97 are not broad enough to ensure the full expression of constitutional language rights and to promote the educational success of First Nations in Québec.

In 1977, The National Assembly of Québec recognized the right of “the Amerinds and the Inuit of Québec, the first inhabitants of this land, to preserve and develop their original language and culture” in the preamble to the Charter, and specifically exempted reserves from its application.

However, today, more than half of First Nations students attend schools off reserve. In addition to violating their most fundamental rights, the *Charter of the French Language* is a barrier to First Nations educational success. Many students are forced to attend school in French, whereas their mother tongue is an Indigenous language or English. Many are

⁸⁰ This remains unchanged in Bill 96.

unable to obtain secondary and college degrees because of second-language credits in French.

Bill 96 should clearly provide those provisions requiring students to be educated in French or to take second-language courses in French at the secondary and college levels are not applicable to First Nations students. Without the inclusion of a clear exemption, First Nations constitutional rights and their academic success will continue to be constrained.

Protection by paragraph 35(1) of the Indigenous right to self-government was upheld by Canadian courts, specifically the *Campbell*⁸¹ and *Coon Come* decisions where the Court of Appeal of Québec ruled that section 35 introduces a “third component” to the functioning of Canadian federalism which should be considered in the division of powers, between provincial legislatures and the Canadian Parliament.⁸² The federal government also acknowledged “the inherent right of self-government as an existing Indigenous right under section 35 of *The Constitution Act, 1982*.⁸³ The right to self-determination and self-government must be interpreted in the light of the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*,⁸⁴ which provides in section 14 that:

Indigenous peoples have the right to establish and control their educational systems and institutions providing education in their own languages, in a manner appropriate to their cultural methods of teaching and learning.

States shall, in conjunction with Indigenous peoples, take effective measures, in order for Indigenous individuals, particularly children, including those living outside their communities, to have access, when possible, to an education in their own culture and provided in their own language.

Education is a key element of self-government and the right to self-determination. Competence in education stems in part from the right to education, which includes the right to make decisions about education such as the control of traditional knowledge and pedagogical development. First Nations education, language, and culture competencies must offer a choice in the language of instruction. Because of its constitutional nature, this inherent right cannot be modified or reduced through provincial legislation, cannot be limited to reservations, and must apply to education received off reserve to the extent possible. This means that First Nations have the right to choose the language of instruction, either English or French.

In addition, First Nations have the right to choose an Indigenous language as a second language, whether on or off reserve. As recognized by the Government of Canada in the *Indigenous Languages Act*,⁸⁵ Indigenous rights protected by subsection 35(1) of *The Constitution Act, 1982* include language rights, which include the right of First Nations to “to

⁸¹ *Campbell v. British Columbia*, [2000] 4 CNRL 1 (BC SC), 189 DLR (4e) 333.

⁸² *Canada (Attorney General) v. Coon Come*, [1991] CNLR 922 (QC CQ), p. 23.

⁸³ Indigenous and Northern Affairs Canada, *The Government of Canada's Approach to Implementation of the Inherent Right and the Negotiation of Aboriginal Self-Government*, Hull, online: <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1100100031843/1539869205136>

⁸⁴ In *114957 Canada Ltd. (Spraytech, Sparge Corporation) v. Hudson (Town)*, [2001] 2 S.C.R. 241, the Supreme Court of Canada made it clear that principles established in international law, even those that are not binding on Canada, can be legitimately considered in interpreting domestic law.

⁸⁵ *Indigenous Languages Act*, L.C. 2019, c. 23, s. 6.

revitalize, use, develop and transmit to future generations their [...] languages[...]."⁸⁶ In the Côté decision, the Supreme Court of Canada confirmed that "to ensure the continuity of aboriginal practices, customs and traditions, a substantive aboriginal right will normally include the incidental right to teach such a practice, custom and tradition to a younger generation."⁸⁷

As Gabriel Poliquin argues, the Crown, federal as well as provincial, has a positive obligation to promote the survival of Indigenous languages by providing First Nations with the means to revitalize their languages to the extent possible,⁸⁸ including through the revision of their laws and policies so as not to interfere with the revitalization of Indigenous languages. If this is not the case for all fundamental rights, official languages jurisprudence confirms that language rights protected by the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* create a positive obligation on the Crown's part. In *R. v. Beaulac*, Judge Bastarache stated that, by their very nature, language rights are not negative or passive rights; they can only be exercised if the means are provided. This is consistent with the notion favoured in the area of international law that the freedom to choose is meaningless in the absence of the duty of the State to take positive steps to implement language guarantees.⁸⁹

In the context of official languages, the state must put in place remedial measures to address the inequality between English and French. In the context of Indigenous languages, the objective is rather to ensure the survival of Indigenous languages in order to repair the wrongs that have been caused by the assimilationist policies of Canada and the provinces. At the very least, the federal and provincial governments must not set up barriers to the survival and preservation of Indigenous languages.

3.3 Off-Reserve

Following the principle of constitutionalism and the rule of law, the current wording of the Charter is an infringement of the Indigenous rights of First Nations and hinders their educational success. The provisions on the language of instruction (Chapter VIII) and on the policies of college and university institutions with respect to the employment and quality of the French language (Chapter VIII.1) should not be applicable to First Nations, whether on or off reserve.

No provisions of the Charter that require students to continue their preschool, primary, and secondary education in French should be applicable to First Nations students. These provisions are an infringement on the right of First Nations to self-determination and self-government and undermine their educational success.

Moreover, the provisions of the Charter that force students attending an English-speaking college to take French as a second language should not be applicable to First Nations students to the extent that these provisions prevent them from choosing a traditional language as a second language and, therefore, unjustly violates their language rights protected by subsection 35(1) of *The Constitution Act, 1982*, in addition to hindering their educational success.

⁸⁶ *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, Section 13.

⁸⁷ *R. v. Côté*, [1996] 3 S.C.C. 139, p.176. See also *R. v. Sioui* [1987] S.C.R. 1722 (CA) and *R. v. Sioui* [1985] S.C.R. 83-722 (C.S.).

⁸⁸ Poliquin, 2013, p. 585.

⁸⁹ *R. v. Beaulac* (1999) 1 S.C.R. para. 20.

4 Proposed Amendments to Bill 96 Concerning Constitutional Language Rights And First Nations School Success

This section contains proposed amendments to Bill 96 that would protect the constitutional language rights and the educational success of First Nations.

First, the AFNQL and RCOs recommend that the Legislator modernize the preamble to the Charter by updating the legislative vocabulary used to designate First Nations and Inuit in Québec. (**Proposed amendment # 1**)

The AFNQL and RCOs recommend that the provisions on the language of instruction (Chapter VIII) and on the policies of college and university institutions with respect to employment and quality of the French language (Chapter VIII.1) should not be applicable to First Nations, regardless of where they live. (**Proposed amendment # 2**)

The AFNQL and RCOs recommend that students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the *Indian Act* (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code be granted the right to receive instruction in English when it is their maternal language or second language. All provisions of the Charter that require students to continue their preschool, primary, and secondary education in French must not be applicable to First Nations students. These provisions are an infringement on the right of First Nations to self-determination and self-government and undermine their educational success. (**Proposed amendment # 3**)

In addition, the AFNQL and RCOs are calling for Indigenous students to be allowed to study in their maternal language and to promote their academic achievement at the secondary level, specifically, students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the *Indian Act* (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code to study in their maternal language, be it their traditional language or English. (**Proposed amendment # 4**)

Finally, in order to adapt the standards applicable to professional orders to the linguistic context of First Nations, it is proposed that the second paragraph of section 97 of the Charter be amended to extend the concept of residence to that of professional residence, since the amendment as suggested by Bill 96 is not sufficient; it does not cover all situations, namely professionals who reside in Québec but off reserve. The Regulations⁹⁰ should also be amended accordingly. (**Proposed amendment # 5**)

The AFNQL and RCOs also recommend amendments so that Indigenous students benefit from an exemption from the second language unit requirement for Indigenous students at the college level and an exemption from the uniform language of instruction and literature test for Indigenous students at the college level. (**Recommendations # 1 and # 2**)

⁹⁰ Regulation to authorize professional orders to make an exception to the application of section 35 of the Charter of the French language, R.S.Q., c. C-11, r.10.

4.1 Proposed Amendment # 1: Modernization of the preamble to the Charter of the French Language and descriptive terminology applicable to First Nations and Inuit of Québec

4.1.1 Proposed Amendment # 1

To modernize the terms used to describe First Nations, it is proposed to amend the preamble of the Charter by replacing the fourth paragraph with the following:

In a nation-to-nation relationship, the National Assembly recognizes the right of First Nations and Inuit in Québec to teach, value, and defend their language and culture of origin.

4.2 Proposed Amendment # 2: Exemption of First Nations members from the application of Chapter VIII and Chapter VIII.1 of the Charter of the French Language

4.2.1 Exemption from the Application of Chapter VIII for Members of First Nations

Currently, the non-application of the *Charter of the French Language* is restricted to a physical place, the Indian reserve, and not to individuals that are members of First Nations (with the exception of section 88).

The objective of the proposal is to extend, in the *Charter of the French Language*, the exception to individuals, where they benefit from education off reserve (“*required to exempt from the application of the provisions of this chapter in respect of*,” Chapter VIII of the *Charter of the French Language*).

It is proposed to replace section 87 with the following text:

Except as provided in section 88, a school body is required to exempt students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation’s local government membership code from the application of the provisions of this chapter.

In like manner, it is proposed to repeal the second paragraph of section 97 of the Charter.

In view of the amendment to section 87, it is no longer necessary, in our view, for the government to regulate the power of exception provided for in the Regulation adopted under the second paragraph of section 97 and, therefore, calls for the repeal of the *Regulation respecting the language of instruction of children residing on Indian reserves*.

Under this proposed amendment, a secondary student would no longer be required to have to a minimum knowledge of spoken and written French as stipulated in the curricula of the Minister of Education and Higher Education:

84. *No secondary school leaving certificate may be issued to a student who does not have oral and written knowledge of French required by the curricula of the Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.*

It should be noted, however, that the following proposed amendments concerning Indigenous secondary students would remain necessary in order to remove the language of instruction and second language unit requirements for obtaining a secondary school diploma by a student or adult.

4.2.2 Exemption from the Application of Chapter VIII.1 to Members of First Nations

It is proposed to add, after section 88.3 of the Charter, section 88.4 as follows:

Chapter VIII.1 of the Charter does not apply to students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code.

The objective of the proposed amendment is for Indigenous students to be able to enjoy an exemption from the application of the general policies provided for in Chapter VIII.1 in order to guarantee their specific rights. Without such an exemption, these two obstacles to First Nations constitutional language rights would persist in this chapter:

1. In the case of an institution that provides college or university instruction in French to the majority of its students, the language policy does not allow for the language of instruction, including the language of manuals and other instructional tools, the language of learning assessment instruments, the language of communication used by the administration of the institution in its official texts and documents as well as in any other form of communication, the quality of French and the command of the French language among the students, the teaching staff, especially upon hiring, and other staff members, and the language of work, to be an Indigenous language or English; and
2. In the case of an institution that provides college or university instruction in English to the majority of its students, the language policy must pertain to the teaching of French as a second language, the language used by the administration of the institution in its written communications with the civil administration and legal persons established in Québec, and the implementation of the policy and the monitoring of its application, whereas the second language in some Indigenous communities is a traditional language or English.

4.3 **Proposed Amendment # 3: Allow Indigenous students to receive instruction in their mother tongue or second language**

In order to allow First Nations students to receive instruction in English when it is their mother tongue or second language, the AFNQL and RCOs propose amending section 73 of the Charter by adding the following paragraph:

(6); students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

In the current version, section 73 of the Charter reads as follows:

73. *May receive instruction in English, at the request of one of their parents:*
 - (1) a child whose father or mother is a Canadian citizen and received elementary instruction in English in Canada, provided that that instruction constitutes the major part of the elementary instruction he or she received in Canada;*
 - (2) a child whose father or mother is a Canadian citizen and who has received or is receiving elementary or secondary instruction in English in Canada, and the brothers and sisters of that child, provided that that instruction constitutes the major part of the elementary or secondary instruction received by the child in Canada;*
 - (3) (subparagraph repealed);*
 - (4) (paragraph repealed);*
 - (5) (paragraph repealed).*

The AFNQL and RCOs suggest attributing the right to receive English education to the student's Indian status. Thus, this right would no longer be based on proof of education in English in Canada from a parent.

4.4 **Proposed Amendment # 4: Allow Indigenous students to study in their maternal language to promote their academic success at the secondary level**

4.4.1 Proposed Amendment # 4

To allow students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the *Indian Act* (R.S.C., 1985) 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code to study in their maternal language, be it their traditional language or English, it is proposed that Bill 96 amend paragraph 1 of subparagraph 1 of section 32 of the *Basic school regulation for preschool, elementary and secondary education* (Chapter I-13.3, r. 8), and thus promote their academic success by adding the following wording at the end:

, which are evaluated according to the second language requirements for a student holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

4.4.2 Additional Corresponding Changes

Other corresponding regulatory changes must be made in order to pursue this objective:

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 2 of subparagraph 1 of section 32 of the *Basic school regulation for preschool, elementary and secondary education* (Chapter I-13.3, r. 8), by adding the following wording at the end:

, except students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 1 of subparagraph 1 of section 30 of the *Basic adult general education regulation* (Chapter I-13.3, r. 9), by adding the following wording at the end:

, which are evaluated according to the second language requirements for a student holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 2 of subparagraph 1 of section 30 of the *Basic adult general education regulation* (Chapter I-13.3, r. 9), by adding the following wording at the end:

except students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 1 of subparagraph 1 of section 2.1 of the *College Education Regulations* (Chapter C-29, r. 4), by adding the following wording at the end:

, which are evaluated according to the second language requirements for a student holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 2 of subparagraph 1 of section 2.1 of the *College Education Regulations* (Chapter C-29, r. 4), by adding the following wording at the end:

except students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

4.4.3 Explanatory Notes to Proposed Amendment # 4

These amendments would have the effect that the language of instruction would become a requirement for second language units and would create an exemption from the requirement for second language units (at the secondary level) for students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the *Indian Act* (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code.

The French language should be evaluated as a second language (if the mother tongue is a traditional language or English) and Indigenous students should be exempted from the units required for the actual second language of instruction.

In the pursuit of this objective, section 32 of *Basic school regulation for preschool, elementary and secondary education* should be amended as follows:

32. The Minister shall award a Secondary School Diploma to students who earn at least 54 credits at the Secondary IV or V level. Among those credits, there must be at least 20 credits at the Secondary V level and the following credits:

- (1) 6 credits in Secondary V language of instruction, ***which are evaluated according to the second language requirements for a student holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;***
- (2) 4 credits in Secondary V second language, ***unless the student holds a certificate of Indian status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;***
- (3) 4 credits in Secondary IV mathematics;
- (4) 4 credits in Secondary IV science and technology or 6 credits in Secondary IV applied science and technology;
- (5) 4 credits in Secondary IV history;
- (6) 2 credits in Secondary IV arts education; and
- (7) 2 credits in Secondary V ethics and religious culture or physical education and health.

Credits earned in a vocational training program leading to a Diploma of Vocational Studies or to an Attestation of Vocational Specialization are taken into account when awarding the Secondary School Diploma.

Section 30 of the *Basic adult general education regulation* (Chapter I-13.3, r. 9) should also be amended:

30. The Minister shall award a Secondary School Diploma to adults who earn at least 54 credits at the Secondary IV or V level including at least 20 credits at the Secondary V level, and among those 54 credits, the following credits:

- (1) 12 credits in language of instruction, including at least 6 at the Secondary V level, **which are evaluated according to the second language requirements for a student holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5)) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;**
- (2) 8 credits in second language, including at least 4 at the Secondary V level, **unless the student holds a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5)) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;**
- (3) 4 credits in a Secondary IV or Secondary V program of studies established by the Minister in the subject area of Social Sciences;
- (4) 8 credits in a Secondary IV or Secondary V program of studies established by the Minister in the subject area of Mathematics, Science and Technology, including 4 in mathematics.

The number of credits earned in language of instruction and in second language may not exceed 36.

Credits earned at the Secondary IV and V levels are taken into account when awarding the diploma, that is, credits earned for elective subjects in general education programs or a vocational training program leading to a Diploma of Vocational Studies or in a vocational training program leading to an Attestation of Vocational Specialization, and the equivalent learning recognized in accordance with section 250 of the Education Act (chapter I-13.3).

Holders of a Diploma of Vocational Studies or an Attestation of Vocational Specialization who earned the credits in Secondary IV language of instruction, second language and mathematics are, for the purposes of this section, deemed to have obtained the credits set out in subparagraphs 3 and 4 of the first paragraph.

Adults must have earned credits for at least 1 course at the Secondary IV or V level given by an adult education centre.

A concordance is also proposed with section 2.1 of the College Education Regulations:

2.1 is eligible for a program of study leading to the college diploma, the holder of the professional diploma who meets, if any, the special conditions of admission to the program established by the Minister and who has accumulated the number of units allocated by the pre-school education system, Primary and secondary education (Chapter I-13.3, r. 8) or the adult General Education System (Chapter I-13.3, r. 9) for the learning of the following subjects:

- (1) Secondary V Language of Instruction, **which are evaluated according to the second language requirements for a student holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C.**

1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

- (2) *Secondary V Second Language, unless the student holds a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;*
- (3) *Secondary IV Mathematics.*

A holder of a Secondary School Vocational Diploma who satisfies the conditions of admission established by the Minister may also be admitted to a program of technical studies leading to the Diploma of College Studies. The conditions of admission are established for each program of studies to ensure continuity of training and are based on the vocational training received at the secondary level.

5 Adaptation of the Standards Applicable to Professional Orders to the Linguistic Context of First Nations

5.1 Background

The work of the *Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec: listening, reconciliation and progress* (hereinafter the Viens Commission) has highlighted the language barriers facing communities.⁹¹ To this end, the report of the Laurent Commission presents language as an obstacle to the recruitment of professionals called upon to practise in the community.⁹²

As mentioned above, the first paragraph of section 97 of the Charter states that Indian reserves are not subject to its application. However, professional orders are subject to its application.

Nevertheless, the second paragraph of section 97 states that:

The Government, by regulation, shall determine the cases, conditions and circumstances where or whereunder an agency or body contemplated in the Schedule is authorized to make an exception to the application of one or several provisions of this Act in respect of a person who resides or has resided on a reserve, a settlement in which a native community lives or on Category I and Category I-N lands within the meaning of the Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec territories. A list of the professional orders is provided in the Annex.

In the 1990s, the *Regulation to authorize professional orders to make an exception to the application of section 35 of the Charter of the French language*⁹³ enacted under section 97 of the Charter was adopted. This regulation creates an exception from the application of

⁹¹CERP, 2019, p.249. Hereinafter Viens Commission.

⁹²*Ibid.*, p. 253.

⁹³ R.S.Q., C. C-11, r.10.

section 35 of the Charter in respect of “a person who resides or has resided on a reserve, in a settlement in which a native community lives or on Category I and Category I-N lands within the meaning of the Act respecting the land regime in the James Bay and New Québec territories,” provided that they meet two criteria:

- “(1) the person declares under oath to the Bureau of the professional order that he resides or has resided on a reserve, in a settlement in which a native community lives or on Category I and Category I-N lands; and*
- (2) the person, despite the fact that he does not have knowledge of the French language appropriate to the practice of his profession, fulfils all the other terms and conditions for the issue of a permit provided for in the Professional Code and, where applicable, in the Act constituting the professional order.”*

Therefore, even if professional orders are subject to the Charter, they may exempt a professional who resides or has resided on a reserve, in an establishment where a native community lives or on Category I or I-N lands for the purposes of section 35 of the Charter.⁹⁴ Furthermore, section 68 of Bill 96 amends section 97 by adding wording at the end of the second paragraph, which reads as follows:

“In addition, the Government may determine by regulation the cases, conditions and circumstances in which a professional order is authorized to depart from the first paragraph of section 35 in respect of a person who resides outside Québec and practises his profession in Québec solely on such a reserve, settlement or lands.”

In our view, this change, while significant, does not go far enough. This amendment does not take into account the various reports previously tabled with the government, which require an extension of the scope of section 97. These reports find that the requirement to reside or have resided on reserve for the application of the exemption to section 35 of the Charter is too restrictive. Moreover, in 2016, the Committee on the Application of Bill 21 in Aboriginal Communities, appointed by the then Minister of Justice and the Minister Responsible for Indigenous Affairs, addressed the issues raised by the implementation of Bill 21⁹⁵ and the underlying issue of enforcement difficulties in Indigenous communities.⁹⁶ This committee tabled their report in 2016. The report entitled “Solutions Adapted to First Nations and Inuit Communities to Support the Application of Bill 21” lists all of the issues that First Nations are experiencing with this bill and identifies avenues for solutions. Among the committee’s recommendations is a recommendation specifically addressed to Anglophone communities.

In the report, the committee recommended facilitating the practice of English-speaking professionals in Indigenous Anglophone communities (Recommendation 5). These reports

⁹⁴ Viens Commission, p.253.

⁹⁵ Bill 21 (*An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions in the field of mental health and human relations*) amended the *Professional Code* to reserve certain activities for professionals who are members of a professional order. Although the objective behind Bill 21 is laudable, the provisions of this bill raise several issues for Indigenous communities, particularly because of difficulties in recruiting and retaining staff. This Act has had the effect of reducing the pool of workers who may be qualified to exercise the responsibilities of the Director of Youth Protection. See the *Report of the Committee on the Application of Bill 21*.

⁹⁶ Report of the Committee on the Application of Bill 21, Québec Office des Professions du Québec, 2016, p. v. Hereafter *Report of the Committee on the Application of Bill 21*.

find that “the condition that one must reside or have resided in the community in order for the exception to section 35 of the *Charter of the French Language* to apply is too restrictive.” This is why it recommends:

- *Optimizing the application of the exception to section 35 of the Charter of the French Language;*
- *Broadening the concept of residency to include that of professional domicile with respect to the exception to section 35 of the Charter of the French Language.*

Similarly, the report by the Viens Commission (in call to action No. 12) recommends implementing Recommendation 5 for the implementation of Bill 21 in Indigenous communities.

First Nations are experiencing significant population growth and are thriving populations in Québec, throughout the province.⁹⁷ With a population of 65,000 in 2001, the First Nations population in Québec is expected to reach 93,000 in 2026.⁹⁸ Over the next five years, the AFNQL predicts that nearly 9,400 houses will have to be built to meet the needs of this growing demographic.⁹⁹ Communities are facing a housing crisis, and some professionals, both Indigenous and non-Indigenous, must reside off reserve (Québec or outside of Québec) while practising on reserve. On the other hand, not all professionals who wish to move to a community with their families can benefit from the exception and are only able to practise there.¹⁰⁰ This amendment suggested by Bill 96 does not consider the realities that Indigenous people are experiencing and the problems they face daily.

This is why we recommend expanding the concept of residence to include that of professional residence.

5.2 Proposed Amendment to Adapt the Standards Applicable to Professional Orders to the Linguistic Context of First Nations

5.2.1 Proposed Amendment # 5

It is proposed that the second paragraph of section 97 of the Charter be amended to extend the concept of residence to that of professional residence, since the amendment as suggested by Bill 96 is not sufficient; it does not cover all situations, namely professionals who reside in Québec but off reserve. The *Regulation*¹⁰¹ should also be amended accordingly.

⁹⁷ FNQLHSSC, 2017, p.9

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Report of the Committee on the Application of Bill 21*, p. 26.

¹⁰¹ *Regulation to authorize professional orders to make an exception to the application of section 35 of the Charter of the French language*, R.S.Q., c. C-11, r.10.

5.3 Recommendation # 1: Exemption from the requirement for second-language units for Indigenous students at the college level

5.3.1 Recommendation # 1

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 2 of section 7 of the *College Education Regulations* (Chapter C-29, r. 4), by adding the following wording at the end:

except students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

It is proposed that Bill 96 amend paragraph 2 of section 8 of the *College Education Regulations* (Chapter C-29, r. 4), by adding the following wording at the end:

except students holding a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;

5.3.2 Explanatory Notes to Proposed Amendment #5

As with the requirements for a secondary diploma for a student or adult, sections 7 and 8 of the *College Education System Regulations* would be amended as follows:

7. The component of general education that is common to all programs shall comprise the following subject areas for the number of credits indicated:

- (1) *Language of Instruction and Literature, 7 1/3 credits;*
- (2) *Second Language, 2 credits, unless the student holds a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code;*
- (3) *Philosophy or Humanities, 4 1/3 credits;*
- (4) *Physical Education, 3 credits.*

The Minister shall determine the objectives and standards for each component. It may determine some or all of the learning activities aimed at achieving these objectives and standards.

8. The component of general education that is specific to each program shall comprise the following subject areas for the number of credits indicated:

- (1) *Language of Instruction and Literature, 2 credits;*
- (2) *Second Language, 2 credits, unless the student holds a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the Indian Act (R.S.C. 1985, c. I-5) or any person*

recognized by the First Nation's local government membership code;

(3) *Philosophy or Humanities, 2 credits.*

The Minister shall determine the objectives and standards for each subject area, and the college shall determine the learning activities.

5.4 Recommendation # 2: Exemption from the uniform language of instruction and literature test for Indigenous students at the college level

Section 26 of the *College Education System Regulations* provides for the Minister's discretion to impose examinations.

26. The Minister may, for all subject areas included in the component of general education provided for in section 7, impose a uniform examination and may require that the passing of such examination be a condition for awarding the Diploma of College Studies.

The college shall ensure the administration of any examination referred to in the first paragraph.

We recommend that the responsible Minister exercise this authority to exempt students with a Certificate of Indian Status issued to persons registered in the Indian Register under the *Indian Act* (R.S.C., 1985, c. I-5) or any person recognized by the First Nation's local government membership code from uniform language of instruction examinations (English or French).

5.5 Recommendation # 3: Creating sustainable Indigenous language protection solutions in a constitutional context

Considering the Quebec government's intent to modify certain constitutional provisions, the APNQL and RCOs are asking the government to join them in a governments-to-government dialogue, and to use this new forum as an opportunity to seek out sustainable solutions for Indigenous language protection.

6 Issues Related to Continuing Education and Equivalency Recognition

6.1 Context

In order to be allowed to continue their practice, professionals must keep up to date on required continuing education.¹⁰² However, continuing education poses a problem for English-language Indigenous communities since the majority of trainings are only available in French.¹⁰³ When English-language communities develop culturally appropriate trainings that are available in English, the communities must then shoulder the burden for the funding needed to get those programs recognized by the relevant professional order.¹⁰⁴ The report of the Committee on the Application of Bill 21 recommends creating, recognizing, and translating continuing education programs.

More importantly, training issues also appear on a more global scale with regard to recruiting English-language professionals.¹⁰⁵ Some English-language professionals who completed their studies outside of Québec are unable to have their professional diploma equivalency recognized in Québec. In order to be recognized and obtain a permit issued by a professional order in Québec, these employees must complete additional training to have their equivalent qualifications recognized; some of these trainings are only offered in French. Thus, a distinct inconsistency exists between section 97 of the Charter and the *Regulation* enacted pursuant to this section. These requirements have broad consequences for communities as, “if it is complicated or impossible for professionals to get their training recognized in Québec, that makes it all the more difficult for communities to entice those professionals to fill positions there.”¹⁰⁶ All the more so as few First Nations members hold a college diploma (12%) or a university degree (11%),¹⁰⁷¹⁰⁸ and yet these members provide culturally competent services, and do so in a holistic manner in the Indigenous language.

In addition, professional orders are not aware of the issues and needs that communities are facing. Non-native professionals are not trained to intervene culturally with First Nations and Inuit. Professional orders must do more to promote the Indigenous knowledge of Indigenous professionals and invest in cultural safety as recommended by numerous commissions.¹⁰⁹ Cultural safety is a comprehensive and inclusive approach that recognizes and accounts for the historical, social, and cultural background of First Nations.¹¹⁰ It is a strength to be able to offer culturally appropriate services in a community’s Indigenous language as these cultural competencies ensure that users receive high-quality care.¹¹¹ These criteria must be taken into consideration when a candidate seeking admission to a profession applies for a permit to practice on reserve.

In the same vein, we question the amendments made to the wording of section 32 of the Charter. In our view, these amendments could limit the use of English when members or candidates who are seeking to practice a profession communicate with professional orders.

¹⁰² *Ibid.*, p.19.

¹⁰³ FNQLHSSC, 2020, p.26. Hereinafter the *Regional Workforce*.

¹⁰⁴ *Report of the Committee on the Application of Bill 21*, p.19.

¹⁰⁵ *Regional Workforce*, p.26.

¹⁰⁶ *Regional Workforce*, p.26.

¹⁰⁷ About four in ten adults hold a Secondary School Diploma or higher.

¹⁰⁸ The professional structure of jobs held by First Nations and Inuit compared to that of the general population shows that there is a relatively lower concentration of First Nations and Inuit in higher skilled positions, such as managers (8.2% compared to 10.3%) and professionals (12% compared to 18.1%). First Nations and Inuit Labour Market Advisory Committee: Labour Market Conditions for First Nations and Inuit in Québec, 2016, p. 39.

¹⁰⁹ In particular, see the Viens Commission’s call to action no. 24, MMIWG calls to justice nos. 7.1 and 7.6, and no. 8 from the MMIWG Supplementary report: Québec.

¹¹⁰ FNQLHSSC, 2017, p.24. Hereinafter the FNCFS Report.

¹¹¹ FNQLHSSC, 2021, p.22.

At present, English-language candidates and professionals have difficulties obtaining information in English with regard to practising their profession in Québec and the necessary permits, documentation for professional practices such as guiding principles, and practice guidelines which are found on the professional orders' websites. However, these documents are essential to a professional practice in order for professionals to provide quality care. We find it difficult to explain this amendment; the scope of this section may have repercussions on the quality of care that professionals provide. Thus, Bill 96 must consider the specific context of First Nations and Inuit which is why we recommend adding an exemption for professionals working on reserve.

6.2 Recommendations

6.2.1 Recommendation # 4

Implement the recommendations of the Committee regarding the application of Bill 21 [*An Act to amend the Professional Code and other legislative provisions in the field of mental health and human relations*, S.Q., c. 28] within First Nations and Inuit communities without delay, and more specifically, create, recognize, and translate continuing education materials (Viens Commission, call to action no. 106).

6.2.2 Recommendation # 5

Offer cultural competency training to health professionals, students, Québec's public service providers, and any other individual who contributes to providing health services to the First Nations (MMIWG, call for justice no. 7.4; MMIWG Supplementary report: Québec, call for justice no. 8; TRC, call to action no. 23).

6.2.3 Recommendation # 6

Increase the number of Indigenous professionals working in the healthcare field (TRC, call to action no. 23 directed at all levels of government).

6.2.4 Recommendation # 7

Create effective and well-funded opportunities to encourage Indigenous individuals to work in the health and wellness fields within their communities, and provide socioeconomic incentives for this purpose (MMIWG, call for justice no. 7.8 directed at all governments and health service providers).

7 Issues Regarding Governmental Communications and Access to Information in English and French

The AFNQL and RCOs have noted that provincial governmental officials do not always, or at least not automatically, provide documentation in English to First Nations in consultations. Since not all consultation processes are lengthy, English-language First Nations are deprived of crucial time to respond to the consultation in an informed manner.

If Bill 96 encourages governmental ministries to publish their documentation solely in French, or if it simply becomes more difficult to get access to documentation in English, this will impact consultation processes and thus First Nations themselves, and the government would not be fulfilling its duty to consult.

There are also occasions when funding from the provincial government would allow for First Nations professionals to be hired to work on or off reserve. Depending on client needs, the hired professional would ideally be bilingual (French/English), but they could also be bilingual without having mastered French or English.

Entrepreneurs in the communities who use primarily English as their working language should be able to advertise in the language of their choice, especially on reserve.

7.1 Recommendations

7.1.1 Recommendation # 8

Require that **any government correspondence to First Nations that is written in French be automatically accompanied by a translation in English**. Documents must be translated into Indigenous languages or English whether or not one of the parties requests it.

7.1.2 Recommendation # 9

The same applies to briefings held by provincial officials. These briefings are part of the consultation process and take place over the consultation period. They are useful to First Nations because they offer an opportunity to discuss, ask questions, and receive clarification.

At times simultaneous interpretation is provided, but documentation in English is not available.

The following is recommended so that First Nations have access to the same information at the same time:

Require governmental officials **to automatically hold briefings in English when a briefing is planned for First Nations in French**.

7.1.3 Recommendation # 10

Provide First Nations organizations with the necessary funding to cover the costs of translation when First Nations professionals work off reserve.

Conclusion

We cannot ignore the negative impacts that remain ongoing with the new draft of the Charter proposed by the government of Québec on First Nations, who have themselves also been pushing back for decades against assimilative measures on their respective Indigenous languages and cultures. Although we understand the objectives behind Bill 96, this bill does not do enough to recognize the diversity of Indigenous languages or consider First Nations realities. This recognition would not diminish the French language in Québec.



Annex 1

Description of Assembly of First Nations of Québec and Labrador Commissions and Organizations

A-1.1 Assembly of First Nations Québec-Labrador Secretariat

The Assembly of Chiefs created the AFNQL Secretariat, which is mandated to plan, hold and follow up on meetings, in addition to helping the Regional Chief carry out mandates entrusted by the Assembly. The Secretariat is also responsible for housing and infrastructure and for public safety and supports the First Nations of Québec and Labrador Youth Network.

A-1.2 First Nations Education Council

The First Nations Education Council (FNEC), created in 1985, is one of the oldest First Nations organizations in Québec founded by communities. It is an association of First Nations and communities: eight nations (Abenaki, Algonquin, Atikamekw, Innu, Maliseet, Mi'gmaq, Mohawk and Wendat) and 22 communities. FNEC represents and defends the interests of this collective strength by validating the experience of every nation and respecting its identity, culture and traditions. Excellence, school success, cultural pride and control of education by and for First Nations are at the heart of FNEC's mission. Its vision is for every one of its First Nations members to exercise their inherent right to and full jurisdiction over academic success. FNEC boasts a strong 35-year track record and is supported by a team of nearly 50 professionals who support school teams on the takeover of education by every member nation. FNEC's main partners include the Assembly of First Nations-education sector, regional commissions and organizations (RCOs) of the Assembly of First Nations Québec-Labrador (AFNQL), Indigenous Services Canada (ISC)-education branch, Canadian Heritage, and the Minister of Education and Higher Education which oversees the Table on First Nations and Inuit Student Success, Secrétariat aux affaires autochtones, and universities.

A-1.3 First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission

Founded in 1994 by the Chiefs of the Assembly of First Nations Québec--Labrador (AFNQL), the First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission¹⁸ (FNQLHSSC) is a non-profit organization with the mission of supporting First Nations in Québec in achieving their health, wellness, culture and self-determination goals. FNQLHSSC works closely with First Nations communities and organizations in Québec, as well as with AFNQL and other ANFQL regional commissions and organizations (RCOs). It builds partnerships with governments, community organizations, universities, hospitals,

associations and professional orders, as well as with other First Nations and Inuit organizations at both the regional and national level.

A-1.4 First Nations of Québec and Labrador Economic Development Commission (FNQLEDC)

The mission of the First Nations of Québec and Labrador Economic Development Commission (FNQLEDC) is to represent, promote, support and defend the interests of the First Nations of Québec and Labrador in socioeconomic development, thus contributing to their overall development, in consultation with all community stakeholders and in accordance with the cultures and local autonomy of the communities. The 10-person FNQLEDC team provides different types of training and support for community economic development officers (CEDOs) so that they can, in turn, assist entrepreneurs in their communities. A range of business services has been created to support entrepreneurs through every step of creating or expanding a business. Services specifically targeting youth, women and social economy entrepreneurs have also been put in place. FNQLEDC advocates for the interests of First Nations clients and communities within the federal and provincial governments and various organizations. Through its research and development mandate, FNQLEDC develops and carries out projects to support its clients and further its mission. The organization works primarily with Indigenous Services Canada (ISC), Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), Canada Economic Development, Women and Gender Equality Canada, Secrétariat à la condition féminine and Minister of Labour, Employment and Social Solidarity. It also works with First Nations organizations and agencies, including the AFNQL Council of Elected Women, Native Commercial Credit Corporation, and Québec Aboriginal Tourism. Non-Indigenous organizations are also involved in various projects.

A-1.5 First Nations Human Resources Development Commission of Québec (FNHRDCQ)

Founded in 1996, the First Nations Human Resources Development Commission of Quebec (FNHRDCQ) is the regional commission that oversees development of the workforce and job market in member First Nations communities and urban First Nations populations on behalf of AFNQL. Its mission is to contribute to the personal and professional fulfilment of First Nations by actively supporting their path to employment. FNHRDCQ has four mandates: provide a full range of employment and training programs and services to all clients, support individuals in their professional development while taking into account their particular needs and aspirations, maintain a culture of efficiency and excellence through skills development and continuous improvement of organizational capacity and maintain constructive relationships with stakeholders in education, social development, economic development and the labour market to ensure a strengthening and harmonization of the collectives actions. FNHRDCQ works with a number of departments and ministries at the federal level (Employment and Social Development Canada [ESDC], Service Canada and Indigenous Services Canada [ISC]) and at the provincial level (Minister of Labour, Employment and Social Solidarity, through Services Québec). It also partners with First Nations organizations: AFN technical working group on employment and training, First Nations and Inuit Labour Market Advisory Committee (FNILMAC), First Nations Adult Education School Council (FNAESC), AFNQL Secretariat and other regional commissions and organizations (RCOs).

A-1.6 First Nations of Québec and Labrador Sustainable Development Institute (FNQLSDI)

The First Nations of Québec and Labrador Sustainable Development Institute was founded in 2000. Its mission is to support the 43 First Nations communities in Québec and Labrador in applying the First Nations of Québec and Labrador Sustainable Development Strategy and to address economic, social and environmental issues they face. FNQLSDI offers First Nations a dynamic service hub that supports their efforts to improve the health of the land and its resources, develop sustainable communities and gain recognition of their rights. FNQLSDI respects priorities, needs and visions identified by the communities themselves. It also assists AFNQL with issues of common concern. FNQLSDI's areas of action include climate change, conservation and biodiversity, renewable energy and energy efficiency, forestry, waste management, language and culture, mining, comprehensive community planning, strategic and territorial planning and remediation of contaminated sites. FNQLSDI collaborates with many federal and provincial departments, including Environment and Climate Change Canada (ECCC), Canadian Heritage, Fisheries and Oceans Canada (DFO), Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada (CIRNAC), Natural Resources Canada (NRCan), Canadian Wildlife Service (CWS) and Indigenous Services Canada (ISC). At the provincial level, FNQLSDI's main partners are the Minister of the Environment and the Fight Against Climate Change, the Minister of Forests, Wildlife and Parks, the Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) and Transition énergétique Québec.

Annex 2

Figure 1 – Distribution (n) of the First Nations population by residence – RHS 2015, with date from Indigenous Services Canada (INAC) 1996, 2001, 2006, 2011 and 2016

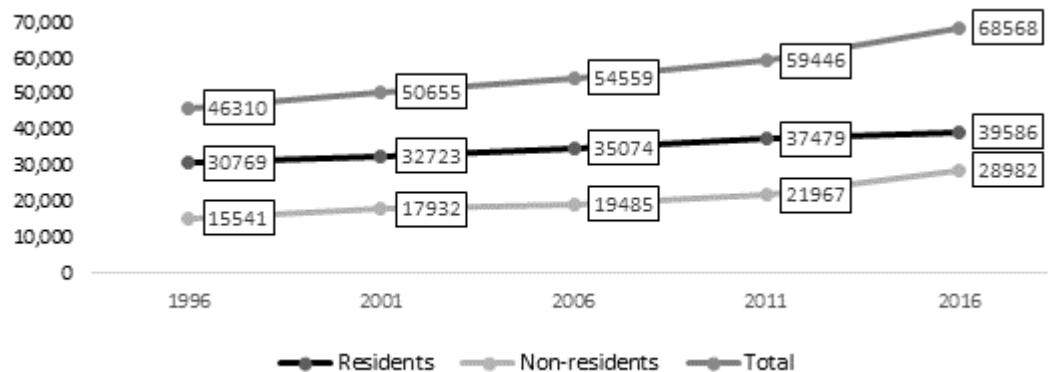


Figure 2 – Median Age According to Geographic Zone, RHS 2015

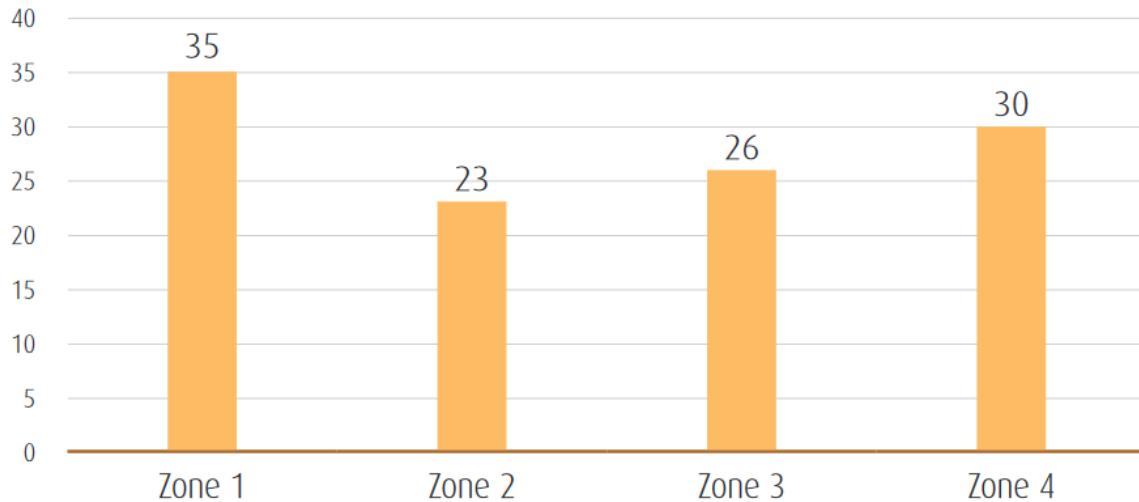


Figure 3 – Evolution of the Age Pyramid from 2002 to 2015 - RHS 2002, 2008 and 2015

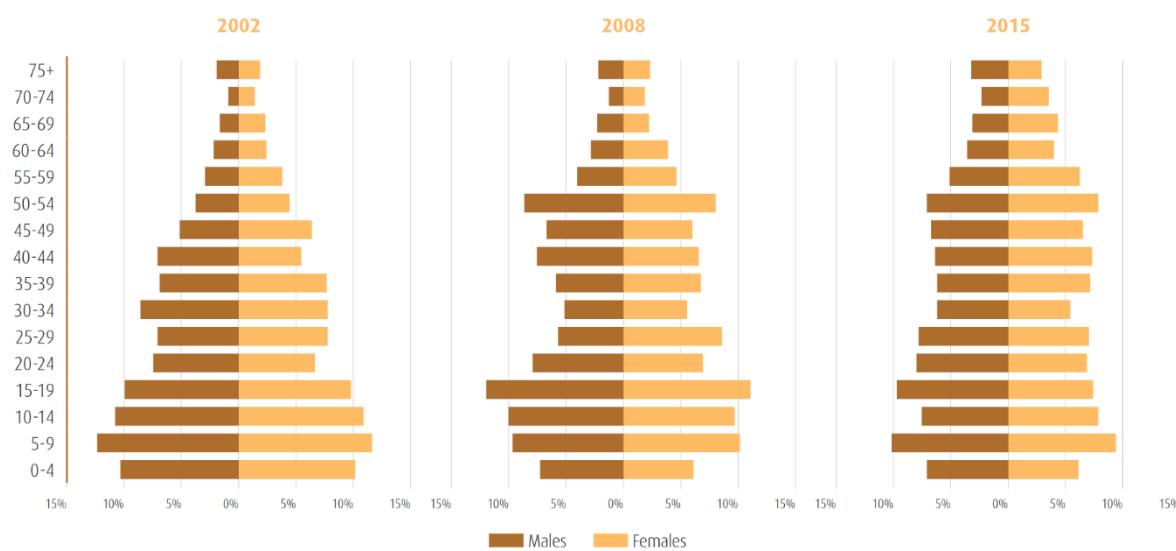


Figure 4 – Distribution (%) of population by age and geographic zone – INAC 1996, 2006 and 2016

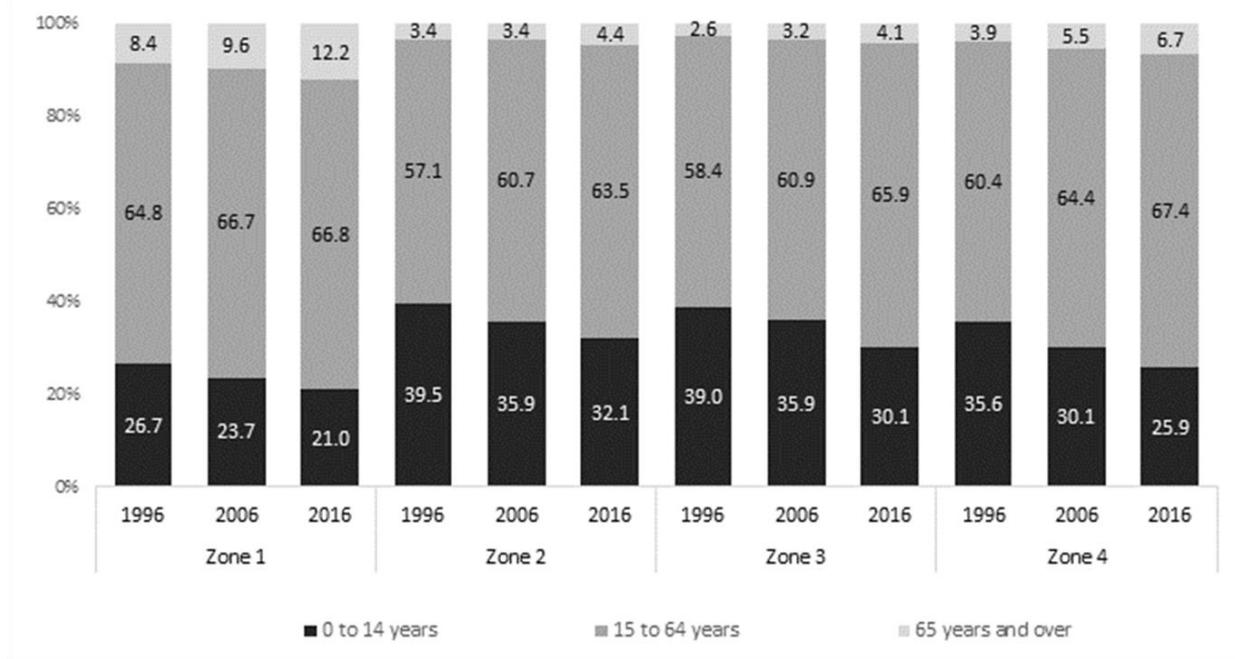


Figure 5 - Distribution of adults (25 years and over) by household income bracket – RHS 2002, 2008 and 2015

		n			% 2002 2008 2015		
		2002	2008	2015	2002	2008	2015
\$0 - 19,999		2,106	3,853	4,216	23.2	30.2	28.2
\$20,000 - 39,999		3,513	4,666	4,204	38.7	36.6	28.1
\$40,000 - 59,999		2,148	1,983	2,641	23.6	15.5	17.7
\$60,000 - 79,999		904	1,298	1,648	10.0	10.2	11.0
\$80,000 or more		412	966	2,250	4.5	7.6	15.0
Total		9,083	12,767	14,959	100.0	100.0	100.0

Figure 6 – Distribution of adults (25 years and over) by household income bracket, and by sex – RHS 2002, 2008 and 2015

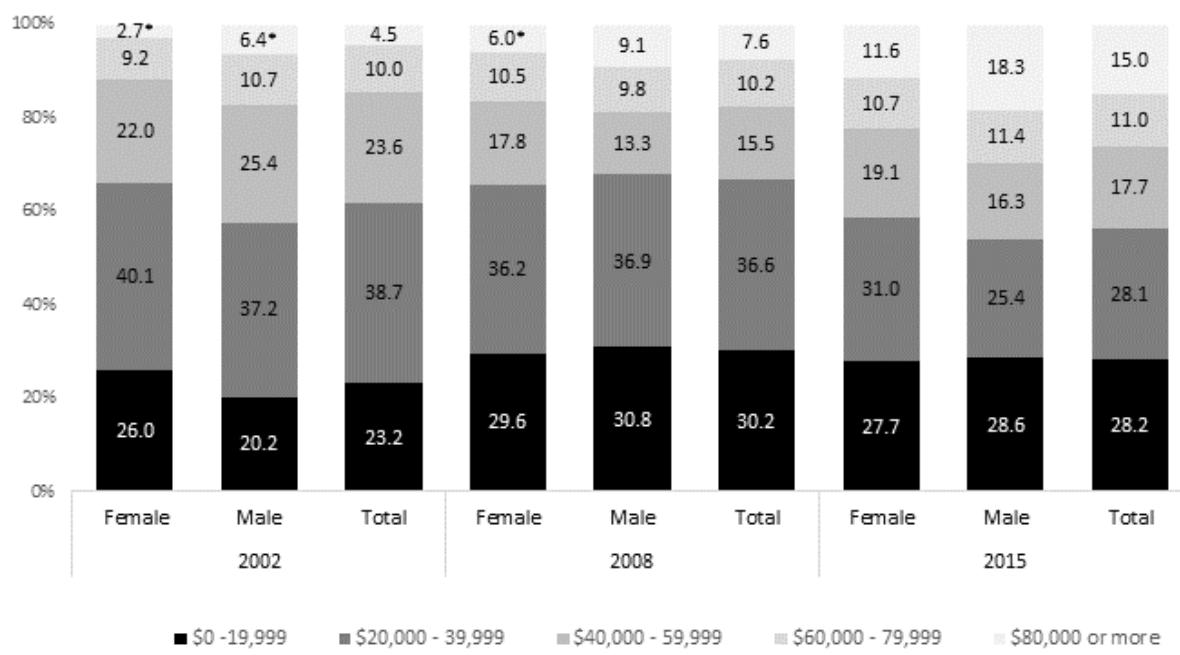


Figure 7 – Proportion of Adults Holding a Job Based on Gender – RHS 2015

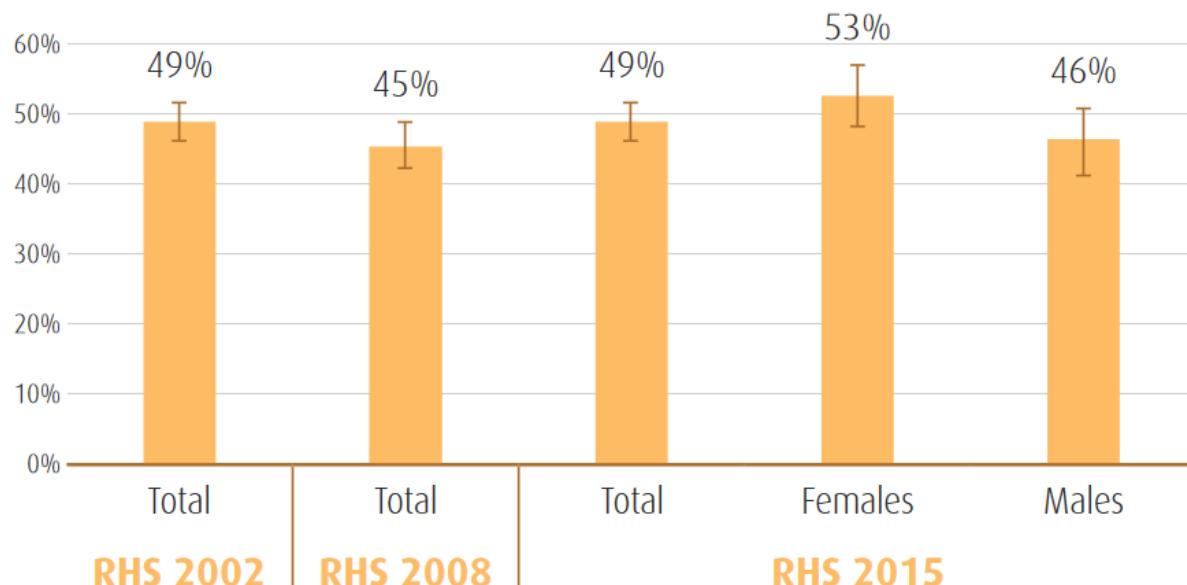


Figure 8 – Workplace Location of Adults Who are Employed – RHS 2015

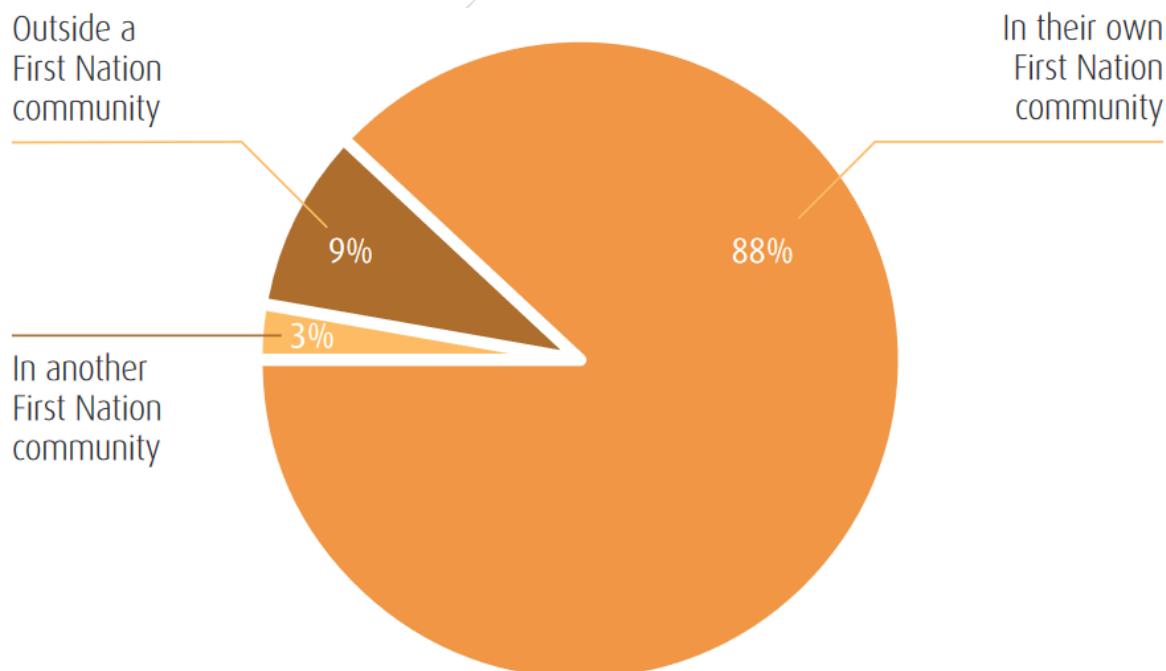


Figure 9 – Command of a First Nations Language – RHS 2015

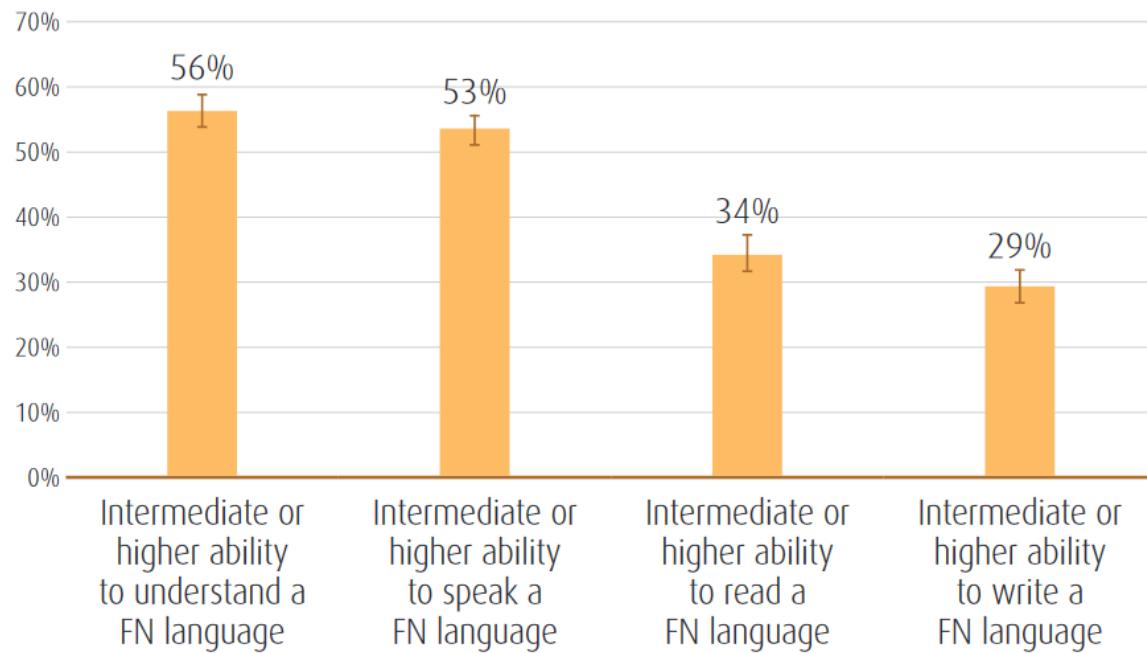
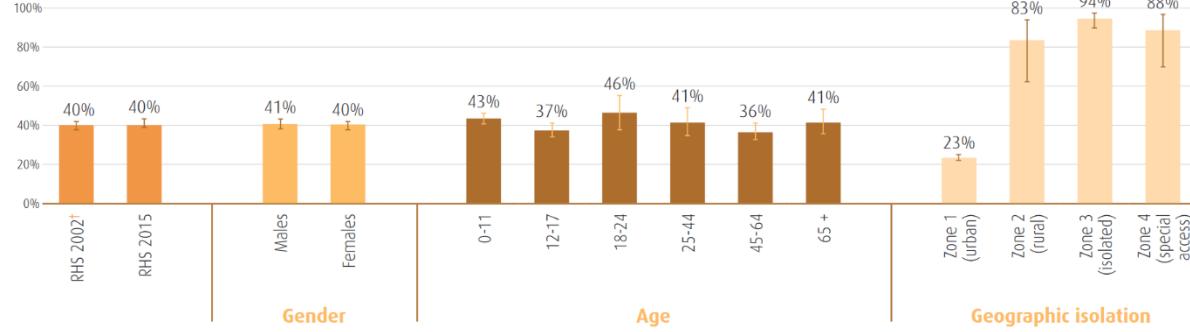
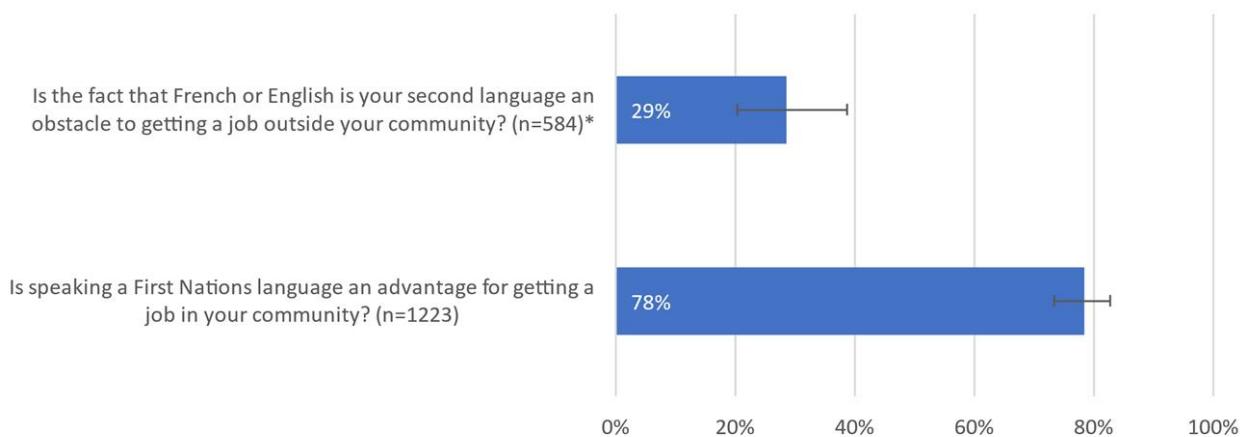


Figure 10 – First Nations Language as an Everyday Language – RHS 2015



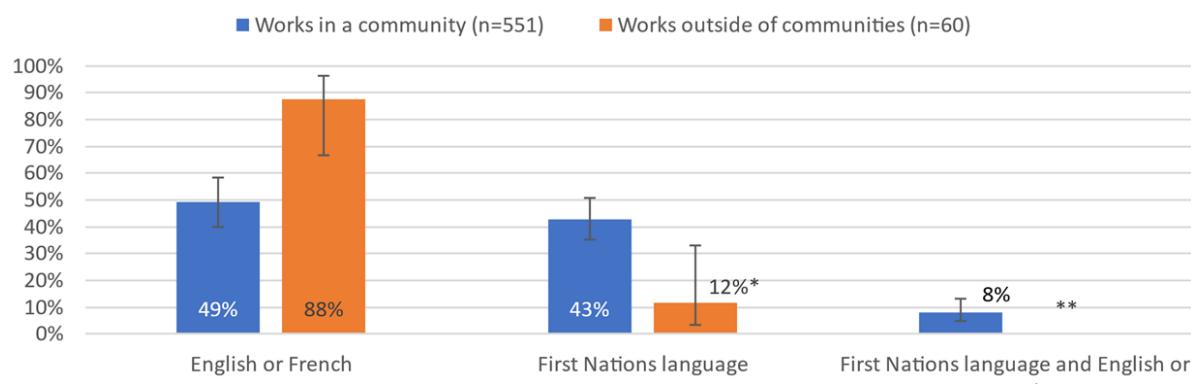
† The 2002 data only includes people ages 12 years and over.

Figure 11 – Perceived Impact of Language on Employment Prospects Inside and Outside the Community



* This question was asked exclusively of respondents for whom English or French was not their mother tongue.

Figure 12 – Distribution of Individuals According to the Language Spoken Mainly at Work



*Coefficient of variation between 16 and 33%. Use with caution.

**Unpublished data, coefficient of variation greater than 33%

BIBLIOGRAPHY

114957 Canada Ltd. (*Spraytech, Sparge Corporation*) v. Hudson (Town), 2 S.C.R. 241 (CSC 2001).

An Act respecting French, the official and common language of Québec, Bill 96, 42nd Québec Legislature.

Assembly of First Nations (2019). *A Guide to An Act respecting Indigenous languages: A Tool for First Nations Language Revitalization*.

Assembly of First Nations (AFN) [formerly National Indian Brotherhood]. (1972). *Indian Control of Indian Education*.

Assembly of First Nations. (1988). *Tradition and Education: Towards a Vision of Our Future*.

Assembly of First Nations. (2012). *A Portrait of First Nations and Education*.

Aurousseau, E., Couture, C., Pulido, L., Jacob, E., Lavoie, C., Duquette, C., Bizot, D., Pacmogda, P., Blouin, L. (2021). An inspiring model to support the success of Indigenous students in URBAN settings: The Petapan project. *Éducation et francophonie*, 49(1), 71-94.

Ball, J. (2007). *Aboriginal young children's language and literacy development: Research evaluating progress, promising practices, and needs*. Canadian language and literacy networked centre of excellence.

Barman, J., Hebert, Y., McCaskill, D. (1986). The legacy of the past: An overview. In J. Barman, Y. Hebert, D. McCaskill (eds.), *Indian Education in Canada* (Vol. 1). University of British Columbia Press.

Barnes, R., Josefowitz, N., Cole, E. (2006). Residential schools: Impact on Aboriginal students' academic and cognitive development. *Canadian Journal of School Psychology*, 21(1-2), 18-32.

Bastien, L. (2008). L'éducation, un enjeu majeur pour l'avenir des Premières nations. *Les cahiers du CIÉRA*. 1(1), 5-12.

Battiste, M. (1998). Enabling the autumn seed: Toward a decolonized approach to Aboriginal knowledge, language, and education. *Canadian Journal of Native Education*, 22(1), 16-27.

Battiste, M. (2002). *Indigenous knowledge and pedagogy in First Nations education: A literature review with recommendations*. Paper prepared for the National working group in education and the Minister of Indigenous and Northern Affairs Canada.

-
- Battiste, M. (2013). *Decolonizing education: Nourishing the learning spirit*. Saskatoon, Canada: Purich Publishing.
- Berger, P. (2002). *Adaptations of Euro-Canadian schools to Inuit culture in selected communities in Nunavut*. 14th Annual conference of the Arctic research consortium of the United States (ARCUS) and Arctic forum.
- Blacksmith, G. (2011). *The intergenerational legacy of the Indian residential school system in the Cree communities of Mistissini, Oujebougamau, and Waswanipi: an investigative research on the experience of the James Bay Cree of Northern Québec*. Unpublished doctoral thesis.
- Bombay, A., Matheson, K., Anisman, H. (2014). The intergenerational effects of Indian Residential Schools: Implications for the concept of historical trauma. *Psychology and Counselling*, 51(3), 320-338.
- Bougie, E., Kohen, D., Guèvremont, A. (2018). Indigenous language knowledge and educational attainment among First Nations people: Trends over time. *The International Indigenous Policy Journal*, 9:4, 2-23.
- Bougie, É., Wright, S. C., & Taylor, D. M. (2003). Early heritage-language education and the abrupt shift to a dominant-language classroom: Impact on the personal and collective esteem of Inuit children in arctic Québec. *International Journal of Bilingual Education and Bilingualism*, 6, 349–373.
- C.D. Howe (2011). *Aboriginal education in Québec: A benchmarking exercise*. C.D. Howe.
- Campbell v. British Columbia*, 4 CNRL 1, 189 DLR (4e) 333 (BC CS 2000).
- Canada (A.G.) v. Coon Come*, [1991] 3 C.N.L.R. 40 (Q.C.A.)
- Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA). (2013). *Poverty or prosperity: Indigenous children in Canada*. CCPA.
- Canadian Council on Learning (CCL). (2009). *The State of Aboriginal Learning in Canada: A Holistic Approach To Measuring Success*. CCL.
- Charter of the French Language*, SQ c. 11 (1977).
- Cherubini (2010). An analysis of Ontario Aboriginal education policy: Critical and interpretive perspectives. *McGill Journal of Education*, 45(1), 9–26.
- Committee on the Application of Bill 21 (2016). *Solutions Adapted to First Nations and Inuit Communities to Support the Application of Bill 21*. Office des Professions du Québec.
- Drapeau, L. (Ed.). (2011). *Les langues autochtones du Québec: un patrimoine en danger*. Presses de l'Université du Québec.
- Duncan, G. J., Ziol-Guest, K. M. and Kalil, A. (2010). Early-childhood poverty and adult attainment, behavior, and health. *Child Development*, 81(1), 306-325.

-
- Fallon, G. and Paquette, J. (2012). A critical analysis of self-governance agreements addressing First-Nations control of education in Canada. *Canadian Journal of Educational Administration and Policy*. 132(11), 1-28.
- Feir, D. (2016). The long-term effects of forcible assimilation policy: The case of Indian boarding schools. *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économique*, 49 (2), 433-480.
- Ferguson, H.B., Boivard, S. and Mueller, M.P. (2007). The impact of poverty on educational outcomes for children. *Paediatrics Child Health*, 12(8), 701-706.
- First Nations and Inuit Labour Market Advisory Committee. (2016). Labour Market Conditions for First Nations and Inuit in Québec.
- First Nations Education Council (FNEC). (2009). *Position paper on insufficient funding mechanisms for First Nations education*. FNEC.
- First Nations Education Council. (2010). Towards the Financial Accessibility of Lifelong Learning: A First Nations Perspective Position paper presented to the Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études.
- First Nations Education Council. (2018). *Nous parlons: enseignons, valorisons, soutenons, défendons: Portrait actuel de la situation de l'enseignement des langues ancestrales en contexte scolaire*. FNEC.
- First Nations Human Resources Development Commission of Quebec (forthcoming). First Nations Labour and Employment Development Survey (FNLEDS).
- First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission (FNQLHSSC). (2017a). *Discussion paper: First Nations and their relations with the Québec network and its public services*. The Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec: listening, reconciliation and progress.
- First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission. (2017b). *Final report. Consultation Process for the Reform of the First Nations Child and Family Services (FNCFS) Program*. FNQLHSSC.
- First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission. (2018). *First Nations Regional Health Survey – 2015*. FNQLHSSC.
- First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission. (2020). *Final report. Final Report Regional Inventory of Health and Social Services Human Resources in the Non-treaty First Nations Communities in Québec*. FNQLHSSC.
- First Nations of Québec and Labrador Health and Social Services Commission. (2021). *Discussion paper: Coroner's Public Inquest into the Death of Ms. Joyce Echaquan*. Document tabled at the Coroner's Public Inquest into the Death of Mrs. Joyce Echaquan.

-
- Fontaine, Shirley. (2012). *First Nations languages and improving student outcomes*. Report to the Assembly of First Nations.
- Freeden, S.M. (1988). *A Foundation for Cree Immersion Education*. Unpublished doctoral thesis.
- Gabriel, E. (2019). *Les langues autochtones: un droit fondamental à défendre*. Discussion paper prepared for the Canadian Commission for UNESCO.
- Girard, J., Vallet, M. (2015). La réussite éducative: Les solutions au-delà de l'école. In *Revue de la persévérence et de la réussite scolaires chez les premiers peuples* (Vol.1). Centre des Premières Nations Nikanite – Université du Québec à Chicoutimi.
- Goulet, L. (2001). Two teachers of Aboriginal students: Effective practice in sociohistorical realities. *Canadian Journal of Native Education*, 25(1), 68-82.
- Guèvremont, A., & Kohen, D. E. (2012). Knowledge of an Aboriginal language and school outcomes for children and adults. *International Journal of Bilingual Education and Bilingualism*, 15, 1–27.
- Haig-Brown, C. (1998). *Resistance and renewal: Surviving the Indian residential school*. Arsenal Pulp Press.
- Hampton, E. (1995). Towards a redefinition of Indian education. Dans M. Battiste & J. Barman (Eds.), *First Nations education in Canada: The circle unfolds*. University of British Columbia Press.
- Hampton, M., Roy, J. (2002). Strategies for facilitating success of First Nations students. *The Canadian Journal of Higher Education*, 32 (3).
- Hankivsky, (2008). *Cost estimates of dropping out of high school in Canada*. Canadian Council on Learning.
- Haque, E., Patrick, D. (2015). Indigenous languages and the racial hierarchisation of language policy in Canada. *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 36(1), 27-41.
- Hornberger, N. H. (1991). Extending enrichment bilingual education: Revisiting typologies and redirecting policy. In O. García (Ed.), *Bilingual education: Focusschrift in honor of Joshua A. Fishman* (Vol. 1) (pp. 215–234). Benjamins.
- Indigenous Languages Act*, L.C. (2019).
- Indigenous Services Canada (ISC) (Formerly Indigenous and Northern Affairs Canada)(n/d). *The Government of Canada's Approach to Implementation of the Inherent Right and the Negotiation of Aboriginal Self-Government*. ISC.
- Indigenous Services Canada. (2020). *Annual Report to Parliament 2020*. Indigenous Services Canada. ISC.

-
- Kim, E.-A. (2015). Neo-colonialism in our Schools: Representations of Indigenous perspectives in Ontario science curricula. *McGill Journal of Education*, 50(1), 1-26.
- Kirkpatrick, S. I. and Tarasuk, V. (2009). Food insecurity and participation in community food programs among low-income Toronto families. *Canadian Journal of Public Health*, 100(2), 135-139.
- Lacour, M., Tissington, L. (2011). The effects of poverty on academic achievement. *Educational Research and Reviews*, 6(7), 522-527.
- Leicht, (2006). Canada's Native languages: The right of First Nations to educate their children in their own languages. *Constitutional Forum Constitutionnel*. 15(3), 107-121.
- Levesque, C., Polèse, G., de Jurieu, D., Labrana, R. Turcotte, A. M. and Chiasson, M. (2015). *Une synthèse des connaissances sur la réussite et la persévérance scolaires des élèves autochtones au Québec et dans les autres provinces canadiennes*. Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) and Institut national de la recherche scientifique.
- Maina, F. (1997). Culturally relevant pedagogy: First Nations education in Canada. *The Canadian Journal of Native Studies*. 15(2), 293-314.
- Maurais, J. (Ed.) (1992). *Les langues autochtones du Québec*. Conseil de la langue française.
- McIvor, O. (2005). The contribution of indigenous heritage language immersion programs to healthy early childhood development. Dans C. St. Aubin (Ed.), *Compendium on Aboriginal early child development* (pp. 5–20). Canadian Child Care Federation.
- Moon, M. (2014). *Success in Indigenous education*. Unpublished doctoral thesis.
- Moon, M. and Berger, P. (2016). Indigenous student success in public schools: A “We” approach for educators. *Alberta Journal of Educational Research*, 62(1), 1-18.
- Morcom, L. (2013). *Language immersion and school success: What can I expect for my child?* Kenjgewin Teg Educational Institute.
- Morcom, L. (2014). Determining the role of language and culture in First Nations schools: A comparison of the First Nations Education Act with the policy of the Assembly of First Nations. *Canadian Journal of Educational Administration and Policy*, 163, 1-27.
- Morcom, L. (2017). Self-esteem and cultural identity in Aboriginal language immersion kindergarteners. *Journal of Language, Identity & Education*, 16(6), 365-380.
- National Collaborating Centre for Indigenous Health (NCCIH). (2017). *Education as a social determinant of First Nations, Inuit and Métis health*. NCCIH.
- National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls (2019a) (MMIWG). *Reclaiming Power and Place: The Final Report of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls*. MMIWG.

National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls (2019b). *Reclaiming Power and Place: The Final Report of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls – Supplementary Report for Québec*. MMIWG.

Nguyen, Mai. (2011). Closing the education gap: A case for Aboriginal childhood education in Canada, A look at the Aboriginal Headstart program. *Canadian Journal of Education* 34(3), 229-248.

O'Gorman, M. and Pandey, M. (2015). Explaining Low High School Attainment in Northern Aboriginal Communities: An Analysis of the Aboriginal People's Surveys. *Canadian Public Policy*, 41(4), 156-165.

Organization for Economic Cooperation and Development (OECD). (2012). *Equity and Quality in Education - Supporting Disadvantaged Students and Schools*. OECD.

Parliamentary Budget Officer. (2018). Federal Spending on Primary and Secondary Education on First Nations Reserves Office of the Parliamentary Budget Officer.

Patrick, D. (2007). Aboriginal Language Endangerment in Canada. *Anthropologie et Sociétés*, 31(1), 125–141.

Perron, M., Côté, É. (2015). Mobiliser les communautés pour la persévérance scolaire: Du diagnostic à l'action. In *Revue de la persévérence et de la réussite scolaires chez les premiers peuples* (Vol.1). Centre des Premières Nations Nikanite – Université du Québec à Chicoutimi.

Poliquin, G. (2013). La protection d'une vitalité fragile: les droits linguistiques autochtones en vertu de l'article 35. *McGill Law Journal - Revue de droit de McGill* 58(3), 573-605.

Presseau, A., Martineau, S., Bengevin, C. (2006). *Contribution à la compréhension du cheminement et de l'expérience scolaires de jeunes autochtones à risque ou en difficulté en vue de soutenir leur réussite et leur persévérence scolaires*. Report submitted to the Fonds québécois de recherche sur la culture et la société.

R. v. Beaulac, 1 S.C.R. 768 (S.C.C. 1999).

R. v. Côté, 3 S.C.R. 139 (1996).

R. v. Sioui, J.E. 83 722 (S.C.C. 1985).

R. v. Sioui, R.J.Q. 1722 (C.A. 1987).

Ratel, J.-L. (2018). Sociological perspectives on Aboriginal education in Québec: from object to subject. *Cahiers de recherche sociologique*, (64), 129–147.

Regulation to authorize professional orders to make an exception to the application of section 35 of the Charter of the French language, QC Red. 1374/93.

Richmond, C. and Smith, D. (2012). Sense of Belonging in the Urban School Environments of Aboriginal Youth. *The International Indigenous Policy Journal*, 3(1), 1-19.

-
- Rodon, T. (2008). Les étudiants autochtones à l'Université Laval: enquête sur les besoins et les problématiques. *Les cahiers du CIÉRA*, 1(1), 13-37.
- Royal Commission on Aboriginal Peoples (RCAP). (1996). *Report of the Royal Commission on Aboriginal Peoples*. RCAP.
- Sisco, A., Caron-Vuotari, M., Stonebridge, C., Sutherland, G., and Rhéaume, G. (2012). *Lessons Learned: Achieving Positive Educational Outcomes in Northern Communities*. Centre for the North.
- Skutnabb-Kangas, T., Nicholas, A. B., & Reyhner, J. (2016). Linguistic human rights and language revitalization in the USA and Canada. In *Indigenous Language Revitalization in the Americas* (pp. 181-200). Taylor and Francis.
- Standing Senate Committee on Aboriginal Peoples. (2011). *Reforming First Nations Education: From Crisis to Hope*. 41st Parliament of Canada.
- Statistics Canada. (2016a). Definition: Low-income measure after tax (LIM-AT) National Household Survey Dictionary, 2016.
- Statistics Canada. (2016b). Table 4.2: Low-income measures thresholds (LIM-AT and LIM-BT) for private households of Canada, 2015. National Household Survey Dictionary, 2016.
- Statistics Canada. (2018). *2016 Census: Québec [Province] (table)*. Aboriginal Population Profile. No. 98-510-X2016001 in the Statistics Canada Catalogue.
- Taylor, D. (1993). Education in Aboriginal Communities: Dilemmas around Empowerment. *Canadian Journal of Native Education*, 20(1), 176-183.
- The Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec: listening, reconciliation and progress (CERP). (2019). *The Public Inquiry Commission on relations between Indigenous Peoples and certain public services in Québec: listening, reconciliation and progress, Final Report*. Government of Québec.
- Toulouse, P. R. (2013). *Beyond Shadows: First Nations, Métis and Inuit Student Success*. Canadian Teachers' Federation.
- Treanor, M. (2012). *Impacts of poverty on children and young people*. Scottish Child Care Education Network.
- Truth and Reconciliation Commission of Canada (TRC). (2015). *Honouring the truth, reconciling for the future*. TRC.
- Tyler, J. H., and Lofstrom, M. (2009). Finishing high school: Alternative pathways and dropout recovery. *The Future of Children / Centre for the Future of Children*, 19(1), 77-103.
- United Nations (2007). *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples - 61/295*. United Nations.
-

United Nations Economic and Social Council (2018). *Action Plan for the 2019 International Year of Indigenous Languages*. United Nations.

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). (2010). *UNESCO Atlas of the World's Languages in Danger*.

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. (2020). *Los Pinos Declaration (Chapultepec) launching. Making a Decade of Action for Indigenous Languages*.

Van der Berg, S. (2008). *Poverty and Education*. International Academy for Education and the International Institute for Educational Planning-UNESCO.

Whitley, J. (2014). Supporting educational success for Aboriginal students: Identifying key influences. *McGill Journal of Education*, 49(1), 155-181.

Wotherspoon, T., Schissel, B. (1998). *Marginalization, Decolonization and Voice: Prospects for Aboriginal Education in Canada*. Council of Ministers of Education, Canada.

